d'Lëtzebuerger **Land**

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

#50 64. Jahrgang 15. Dezember 2017

5 453000 174663 17050 4,00€

Adieu Schuman

Alors que les services du Parlement européen libéreront le Bâtiment Schuman, l'État se tâte : démolir ou sauvegarder ? Le jugement esthétique semble clair : c'est moche !

„Wir brauchen jetzt Ruhe"

Die neuen Verwaltungsratspräsidentin Diane Dupont über die Strategie des Fonds du Logement

Sonderbeilage Made in Luxembourg

Wie bäckt man Hartmetall, was sind Wirbelringschrauben und wer war Charles Bivort aus Oberpallen?

Foto: Sven Becker

Le bâtiment Schuman, mal aimé de la place de l'Europe, de l'extérieur et à l'intérieur, avec, à droite, son hémicycle abandonné ; en bas à droite : la proposition de Dominique Perrault de remplacer le monolithe par trois nouvelles constructions

Patrick Gaibats

Trash Picture Company

Alors que les services du Parlement européen libéreront le Bâtiment Schuman de la place de l'Europe d'ici deux ou trois ans, l'État se tâte : démolir ou sauvegarder ? Le jugement esthétique semble clair : c'est moche ! Pas sûr pourtant

Adieu Schuman

josée hansen

Choucroute garnie Il fut un temps, pas si lointain, jusque dans les années cinquante du siècle dernier, où des paysans faisaient pousser du chou blanc ici, pour en faire de la choucroute. Puis vinrent la création des premières institutions communes européennes, la Ceca (Communauté européenne du charbon et de l'acier) d'abord, et la proposition audacieuse du ministre des Affaires étrangères Joseph Bech (CSV), tard dans la nuit lors d'une réunion constitutive de la Ceca en juillet 1952, où l'on négocia du siège de cette nouvelle institution imaginée par Robert Schuman, de commencer « provisoirement » au Luxembourg. Rapidement, le gouvernement, conscient de la chance unique qui se présenta à lui de jouer un rôle prééminent en Europe, trouva de la place dans différents bâtiments dans la ville pour abriter ces administrations. En 1961, le gouvernement décide d'exproprier les paysans du Kirchberg, acquérant d'un coup une réserve foncière de 360 hectares de terre à l'Est de la capitale, lui permettant enfin de se développer. À un moment, on pensa même en faire une enclave proprement européenne. En comparaison, les 33 hectares que le gouvernement Bettel/Schneider/Braz a trouvés au Roost pour Google semblent minuscules. Les propriétaires terriens ripostèrent un peu avec quelques manifestations et pancartes – « un mètre pour l'équivalent de 26 cigarettes – fumez-les donc vous-mêmes ! »[1] – mais la résistance ne fut pas énorme. En 1961 est créé le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg, en 1962 commence la construction du pont grande-duchesse Charlotte (« pont rouge », architecte : Egon Jux), qui permettra de relier le nouveau quartier à partir de 1966, avec comme têtes de pont au Limpertsberg le « Théâtre du millénaire » (Grand Théâtre) conçu par Alain Bourbonnais (1960-64) et au Kirchberg une « Cité européenne nouvelle et de conception urbanistique et architecturale hardie et moderne »[2], en antithèse de la Vieille Ville.

Le bâtiment Schuman, dont la conception remonte aux années 1960, fait partie de cette « Cité européenne nouvelle et de conception urbanistique et architecturale hardie et moderne » voulue à l'époque

C'est l'époque où le Luxembourg se réveille à la modernité – et l'exprime par l'architecture de ses bâtiments officiels. Pierre Vago est engagé pour concevoir un projet urbain pour le Kirchberg qu'il dessina comme une ville organisée autour d'une autoroute, faite pour la voiture. Le premier bâtiment, la Tour Alcide de Gasperi, haute de 22 étages (architectes Michel Mousel & Gaston Witry) – *d'Héichhaus* disaient les Luxembourgeois, qui y firent des excursions du dimanche et montèrent sur le toit de ce premier et seul « gratte-ciel » du pays – fut érigé en deux ans et put être inauguré en 1966, le même jour que le pont et le monument pour Robert Schuman (architecte : Robert Lentz). Il faut se remémorer qu'à l'époque, le Kirchberg était vide, complètement vide, et que les bâtiments s'y trouvaient au milieu de nulle part. Les architectes essayèrent donc d'y « faire ville », d'implanter leurs monolithes avec un grand geste, en se voulant modernes et internationalistes tout en citant la tradition architecturale du pays, par exemple en ayant recours à de la pierre naturelle ici ou là, ou en citant le voisin.

C'est ce que fit Laurent Schmit (1924-2002), architecte et urbaniste revenu de ses études à Paris en 1950, qui avait déjà construit, avec son père Nicolas Schmit-Noesen, le Musée national de la Résistance à Esch-sur-Alzette, le nouveau bâtiment de l'Athénée du Luxembourg au *Gesseknäppchen* ou le très marquant hall de la gare des CFL à Esch-sur-Alzette, ainsi que, seul, l'église Pie X de Belair et le siège de la Kredietbank à Luxembourg-Ville. Quand le gouvernement lui demanda donc de construite un deuxième bâtiment pour le Parlement européen, n'abritant pas seulement l'administration – le secrétariat était déjà en partie installé dans la tour –, mais aussi et surtout une salle pour les réunions plénières, il opta pour l'horizontalité en écho à la verticalité de son illustre voisin, posa son bâtiment sur un socle en pierre naturelle (défiguré par la suite) et joua avec la sérialité et le rythme des fenêtres.

Élargissement Le programme pour ce bâtiment administratif changea sans cesse. L'historienne d'architecture Isabelle Yegles-Becker, qui fut chargé, en 2015, par le Fonds Kirchberg, d'une analyse de l'immeuble, de sa substance architecturale et de sa valeur historique, dresse tous les états intermédiaires de ce « Palais des congrès », de la première ébauche en 1965, en passant par les différents projets de loi et de financement[3], jusqu'à son inauguration en 1973 : agrandissements successifs, augmentation du nombre d'étages de quatre à six, adaptations du programme de construction… Mais le bâtiment a fait les frais du succès de l'Europe et de ses élargissements. Si celui de 1970, avec l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark, a encore pu être pris en compte, la capacité du bâtiment ayant été augmentée de mille à 1 200 personnes, ce ne sera plus le cas par la suite. L'hémicycle, le premier de l'histoire du Parlement européen, devait au début pouvoir accueillir les 142 députés du début, puis 208. L'architecte d'intérieur et ébéniste belge René Simonis lui a donné un côté solennel (revêtement en cuir des murs, sièges en bois,...), encore valorisé par le bas-relief géométrique en zinc conçu par le groupe d'artistes italien NP2. Le Parlement y siègera 35 fois entre 1973 et 1979[4] , mais, avec les premières élections européennes, en 1979, le nombre des députés doubla, à 410 personnes – impossible de les faire tous entrer ici. Les réunions plénières eurent donc désormais lieu à Strasbourg. Le bâtiment Schuman continue à abriter des services de secrétariat du Parlement européen, qui ont aussi investi les tours A et B boulevard Kennedy (mais quitté le *Héichhaus*). L'hémicycle continua à servir pour d'autres réunions, mais semble désormais tombé dans une sorte de léthargie non dénuée de charme. Comme un souvenir d'une époque révolue, celle des pionniers de la construction européenne.

Et c'est bien cela qui rend la discussion sur l'avenir du bâtiment Schuman politiquement si délicate. Les Luxembourgeois ne portent pas vraiment de grand amour à cette « boîte à chaussures » souvent perçue comme « moche » ou défigurant une place de l'Europe bordée de monuments architecturaux clinquants comme le Mudam de IM Pei ou la Philharmonie de Christian de Portzamparc. Le fait que personne ne semble jamais avoir investi dans le bâtiment le fait paraître sale et sans valeur. Alors qu'en 2003 encore, l'État comptait le sauvegarder, au moins son gabarit, en voulant y installer la Bibliothèque nationale conçue par le bureau Bolles & Wilson (suite à un concours d'architectes), le vent a désormais tourné : le 6 décembre, la commission du Développement durable a proposé à la Chambre des députés de simplement le démolir pour vétusté et mauvaises performances énergétiques. La place qu'il libérerait pourrait ouvrir de nouvelles opportunités de réaménagement de cette place qui peine à trouver vie, avec des logements, des commerces et « éventuellement un lieu de mémoire retraçant la genèse et le développement des institutions européennes » (rapport de la commission).

Réflexions L'État est propriétaire du bâtiment et donc libre de décider de son sort. D'ici 2022, le nouveau siège du Parlement européen (architectes : AM Tetra Kayser, Art and Build, Studio Valle Progettazioni) boulevard Kennedy sera enfin terminé, après plusieurs difficultés de chantier, et pourra accueillir les 3 000 fonctionnaires européens actuellement installés dans différents bâtiments, dont les 800 du Robert Schuman. Le Fonds Kirchberg a déjà fait réaliser plusieurs études et sur l'immeuble en soi, sa substance architecturale et sur sa valeur. Il en ressort qu'une restauration ou réaffectation serait difficile, voire impossible. Dans ses projections pour un réaménagement de la Place de l'Europe, l'architecte français Dominique Perrault, concepteur e.a. de l'extension et des tours de la Cour de justice de l'Union européenne au Kirchberg, imagina utiliser la surface pour alléger le volume du bâti en y implantant trois bâtiments.

« Notre mission est de regarder ce qu'on pourrait faire de la place de l'Europe », explique Patrick Gillen, le président du Fonds Kirchberg. C'est pour cela que ces études du bâti et de la faisabilité de l'une ou l'autre option ont été commanditées. Si le ministre du Développement durable et des Infrastructures, François Bausch (Déi Gréng), qui a la tutelle du Fonds Kirchberg, imagine une place de l'Europe plus verte, plus animée et plus mixte, et il a pour cela déjà entamé une collaboration avec le bureau danois Jan Gehl (voir *d'Land* du 24 février 2017), le Fonds est aussi en train de sonder les besoins des autres occupants institutionnels du quartier, comme le Mudam (besoin de stockage) ou la Philharmonie (besoin de salles de répétition) afin d'en tenir compte dans les planifications. Le bâtiment Schuman fait 40 000 mètres carrés – de quoi accomoder l'un ou l'autre besoin.

Esthétique et politique L'administration des Bâtiments publics et le Fonds Kirchberg sondent la valeur historique du bâtiment et les possibilités du lieu. Or, la décision sur une restauration ou une démolition du bâtiment sera, au final, éminemment politique. Est-on si certain que la valeur patrimoniale est nulle juste parce que l'état du bâtiment est désastreux ? D'autres constructions du même architecte – l'Athenée du Luxembourg – ou de la même époque – le *Héichhaus* ou la première Cour de justice – ont été restaurés à grands frais (presque 100 millions pour le seul Athénée), complètement désossés et reconstruits aux normes énergétiques, de confort, de technologie et de sécurité d'aujourd'hui. Aucune procédure de classement pour le Schuman n'a été lancée, mais plus à l'Est du quartier du Kirchberg, la Ville de Luxembourg a classé certains blocs comme secteurs protégés, comme notamment autour de la Deutsche Bank (Gottfried Böhm) et de l'ancienne HypoVereinsbank (Richard Meier), premiers solitaires de l'âge d'or de l'implantation des sièges bancaires dans cette ville nouvelle – ils ne pourront donc pas être détruits.

Le bâtiment Robert Schuman a 44 ans. Trop vieux dans un quartier façonné par l'énorme pression du marché foncier, pas assez pour être sérieusement considéré par les institutions en charge de la protection du patrimoine (qui commencent à s'intéresser aux constructions quand celles-ci ont plus de 70 ans). Pourtant, il a des choses à raconter. Sur une époque qui avait foi en l'avenir, en la construction européenne et le rôle que le Luxembourg pouvait jouer dans le concert des nations. Sur une esthétique aussi, une approche rationnelle et sérielle comme une partition de Steve Reich. Acheter une nouvelle voiture parce que le cendrier est plein est une attitude de nouveau riche.

[1] Raconté par Ina Helweg-Nottrot dans *Kirchberg, 1961-2001 ;* Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg, 2001.

[2] Extrait de la brochure *Luxembourg – Siège des Institutions Européennes – Considérations proposées à l'attention de la Commission Européenne des Experts en Matière d'Urbanisme à l'occasion de leur visite à Luxembourg les 19 et 20 mars 1959,* citée par Isabelle Yegles-Becker dans son étude sur le bâtiment Robert Schuman pour le compte du Fonds Kirchberg, 2015

[3] de 200 millions de francs luxembourgeois au début à 857 millions de francs au final, préfinancés par un investisseur privé, CFE, et remboursés par l'État sous forme de loyer

[4] Francesca Davanzo : *Le premier hémicycle du Parlement européen – Bâtiment Schuman, Luxembourg ;* Service de recherche du Parlement européen, mars 2016.

"Notre attention, la meilleure alliée de la gestion de votre patrimoine."

Depuis 1920, notre métier est de protéger et de valoriser votre patrimoine dans la durée. Nous confier la gestion de vos avoirs, c'est bénéficier d'une stratégie d'investissement responsable qui privilégie la qualité aux effets de mode.

Être à la Banque de Luxembourg, c'est choisir une Maison attentionnée.
Contactez-nous au 48 14 14 ou sur www.banquedeluxembourg.com

- Conseil en investissements
- Gestion de portefeuille
- Optimisation de patrimoine
- Financement

BANQUE DE LUXEMBOURG

Leitartikel

Hinter den Kulissen

Romain Hilgert

Auf dem ersten Höhepunkt seiner Macht, als er in der Rolle des jugendlichen Erneurers den CSV-Staat zu entstauben versprach wie fast 20 Jahre nach ihm und mit vergleichbarem Erfolg Xavier Bettel und Etienne Schneider, dominierte Jean-Claude Juncker die nationale Politik in einem Maß, dass für jeden klar schien, dass niemand den Politstar stürzen konnte außer er selbst. Diese Mutmaßung erwies sich 2013 als zur Hälfte wahr, aber eben nur zur Hälfte. Der Berufspolitiker, der der CSV zu einer zweiten Jugend verholfen hatte, hatte sich selbst gestürzt, weil ihm seine Arbeit als ewiger CSV-Premier zum Hals heraushing und er sich in einer Pattsituation zwischen Unternehmern und Gewerkschaften um nichts mehr kümmerte. Auch nicht um seinen Geheimdienst, den er sich bloß vom Leib halten wollte, auch noch, als dieser nach einem gescheiterten Privatisierungsversuch hysterisch wurde. Aber er wurde auch gestürzt, von Leuten, die Interesse an einem Regierungswechsel hatten, und von Geheimdienstagenten, die sich rächen wollten.

Jean-Claude Juncker hatte jedoch nicht nur hierzulande Gegner, die hinter den Kulissen auf ihn lauerten. Die edlen und uneigennützigen Enthüllungsjournalisten, die der Welt zeigten, wie die Luxemburger Steuerverwaltung während seiner Amtszeit internationalen Konzernen gegen eine kleine Abgabe half, Millionen an Steuern zu sparen, ließen ihre Luxleaks-Bombe in aller Unschuld am Tag seiner Vereidigung als Präsident der EU-Kommission platzen. Womit vielleicht noch mehr als er selbst die Kommission und die Europäische Union getroffen werden sollten.

Fünf Jahre nachdem Jean-Claude Juncker über seinen Geheimdienst gestolpert war, holt die Geschichte ihn, pünktlich zu den nächsten Kammerwahlen und zum Ende seiner Amtszeit, wieder ein. Wenn er als Zeuge im Prozess gegen drei seiner ehemaligen Agenten aussagen soll, läuft er Gefahr, im internationalen Scheinwerferlicht plötzlich die Hauptrolle zu spielen. Was auch erklären kann, weshalb er sich vor 14 Tagen im letzten Augenblick als unabkömmlich entschuldigen ließ und der Prozess auf nächstes Jahr verschoben werden musste. Denn weil er mit der Komplizenschaft sämtlicher Fraktionsvorsitzenden im parlamentarischen Geheimdienstkontrollausschuss dafür gesorgt hatte, dass alle im Geheimdienst begangenen mutmaßlichen Straftaten erst publik wurden, als sie, bis auf eine, verjährt waren, spitzt sich der Prozess auf die Frage zu, ob die Agenten mit oder ohne Erlaubnis ihres Ministers einen ihrer ehrenwerten Korrespondenten abgehört hatten.

Unter Eid hatte Jean-Claude Juncker im Januar 2013 dem parlamentarischen Ermittlungsausschuss und im Mai 2015 dem Untersuchungsrichter versichert, nichts von diesem Lauschangriff gewusst zu haben, während er in dem heimlich von seinem Geheimdienstdirektor aufgezeichneten Gespräch von „déi zwee Deeg, wou mer gelauschtert hunn“ sprach. So dass nun der ehemalige Ausschussvorsitzende Alex Bodry in einem Interview sicherheitshalber daran erinnerte, dass Juncker noch immer eine Anklage wegen Meineids drohe.

Da ausgerechnet der kompromittierende Satzteil, der in den vom *Lëtzebuerger Land* veröffentlichten und in den für den Untersuchungsrichter angefertigten Mitschriften, nicht aber in der im Parlament für den Ermittlungsausschuss angefertigten Mitschrift steht, geriet Juncker nun auch noch in den Verdacht, an einer Fälschung von Beweismitteln beteiligt gewesen zu sein. So stand es jedenfalls am Mittwoch auf der Titelseite der ewig Krieg gegen die „Brüsseler Bürokraten“ führenden *The Times*. Dem leider nicht mit der luxemburgischen Sprache vertrauten Londoner Blatt war sogar freundlicherweise eine englische Teilübersetzung des luxemburgischen Verbatims zur Verfügung gestellt worden.

Wenn im Sommer oder Herbst Wahlen gewesen wären, hätte die Koalition aus DP, LSAP und Grünen ihre parlamentarische Mehrheit verloren – wie bei jeder Meinungsumfrage seit Frühjahr 2014. Die nach dem Sturz Jean-Claude Junckers 2013 von der CSV enttäuschten Wechselwähler wären wieder von der DP zur CSV zurückgekehrt. Der historische Rückgang der LSAP wäre weitergegangen. Die ADR hätte im Osten Roby Mehlens Mandat zurückbekommen, aber sonst wenig vom Rechtsruck profitiert. Das ergab die diese Woche von *Wort* und *RTL* veröffentlichte TNS-Ilres-Umfrage bei 4 726 Wahlberechtigten **rh.**

Source

blog

Personalien

Henri,

Großherzog, nimmt am morgigen Samstag in Bukarest an der Beisetzung des vorige Woche mit 90 Jahren in der Schweiz verstorbenen ehemaligen Königs Michael I. von Rumänien teil. Michael I. war während des Zweiten Weltkriegs Staatsoberhaupt einer faschistischen Diktatur, die an der Seite von Nazi-Deutschland kämpfte. Nach der Offensive der Roten Armee im August 1944 wechselte er die Seiten. **rh.**

Daniel Miltgen,

Ingenieur für Raumplanung, hat in einem Interview mit dem *Radio 100,7* seine Absetzung als Chef des Direktionskomitees des Fonds du Logement vor zwei Jahren Revue passieren lassen. Die damalige DP-Wohnungsbauministerin Maggy Nagel hatte das mit „Vertrauensverlust“ begründet. Einen Vorgang, in dem Miltgen noch unter der vorigen Regierung einem privaten Projektentwickler behilflich war, ein in Leudelingen gelegenes Grundstück vom Gemeinderat in Bauland umwidmen zu lassen, übergab Nagel der Staatsanwaltschaft. Miltgen betonte im Interview, sowohl der damalige Wohnungsbauminister Marco Schank als auch Nachhaltigkeitsminister Claude Wiseler (beide CSV) hätten davon gewusst. **pf**

Personalien

Roy Reding,

ADR-Abgeordneter und Stadtrat, sorgte für eine Überraschung, als er am Montag als einziger Oppositionsrat für die Schöffenratserklärung der neuen DP/CSV-Mehrheit am hauptstädtischen *Knuedler* stimmte. Aber vielleicht sagt das auch etwas über den Charakter der angekündigten Gemeindepolitik aus. **rh.**

Sven Clement,

Präsident der Piratenpartei, wurde am Wochenende zum nationalen Spitzenkandidaten für die Kammerwahlen gewählt. Die ungeduldigen Piraten bestimmten auch schon ihre Spitzenkandidaten in den vier Wahlbezirken. Laut Meinungsumfragen kann die Partei mit zwei bis drei Prozent der Stimmen rechnen (Foto: Piratenpartei). **rh.**

François Prum,

Vorsitzender der Anwaltskammer, teilte am Donnerstag mit, dass die Anwaltskandidatin, die im September abgewiesen worden war, weil sie ein Kopftuch trug, nun erfolgreich vereidigt worden war. Sie sei barhäuptig erschienen und ohne sichtbare Zeichen einer religiösen, gemeinschaftlichen, philosophischen oder politischen Zugehörigkeit. Und vor allem nicht der falschen. **rh.**

Soziales

Enttäuscht

Nach einer Protestversammlung vor 14 Tagen traf sich die CGFP diese Woche zu ihrer traditionellen Vorständekonferenz. Generalsekretär Steve Heiliger forderte die in der ersten Saalreihe versammelten Vertreter der Parteien erneut auf, die Kürzung der Anfangsgehälter und das Bewertungssystem rückgängig zu machen, wie sie im Abkommen der Beamtengewerkschaft mit der Regierung und in der Reform des Beamtenstatuts stehen. Aber Gehör fand die CGFP nur links von der LSAP. Sollte bis zu den Wahlen keine andere Partei weich werden, müsste die CGFP eigentlich aufrufen, ausschließlich KPL und déi Lénk zu wählen. **rh.**

Ermutigt

Anders als die CGFP fand der Nationalvorstand des OGBL am Dienstag, dass er mit seiner Forderung nach einer zehnprozentigen Mindestlohnerhöhung weiterkommt. Mit LSAP-Arbeitsminister Nicolas Schmits Idee einer schrittweisen Erhöhung konnte sich die Gewerkschaft anfreunden, vorausgesetzt, dass am Ende zehn Prozent mehr herauskommen. Anders als Spitzenkandidat Claude Wiseler habe auch CSV-Präsident Marc Spautz ein gewisses Verständnis für die OGBL-Forderung gezeigt. DP und Grüne blieben dagegen abweisend. Präsident André Roeltgen erinnerte auch daran, dass Familienministerin Corinne Cahen (DP) noch immer nicht ihr Versprechen eingelöst habe, die Familienzulagen automatisch an die Entwicklung des mittleren Einkommens anzupassen. **rh.**

Soziales

Kollektivvertragsstreit

In der Auseinandersetzung mit dem OGBL haben zwei der fünf Träger von Alten- und Pflegeheimen, bei denen Teile des Personals unter den Krankenhauskollektivvertrag fallen, eingelenkt, es dabei zu belassen und keinen Wechsel in den weniger vorteilhaften, für den Sektor aber allgemeingültigen Vertrag des Sozial-Pflegewesens zu verlangen. Der öffentlich-rechtliche Träger Servior war dazu schon vor Wochen bereit, die Hospices civils der Stadt Luxemburg folgten diese Woche nach einer Absprache des Verwaltungsrats beider Hospize mit dem neuen DP-CSV-Schöffenrat. Der OGBL hat mit Streik gedroht, falls die Trägerbetriebe den Kollektivvertragswechsel erzwingen sollten, der beim aktuellen Stand noch bis zu 300 Personen beträfe. Politisch wendet der OGBL sich an LSAP-Sozialminister Romain Schneider. Der hat verspochen, Mehrkosten, die den Betrieben entstehen, würden vom Staat ausgeglichen. Weil die Kollektivverträge dieses Jahr neu verhandelt wurden und die Reform des Beamtenstatuts mit der Aufwertung verschiedener Laufbahnen nachvollzogen haben, sind die Personalkosten gestiegen. **pf**

Gesellschaft

Ausgeglichen

Der Aufsichtsrat der Universität hat deren Budget 2018 gutgeheißen. In einer Presseerklärung betont der Aufsichtsrat, der Haushalt sei „ausgeglichen“ und die Uni verfüge nun über „wesentlich verbesserte Budgetprozeduren und eine größere finanzielle Transparenz“. Nachdem Ende März der Universitätsrat dem Budgetentwurf für 2017 nicht zugestimmt hatte, setzte der Aufsichtsrat eine Unternehmensberaterin als *Chief Transition Officer* ein und verordnete der Uni eine Reform der Haushaltsaufstellung. **pf**

Patienten als Kunden

In Luxemburg lebende Ausländer scheinen mit dem Gesundheitswesen zufriedener als Luxemburger. In einer Befragung für den Ärzteverband schätzten sie allgemeine Qualität des Angebots gleich gut ein (Luxemburger 89,7% gut bis sehr gut, Ausländer 90,6%). Dagegen gaben diese Noten 91% der Ausländer zur Leistungsübernahme durch die CNS, aber nur 82% der Luxemburger, und während 60% der Ausländer meinen, einen Arzttermin erhalte man leicht, finden das nur 42% der Luxemburger. 70% von ihnen meinen, der Arzt höre ihnen gut zu, bei den Ausländern sind es 80%. So hoch ist auch der Anteil der Ausländer, die die Spitäler für gut organisiert halten; die Luxemburger sind nur zu 60% dieser Ansicht. 33% der Luxemburger sind zufrieden mit den Notaufnahmen der Kliniken, aber 57% der Ausländer, und während 14% der Luxemburger finden, bei Bedarf erhalte man schnell eine Scanner- oder IRM-Untersuchung, meinen 47% der Ausländer das. **pf**

Medien

Fake news I

Die aus der Fusion von drei Journalistenvereinen hervorgegangene Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) bedauerte völlig zu Recht, dass das neue Verzeichnis der wirtschaftlichen Nutznießer von Gesellschaften nicht öffentlich zugänglich werde. Anschließend entschuldigte sie sich bei Justizminister Felix Braz, ihm vorgeworfen zu haben, von „curiosité maladive“ gesprochen zu haben. Die ALJP hatte das apokryphe Zitat ohne Prüfung und ohne Quelle aus der *Woxx* übernommen, die es falsch aus dem *Wort* zitierte. Vielleicht macht Medienerziehung doch Sinn. **rh.**

Fake news II

Im Kampf gegen *Fake news* lädt der staatliche Medien- und Kommunikationsdienst nun etwas hilflos Bürger, Firmen und Journalisten ein... an einer Meinungsumfrage der EU-Kommission im Internet *(https://ec.europa.eu)* teilzunehmen. **rh.**

Fake news III

„Flüchtlingsgeschädigte“ fragten sich, ob jeder so viele Kinder bekommen solle, wie er wolle und die „wir reiche Europäer aufnehmen“ müssten, klagte am Dienstag wieder einmal der pensionierte Philosophielehrer und LSAP-Militant Paul Kremer über *Radio 100,7*. Weil „Madame X“ früher und mehr Kinder bekäme als „die Europäerin“, sei Brüssel bald weder wallonisch, noch flämisch, sondern marokkanisch usw. So wird aus einem Kultursender ein Reichssender. **rh.**

Plus de bénéficiaires, moins d'heures facturables – vers une assistance judiciaire *light* ?

« Rucki Zucki »

Bernard Thomas

Prenant à charge les frais d'avocat de quelque 6 000 justiciables par an, l'État luxembourgeois promet aux marginalisés un accès à la Justice. Pour les mineurs, réfugiés, pauvres et détenus qui bénéficient de cette assistance judiciaire (AJ) les enjeux sont très réels : asile ou expulsion, emprisonnement ou remise en liberté, divorce et garde des enfants. Cela fait plus de trois ans que le Barreau et le ministère de la Justice négocient sur les honoraires et horaires de l'AJ. Jusqu'ici sans grandes avancées. Or, interrogé par le *Land*, le ministre de la Justice, Félix Braz (Déi Gréng), fait une annonce inattendue.

Pour un client « normal », l'avocat d'affaires facture quelque 700 euros et l'avocat en contentieux autour de 200 euros l'heure. Pour un client qui a droit à une AJ, il est payé 87 euros l'heure, l'avocat-stagiaire 57 euros. Ce montant forfaitaire et non indexé fut augmenté en 2010 de 87,01 à 89,18 euros, puis ramené à 87 euros deux ans plus tard. D'après le bâtonnier, François Prum, le ministre de la Justice exclurait une augmentation de ce tarif dissuasif. « Au ministère, on nous a expliqué que, comparé à l'étranger, l'AJ était bien payée au Luxembourg », dit-il.

Contacté par le *Land*, Félix Braz refuse de discuter « point par point » le contenu des négociations avec le Barreau. Puis de balancer un mini-scoop : « Il faut élargir le cercle des bénéficiaires de l'assistance judiciaire. J'ai donné des instructions dans ce sens dans la maison. » Le mécanisme déterminant qui peut prétendre à l'AJ est en effet borné. L'AJ est liée au barème du revenu minimum garanti (RMG) et suit le principe du « all or nothing at all » : Celui qui touche le

Seule une centaine d'avocats acceptent régulièrement des assistances judiciaires

RMG y a droit entièrement ; celui qui gagne quelques dizaines d'euros de plus en est totalement exclu. Ce seuil, critiqué depuis des années par les associations d'avocats comme une injustice, conduit à une inégalité des armes, surtout dans les procès de divorce.

À dix mois des législatives, le ministre Braz plaide pour un mécanisme dégressif – plus on gagne, moins on serait remboursé –, mais reste vague quant aux modalités concrètes d'une telle levée des seuils. Cette annonce tardive surprend (agréablement) le Barreau. Car en plus de trois années de négociations, la question des seuils n'avait jamais été abordée par le ministère. À supposer que la déclaration ministérielle ne soit pas qu'un gimmick pré-électoral, elle aura également un prix : « Cela occasionnera des dépenses supplémentaires pour l'État, c'est vrai, dit Braz. C'est pour cela que nous avons besoin d'une forfaitisation qui nous permettra de garder le contrôle des coûts. » Ceux-ci tournent actuellement entre cinq et six millions d'euros par an. C'est justement là que se situe le nerf de la guerre.

Cela fait des mois que le ministère et le Barreau discutent sur les heures facturables dans le cadre d'une AJ. L'enjeu est de quantifier les minutes qu'un avocat peut facturer pour une correspondance, une consultation ou une recherche. Avant les vacances d'été, les Barreaux de Luxembourg et de Diekirch avaient soumis au ministère une proposition détaillée de 25 pages pour les grilles horaires. La contre-offre du ministère divisait la proposition du Barreau par un facteur de deux à trois. Là où le Barreau prévoyait une heure facturable, le ministère ne retenait qu'entre vingt et trente minutes. (Félix Braz n'a pas souhaité commenter cette divergence.)

« Qu'il y ait une marge, cela va de soi. Or, la proposition du ministère n'est pas réaliste, estime Prum. Si l'avocat est moins bien rémunéré que le plombier, alors on ne doit pas nécessairement s'attendre au meilleur service. L'avocat ne peut travailler à n'importe quel prix. Sinon nous nous retrouverons dans un système à deux classes, où l'avocat fait *rucki-zucki* traiter le dossier d'AJ par le petit stagiaire sans expérience. » Le Barreau aura une nouvelle entrevue avec le ministre fin janvier, et François Prum fait déjà jouer ses muscles. « Le ministère ne pourra nous imposer sa volonté de manière exclusive. Car je ne vois pas comment il voudra organiser l'AJ sans avocats... »

Reste que la forfaitisation, promue par le ministère et le Barreau, favorisera la diffusion des méthodes standardisées qui ont cours dans les grands cabinets de la place financière. Sauf qu'on ne plaide pas le droit d'asile pour une famille comme on calcule les prix de transfert pour un montage fiscal. Déjà aujourd'hui, les honoraires des AJ sont systématiquement revus à la baisse par le Barreau, qui avise rigoureusement chaque facture. Ce contrôle confraternel mobilise un

Patrick Galbats

La forfaitisation de l'assistance judiciaire est-elle un incitant au travail à la chaîne ?

département entier composé de quatre temps plein. Même s'ils restent officieux, le Barreau applique déjà des critères forfaitaires : X minutes pour une consultation, pour une assignation, pour une conclusion.

L'idée d'une taxe de solidarité intra-professionnelle frappant les cabinets ne faisant pas d'AJ reste taboue. Or, sur les dernières quarante années, le nombre d'avocats inscrits au barreau s'est multiplié par dix pour atteindre 2 400 personnes aujourd'hui. À part le jour de l'assermentation, les deux tiers des avocats ne vont jamais enfiler la toge. La profession se divise grosso modo entre ceux qui servent la clientèle locale et ceux qui s'occupent d'opérations financières internationales. S'il arrive à certains avocats d'affaires de se déplacer occasionnellement au tribunal, c'est pour y assurer le service après-vente de leur activité de conseil – c'est-à-dire si un montage financier ou fiscal s'écroule. Parmi les avocats plaidant encore devant les tribunaux, ceux qui acceptent de travailler sur un dossier d'AJ forment un groupuscule ultra-minoritaire. La responsable du Service assistance judiciaire au Barreau, Sandra Weis, estime leur nombre à « une petite centaine » : « Pour se retrouver dans les schémas de facturation, on ne peut pas le faire qu'occasionnellement. » À part quelques idéalistes, défendant la veuve, le réfugié et l'orphelin, les AJ attirent surtout des jeunes avocats précaires qui aspirent à se constituer un portefeuille de clients.

L'obligation de la commission d'office constituait longtemps une sorte de rite d'initiation pour les jeunes avocats. Ils étaient projetés dans les bas-fonds et confrontés aux petits délinquants, prostitués et junkies (lire ci-dessous). Mais pour éviter de devoir rédiger un procès-verbal en français, les policiers de garde préfèrent faire appel à des stagiaires luxembourgeois. Exeunt donc la majorité de stagiaires, qui sont francophones. Quant aux juristes ultra-spécialisés de la place financière, ils sont d'autant plus vite dépassés qu'ils peinent à trouver un maître de stage au sein de leur cabinet qui puisse les orienter dans les dossiers pénaux. Décidément, la fiction d'un Barreau unifié est de plus en plus difficile à maintenir.

Les commissions d'office – témoignage de l'avocate-stagiaire Julie Wieclawski

Dans l'eau froide

Interview : Bernard Thomas

d'Land : *En tant qu'avocate-stagiaire, vous êtes obligatoirement inscrite sur la liste des commis d'office. Les policiers et juges d'instruction peuvent vous appeler quand un suspect est arrêté. La première fois que vous rencontrez votre client, c'est donc au bureau du commissariat ou au cabinet du juge d'instruction ?*

Julie Wieclawski : À tour de rôle, une douzaine d'avocats-stagiaires sont de permanence. Lorsqu'une personne est arrêtée, le policier ou le greffier parcourt la liste des commis d'office jusqu'à ce qu'un avocat décroche. Les semaines pendant lesquelles on est de permanence, on peut être appelé à chaque instant, donc également la nuit, le weekend et les jours fériés. Il arrive que la Police se montre coopérative et renseigne en amont dans quel cadre la personne a été arrêtée. Cela permet de se mettre dans le bain, de savoir à quoi s'attendre. Même s'il est évident qu'en route vers le commissariat, l'avocat n'aura pas le temps de feuilleter le Code pénal. Une fois arrivé, il a entre quinze et vingt minutes pour parler au suspect avant que ne commence l'interrogatoire.

Un quart d'heure, c'est peu…

Certains de mes confrères sont frustrés parce que le suspect ne leur dit pas tout ou parce qu'il leur ment. Je pense qu'il faut prendre du recul. Car quinze minutes, ce n'est évidemment pas assez pour gagner entièrement la confiance de quelqu'un. L'avocat doit donc donner le temps au temps. Certains éléments de la vie d'un client ne se dévoileront que par la suite. Après, je pense que l'impression qu'on donne lors de cette première « rencontre » détermine souvent si on gardera le client ou non.

Comment est-ce qu'on vit ces situations en tant que jeune avocate ?

La plupart des jeunes avocats viennent d'un milieu social très éloigné de ces réalités. Nous sommes confrontés à des expériences que nous avons du mal à comprendre ou qui nous ahurissent. On voit des choses taboues dans la société : la prostitution, les drogues, les sans-abris. Bien qu'il s'agisse de milieux sociaux éloignés du mien, je trouve ces permanences intéressantes et humainement enrichissantes.

Les suspects comprennent-ils votre rôle ? Distinguent-ils entre l'autorité judiciaire et l'avocat ?

Jusqu'ici, il a été plutôt rare qu'on refuse mon assistance ou ignore complètement mes conseils. Les suspects sont informés par la police de leur droit de se faire assister par un avocat. Ceux qui ont plus d'« expérience » avec la justice savent qu'ils pourront encore changer d'avocat par la suite.

Le fait que la commission d'office soit assurée par des avocats-stagiaires relativement inexpérimentés ne compromet-il pas les chances du suspect ?

Au début, on est jeté dans l'eau froide. On peut être appelé pour un délit de la route, un viol, une histoire de drogues, on peut être confronté à toute la panoplie. En principe, l'avocat ne joue qu'un rôle passif durant les interrogatoires. Les conseils avant l'interrogatoire dépendent des éléments du dossier qui sont portés à la connaissance de l'avocat. On conseille surtout de ne rien dire qui puisse inculper plus que nécessaire et on renseigne sur la possibilité de faire usage de son droit de se taire. Le plus important après l'interrogatoire, c'est de garder à l'œil les formalités procédurales. Rapidement on développe un « feeling » pour ces interrogatoires. Il ne sert ainsi à rien de contester les évidences, par exemple je ne vais pas conseiller à un *body packer* de nier d'avoir ingurgité des drogues.

Patrick Galbats

Julie Wieclawski

Souvent, les dossiers sur lesquels interviennent les commis d'office tombent sous le régime de l'assistance juridique. L'avocat stagiaire ne peut donc facturer que 57 euros par heure. Cette faible rémunération n'est-elle pas un incitant à bâcler rapidement les dossiers ?

Les dossiers d'assistance judiciaire permettent de faire des expériences professionnelles, de développer son esprit et ses valeurs ; donc de trouver ses marques en tant qu'avocat. Ce qui est beaucoup moins le cas quand on ne travaille que sur les dossiers du patron de stage.

Quel rôle jouent les traducteurs lors des interrogatoires ?

On peut se sentir écarté de son rôle. Le suspect ne parle qu'à l'interprète qui donne un *feedback* sans qu'on puisse vérifier l'exactitude de la traduction. La seule chose sur laquelle je peux me baser durant l'interrogatoire, c'est ce que dit l'interprète. À la fin, la déclaration est relue et traduite – mais par le même interprète – ce qui permet au suspect de vérifier ses déclarations.

Les commissions d'office vous mettent également au contact avec le système pénitentiaire ?

Il y a des cas où on découvre qu'un détenu n'a jamais reçu de visite de son avocat commis d'office. Je trouve que c'est inadmissible ! Le détenu doit être informé du contenu de son dossier répressif et de la procédure. J'essaie de passer à Schrassig au plus tard le week-end qui suit ma permanence. Après l'interrogatoire devant le juge d'instruction, il faut consulter le dossier répressif et vérifier s'il y a des incidents procéduraux. On voit aussi comment certains souffrent psychiquement en prison. L'atmosphère entre détenus est dure et quelqu'un qui n'a pas vécu dans la rue ou qui ne connaît pas la prison aura plus de mal à la supporter.

Croisières exclusives avec OCEANIA CRUISES®

La nouvelle brochure Cruisopolis été 2018 est maintenant disponible dans votre agence de voyages

O-Life Choice Bonus:
Internet gratuit
Forfait de boissons « House Select » ou
Avoir à bord de 300 USD ou
3 excursions p. pers. gratuites

Informations et réservations auprès de Cruisopolis ou dans votre agence de voyages We love to travel

CRUISOPOLIS the cruise specialist ✆ 26 02 01 - 1 www.cruisopolis.lu

De Lisbonne à Barcelone à bord du Sirena ★★★★★

du 7 au 18 juillet 2018 - 12 jours

Lisbonne - Séville - Gibraltar - Almeria - Valencia - Ibiza - Palma de Majorque - Mahon - Barcelone

Cabine double intérieure cat. G	p.p. à p.d.	**3.285 €**
Cabine double extérieure cat. E	p.p. à p.d.	**3.615 €**
Cabine double balcon cat. B2	p.p. à p.d.	**4.795 €**

Inclus dans le prix: ramassage à domicile, vols Luxair Luxembourg- Lisbonne et Barcelone- Luxembourg, transferts et une nuité à Lisbonne, O-Life Choise Bonus.

Oceania Cruises vous garantit:

- La cuisine la plus raffinée en mer créée par le grand chef de renommée Jacques Pépin
- Variété de restaurants gastronomiques sans frais supplémentaires
- Des itinéraires primés couvrant plus de 400 destinations attrayantes
- Des navires intimistes et luxueux accueillant entre 684 et 1.250 passagers seulement
- Un service personnalisé exceptionnel
- Canyon Ranch SpaClub

Der Feminismus der zweiten Generation trug seine Forderungen auf die Straße, der Feminismus 3.0 überwiegend ins World Wide Web

#Ichbinviele

Der Alltagssexismus stößt jungen Feministinnen besonders auf

Die Befangenheit, tendenziell eher Probleme und Interessen von weißen gebildeten Mittelschichtfrauen aufzugreifen, hat auch die neue Generation Feministinnen geerbt

Ines Kurschat

„Wie viele #MeToo braucht es noch?“, empört sich die Stimme, die blechern durch die Stille der Nacht schneidet. Die Demonstrantinnen hatten nicht zufällig nahe dem Justizpalast auf dem Heilig-Geist-Plateau Halt gemacht. Die Entscheidung eines Luxemburger Staatsanwalts, einen Mann, der Frauen im Bus unter den Rock filmte, nicht anzuklagen, weil es im öffentlichen Raum kein Recht aufs Bild gebe, versetzt sie in Rage. Unter dem Aufruf „Reclaim the night!“ waren sie am 25. November zum nächtlichen Protestzug durch die Innenstadt aufgebrochen.

Jedes Jahr zum Internationalen Tag gegen Gewalt gegen Frauen versammeln sich Aktivistinnen weltweit, um gegen Sexismus und männliche Gewalt zu demonstrieren. Am Vormittag hatte ein gemischtes Bündnis von Parteien, Frauenorganisationen und Gewerkschaften unter Schirmherrschaft von Gleichstellungsministerin Lydia Mutsch (LSAP) im Rahmen der „Week Orange“ eine Mahnwache gegen Gewalt abgehalten, am Abend war es an den Frauen, auf die Straße zu gehen. Pläne dazu gab es schon 2016, sie seien damals aber „nicht vorangekommen“, erzählt Enrica Pianaro. Die Soziologin arbeitet beim Beratungszentrum für Schwule und Lesben Cigale und hat den Protestmarsch mitorganisiert. Was auffiel: Manche mit Schildern, andere ohne liefen neben bekannten Größen aus dem Nationalen Frauenrat und dem Informations- und Dokumentationszentrum Cid Fraen an Gender mehrheitlich Frauen und Lesben zwischen 20 und 30 Jahren mit.

Neue Gesichter…

Zum Beispiel Milena Steinmetzer, die via Megafon dem Protest für den Abend ihre Stimme lieh. Für die 26-Jährige, die sich selbst als linke, kapitalismuskritische Feministin versteht, ist Alltagssexismus das Problem, das Frauen ihrer Generation besonders beschäftigt. „Wir begegnen Sexismus überall, in der Schule, in der Arbeit, in der Familie, auf der Straße in den Medien. Das muss endlich aufhören“, fordert sie. Die ignorante Entscheidung der Justiz zum filmenden Belästiger ist auf wenig Protest gestoßen. Obwohl ein Grüner das Justizressort innehat und sich die Grünen als feministisch verstehen, gab es keine Forderungen, diese Schutzlücke zu schließen.

Was nicht heißt, dass sich Frauen hierzulande mit Sexismus abfinden. Auch in Luxemburg hat sich, ausgelöst durch die Wut von US-Frauen über sexistische Übergriffe und Vergewaltigungen in Hollywood, ein Anlaufpunkt gebildet, wo sich Frauen zu Sexismus im Beruf austauschen. Ähnlich wie der Hashtag #MeToo auf Twitter, unter dem Frauen Belästigungen und sexualisierte Gewalt öffentlich machten und weltweit Solidarität erfuhren, mobilisieren sie in Luxemburg unter dem Hashtag #EchOch.

Für die Initiatorin Anouk Wagener, Schauspielerin und derzeit in Berlin lebend, war #MeToo „eine Befreiung“. Plötzlich gab es Worte für das, was sie selbst erlebt hat: „Es ist klar, dass es das auch in Luxemburg gibt. #MeToo hat mir die Angst genommen, darüber zu reden.“ Gemeinsam mit einer Freundin lancierte sie eine Facebook-Gruppe. Die Resonanz war groß: Frauen berichteten von Machtmissbrauch und sexistischen Übergriffen auf der Arbeit, sei es in der Kulturszene, in der Wirtschaft, an der Uni. Vertraulich: Weil Luxemburg klein ist, scheuen sie davor zurück, Tat und Täter öffentlich zu machen, zu groß ist die Angst vor Jobverlust und Gegenklagen. Wagener und eine Mitinitiatorin überlegen derzeit, über andere Wege die Übergriffe anonym zu veröffentlichen.

#MeToo ist nicht die einzige Solidaritäts-Aktion, die durch Internet und sozialen Netzwerken den Weg nach Luxemburg findet. Cid Fraen an Gender, *die* Fraueninstitution in Luxemburg, die dieses Jahr 25-jähriges Bestehen feiert, hatte vor rund zehn Jahren mit einer Ausstellung und Erzählcafés an den 1971 gegründeten bis 1992 aktiven Mouvement de libération des femmes erinnert, seine Errungenschaften gefeiert – und zugleich besorgt die Frage nach dem Nachwuchs gestellt. Jetzt ist er da.

..bekannte Probleme

Vielleicht war es die Luxembourg Gender Voice Initiative, die 2012 den Anfang machte, um den Generationswechsel Feminismus 3.0 voranzubringen: Aktivistinnen um Danielle Diamond brachten Kampagnen wie „One Billion Rising“ oder den „V-Day“ gegen Gewalt gegen Frauen und Mädchen via Facebook nach Luxemburg. Die Gruppe löste sich 2016 auf, die Initiatorinnen fanden aufgrund beruflicher und familiärer Verpflichtungen keine Zeit mehr.

Andere haben keine Kinder, versuchen sich Zeit zu nehmen oder haben den Feminismus zur Berufung gemacht. Ich treffe Tessie Jakobs im Café Interview in Luxemburg-Stadt, passend, denn die junge Journalistin schreibt für die Wochenzeitung *Woxx* unter anderem über Genderthemen. Für die Kulturwissenschaftlerin ist Feminismus, ähnlich wie für Milena Steinmetzer, Teil ihrer Identität, den sie versucht, „überall mitzudenken“. Egal, ob im Beruf oder im Privatleben. Ob es einen neuen Feminismus in Luxemburg gibt und, falls ja, inwiefern er sich von dem der 1970-er bis 1990-er unterscheidet? Tessie Jakobs zögert einen Augenblick. „Mehr Aktionen ja“, „und mehr junge Frauen“, sehe sie, „aber eher punktuell und individuell“ um Themen organisiert. „Eine regelrechte Bewegung kann ich nicht erkennen.“

Die neue Generation knüpfe an die alte an, auch wenn sich manchmal abgegrenzt wird. Gesellschaftliche Errungenschaften, die in vergangenen Jahrzehnten hart erkämpft wurden, wie das Abtreibungsgesetz oder Frauenquoten für politische Parteien, scheinen heute selbstverständlich. Erst wenn sie darauf gestoßen werden, fällt jungen Frauen auf, dass manche Kämpfe der so genannten zweiten Frauenbewegung erst zehn, 20 Jahre her sind. Und andere weiter andauern. „Meine Mutter sagt, wir hätten heute dieselben Anliegen. Leider“, sagt Milena Steinmetzer. Obwohl es gemeinsame Aktivitäten gibt, organisiert sich der Protest ihrer Generation weniger über Institutionen und Verbände wie dem Cid oder den Nationalen Frauenrat, sondern in persönlichen Netzwerken und übers Internet: etwa in der Gruppe Flit* von Jonk Lénk oder über temporäre Zugehörigkeiten in Facebook-Gruppen. „Die Kommunikationsformen sind heute andere. Twitter und Facebook erlauben es, sich spontan um Themen zu organisieren und sich dann wieder anderen Dingen zuzuwenden“, hat Julia Maria Zimmermann beobachtet.

Feminismus? Feminismen!

Für die Soziologin mit Schwerpunkt Gender Studies, die an Schulen über Feminismus aufklärt, unterscheidet sich der heutige Feminismus vom vorigen vor allem durch seine „Inklusivität“ und „Intersektionalität“. Damit ist der Kampf an mehreren Fronten gleichzeitig gemeint, weil Diskriminierungen sich überlagern und gegenseitig verstärken können. Das klingt akademisch und ist es insofern, als feministische Begrifflichkeiten den Gender studies entlehnt sind und, wie die Journalistin Anne Schaaf feststellt, mitunter „wie eine Geheimsprache“ klingen. Gender beschreibt, dass Geschlecht sozial zugewiesen wird durch Rollenzuschreibungen, genderfluid meint, dass sich Geschlechtsidentitäten mit der Zeit oder bezogen auf Situationen ändern können, queer, dass dies außerhalb der zwei Geschlechter Mann und Frau möglich ist.

Für manche junge Feministinnen ist Laurie Penny zu so etwas wie einer Galionsfigur geworden. Die britische Schriftstellerin und Journalistin, die mit ihrem neusten Buch *Bitch Doctrine* kürzlich in Luxemburg gastierte, versteht sich selbst als links, feministisch und genderqueer. Ihr Feminismus, den sie in schlagfertigen und provokativen Essays darlegt, legt den Finger in die Wunden, die patriarchale und kapitalistische Machtverhältnisse Tag um Tag schlagen: Sei es in der offensichtlichsten Form männlicher Gewalt oder, subtiler, durch Schönheitsnormen, ungleichen Lohn oder Familien- und Beziehungsarbeit, die immer noch hauptsächlich Frauen schultern. Pennys Feminismus ist inklusiv und steht für eine Gesellschaft, in der alle Geschlechter, ungeachtet von Herkunft und Hautfarbe, ohne Ausbeutung und Unterdrückung frei leben. Neben der ausdrücklichen Öffnung für und Solidarität mit Trans- und Intersexuellen sind Männer, die die eigene Rolle hinterfragen, ebenso willkommen, sich am Kampf gegen Diskriminierung zu beteiligen. Wenngleich nicht in vorderster Reihe. Der Ansatz wird zunehmend von Luxemburger Feministinnen vertreten, etwa von Jonk Lenk, wo sich Frauen, Männer und Queers in der Gruppe Flit* engagieren. Einige Gesichter kennt man von Richtung22. Es waren junge Leute aus dem Kunst- und Aktionskollektiv, die 2016 gegen Sexismus mobilisierten und die Abschaltung von Pin-up-Bildern auf der *RTL*-Webseite forderten.

Genderqueer

Was nicht heißt, dass Protestmärsche und andere Aktionen nicht weiterhin ausschließlich von Frauen und LGBT-Menschen für Frauen und LGBT organisiert werden (können). „Reclaim the night“ richtete sich bewusst an Frauen und Lesben. Die Organisatorinnen wollten ein Zeichen für Selbstbestimmung und gegen Männergewalt setzen. „Das wäre mit Männern nicht glaubwürdig gewesen“, findet Enrica Pianaro. Die Sicht ist nicht unumstritten. Anne Schaaf etwa hadert mit der Entscheidung. „Ich habe Freunde, die sind manchmal feministischer als ich.“ Für die *Tageblatt*-Kulturjournalistin ist der Ansatz, den sie insbesondere bei traditionellen Frauenorganisationen sieht, zu eng gefasst und „schubladenmäßig“, dessen Botschaften deshalb in einem „bestimmten Dunstkreis steckenbleiben“.

Dabei ist in den letzten Jahren einiges in Bewegung gekommen und stimmt die Aufspaltung in institutionalisierte Feministinnen auf der einen und autonomen auf der anderen Seite so trennscharf nicht, wenn sie denn je gestimmt hat: Zum einen gibt es zwischen beiden personelle Überschneidungen, wie das Beispiel des Cigale zeigt: Das Beratungszentrum ist Mitglied der Plattform des Internationalen Frauentags, hat viele feministische Aktionen mitgetragen oder selbst organisiert, zum Beispiel Informationsabende. Die Organisationen verändern und öffnen sich zudem, oder sie versuchen es zumindest: Im Cid-femmes, das sich 2015 in Cid Fraen an Gender unbenannt hat, sitzen mit Julia Maria Zimmermann und Enrica Pianaro zwei Feministinnen der jüngeren Generation. Im Frühjahr will das Zentrum eine Fortsetzung des Buchs *Wenn nun wir Frauen auch das Wort ergreifen* veröffentlichen, darunter Interviews mit jungen Aktivistinnen, verrät Cid-Sprecherin Christa Brömmel. Sie ist beeindruckt vom neuen Elan, sofern sie ihn mitbekommt: „weil vieles in den Netzwerken stattfindet“. Das Cid ist auf Facebook, aber nicht auf Twitter präsent.

Sogar der Nationale Frauenrat hat mit „Voix de jeunes femmes“ inzwischen so etwas wie eine Nachwuchsorganisation, die seit Februar 2017 existiert und etwa 30 aktive Mitglieder zählt. Laut Initiatorin Lou Reckinger ist die Facebook-Gruppe „für alle Geschlechter offen“. Ein Anliegen der VDJF ist die „Tampontax“. „Es ist eine Frechheit, dass Frauen für Binden und Tampons eine höhere Mehrwertsteuer zahlen“, ärgert sich Reckinger. Grund dafür sei, dass „die Steuerpolitik von Männern gemacht wird, die unsere Lebensrealität nicht sehen“. Die Aktion für eine Besteuerung als „objets de première nécessité“ wurde 2015 vom Planning Familial aus Skandinavien nach Luxemburg gebracht, eine Petition fürs Parlament scheiterte aber, weil es an Unterstützer/innen mangelte.

Inklusion als Anspruch

Was auffällt ist, dass die jungen Aktivistinnen meist von „meinen Feminismus“ sprechen. Auch wenn wahrscheinlich viele von ihnen die Einschätzung Ainhoa Achuteguis (Chefin von Neimënster, die in der *Tageblatt*-Kolumne „Mercuria“ öfters feministische Aktualität aufgreift) teilen, dass feministische Themen allmählich in den Mainstream gelangen – den Feminismus gibt es nicht; überhaupt sind universalistische Forderungen verpönt. Das ist die Lehre aus der Kritik, die Schwarze und Migrantinnen sowie Frauen aus dem Süden an den arroganten Alleinvertretungsanspruch weißer westlicher Mittelschichtfrauen äußerten (und äußern), die ihren Feminimus als für den einzig Wahren hielten. Eben diese Befangenheit, tendenziell eher Probleme und Interessen von weißen Mittelschichtfrauen aufzugreifen, hat auch die neue Generation geerbt: Das gilt für die Quote ebenso wie für die Vereinbarkeitsproblematik: Frauen, die heute Karriere machen, tun dies nicht selten auf dem Rücken ausländischer Frauen, die für sie den Haushalt schmeißen. An Aktionen beteiligen sich vorrangig gebildete weiße Frauen, Arbeiterinnen dagegen kaum; Ausländerinnen haben es wegen der Verständigung oft schwer, sich einzubringen. Initiativen, wie die für 2018 geplante Studie übers weibliche Prekariat oder gezielte Treffen mit Flüchtlingsfrauen, wie sie Cigale und Cid femmes organisieren, zeigen aber, dass die Verein eine bemüht sind, sich auch hier mehr zu öffnen.

Es sei „weniger eine Frage des Alters, sondern der Haltung“, findet die Soziologin Julia Maria Zimmermann. Schon in den 1990-er Jahren konnte in Deutschland in basisdemokratischen Frauen- und Lesbenzentren keine Wortmeldung beginnen, ohne sich zuvor ausgiebig selbst zu verorten, mit dem Risiko, sich hinterher nicht mehr auf gemeinsame Aktionen verständigen zu können. Eine Gefahr, die Zimmermann ebenfalls sieht. „Wenn es nur noch um unterschiedliche Identitäten geht, kommen wir nicht weiter. Wir brauchen gemeinsame Ziele.“ Sie plädiert, bei aller notwendigen Selbstkritik, dafür, dass „alle Geschlechter“ feministisch handeln: „Sonst macht am Ende niemand etwas.“

Interview mit der neuen Verwaltungsratspräsidentin des Fonds du Logement, Diane Dupont

„Wir brauchen jetzt Ruhe"

Interview: Peter Feist

d'Land: *Innerhalb von nur sechs Monaten gab es drei Mal einen Wechsel an der Spitze des Fonds du Logement. Beamte des Wohnungsbauministeriums kommen und gehen. Verbrennt der Minister seine Leute in einem schwierigen Betrieb?*

Diane Dupont: Warum Tania Fernandes im Juni den Vorsitz des Direktionskomitees niederlegte und Claude Wagner im Oktober als Verwaltungsratspräsident zurücktrat, kommentiere ich nicht. Ich wurde gefragt, ob ich bereit sei, Verwaltungsratspräsidentin zu werden. Ich war dazu bereit und will die Rolle mit aller Motivation ausfüllen. Ich sehe das ganz positiv.

Mit Ihnen steht nun die Spitzenbeamtin des Ministeriums dem Fonds-Verwaltungsrat vor. Warum kamen Sie nicht gleich auf den Posten?

Als vor zwei Jahren Tania Fernandes Präsidentin des Direktionskomitees wurde – der Verwaltungsrat wurde erst zum 1. Juli durch das neue Gesetz über den Wohnungsbaufonds eingeführt –, war ich die einzige Erste Regierungsrätin im Ministerium. Als ich Erste Regierungsrätin wurde, war ich noch Präsidentin der Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), habe dieses Mandat aber niedergelegt, um nicht Präsidentin eines öffentlichen Wohnungsbauträgers zu sein und gleichzeitig die leitende Beamtin in dem für seine Kontrolle zuständigen Ministerium.

Die Rolle spielte Daniel Miltgen, als er Erster Regierungsrat war und zugleich das Direktionskomitee des Fonds leitete. Aber nun sind Sie als Erste Regierungsrätin Verwaltungsratspräsidentin des Fonds.

Das Ministerium hat mittlerweile mit Jean-Paul Marc einen zweiten Ersten Regierungsrat. Wir haben uns die Arbeit aufgeteilt. Er kümmert sich um alle Angelegenheiten, die das Ministerium in seinem Verhältnis zum Fonds betreffen. Ich kann also meine Rolle als Verwaltungsratspräsidentin klar von der im Ministerium trennen.

Wie haben Sie den Fonds du Logement vorgefunden, als Sie Verwaltungsratspräsidentin wurden?

Ganz ehrlich: Die Lage wird dramatischer dargestellt als sie ist. Ich wurde am Freitag, den 1. Dezember ernannt, da fand beim Fonds abends eine Feier für das Personal statt. Ich nutzte die Gelegenheit, vorbeizuschauen, die Leute zu begrüßen, mit ihnen einen Aperitif zu nehmen. Von den rund 80 Mitarbeitern waren 70 zu der Feier gekommen, und sie waren nicht etwa in einer Weltuntergangsstimmung. Die Stimmung war gut, die Leute waren motiviert, ich habe dort wirklich ganz positive Momente erlebt. Nun bin ich etwas mehr als eine Woche im Amt (*das Interview fand am 11. Dezember statt, d. Red.*). Ich bin noch dabei, mich einzuarbeiten, kann aber jetzt schon sehen, dass beim Wohnungsbaufonds ganz viel gearbeitet wird, dass die Teams motiviert sind und es jetzt nötig ist, dass Ruhe einzieht, die Mitarbeiter sich auf ihre Arbeit konzentrieren können und sie nicht durch was auch immer für Darstellungen in der Presse zermürbt werden.

Soweit ich weiß, hat im Juli der letzte Architekt von der, wenn man so will, alten Garde den Fonds verlassen. Anscheinend gingen kontinuierlich erfahrene Architekten weg. Ist das ein großer Verlust an Expertise und Knowhow?

Ich kann das nicht im Detail bewerten. Aber ich meine, wenn ein Betrieb, ob öffentlich oder privat, restrukturiert wird, dann gibt es immer Leute, die gehen, und Leute, die neu hinzukommen. Mein Eindruck ist: Das Tagesgeschäft des Fonds läuft, seine Projekte werden vorangetrieben. Rund die Hälfte der alten Belegschaft ist noch da, es findet also nicht etwa ein kompletter Wechsel statt. Es wurden auch neue Stellen geschaffen, weil der Fonds, wenn er mehr Wohnungen produzieren soll, sich zwangsläufig vergrößern muss.

Im Sommer hatten externe Architekten und Baufirmen gegenüber dem Land *beklagt, zu Projektbesprechungen erschienen immer andere Mitarbeiter des Fonds, weil wieder jemand gekündigt habe oder entlassen worden sei. Auf Baustellen verträten den Fonds du Logement junge Architekten, denen der Durchblick fehle.*

Der Fonds hat Projekte stets sowohl intern verfolgt, als auch mit externen Partnern. Die sind ihm mit ihrem Knowhow erhalten geblieben. Sie haben auch eine gewisse Mission, zu schauen, was auf Baustellen geschieht. So kann man garantieren, dass es vorangeht.

Ist es günstig, wenn Externe erfahrener sind als Fonds-Mitarbeiter, um zu garantieren, dass auf den Baustellen alles richtig läuft?

Ich bin noch dabei, mir über alles ein Bild zu machen. Bisher habe ich nicht den Eindruck, dass die Lage derart dramatisch wäre. Aber ich kann noch nicht alles in allen Einzelheiten bewerten.

Die Bilanz und der Jahresbericht 2016 des Fonds wurden noch nicht veröffentlicht. Warum nicht?

Die Bilanz wurde dem Regierungsrat vorgestellt. Am Jahresbericht wird noch gearbeitet, er erscheint in den nächsten Wochen.

Wie klappt die Zusammenarbeit mit Mario Schweitzer, dem Generalkoordinator und kommissarischen Direktor des Fonds?

Wunderbar. Mario Schweitzer kümmert sich um alle Dossiers. Ich arbeite selber mit ihm zusammen. Das ist ganz unproblematisch.

Diane Dupont, Architektin, Erste Regierungsrätin und seit 1. Dezember Präsidentin des Wohnungsbaufonds

Im Juli war bekannt geworden, dass Tania Fernandes interne Ermittlungen über Machtmissbrauch und Mobbing eingeleitet hatte und die auch Mario Schweitzer betrafen. Ist die Sache aus der Welt?

Das kann ich nicht im Detail beantworten, aber meines Wissens ja.

Im Staatshaushalt 2018 ist eine Zuwendung von vier Millionen Euro an den Fonds vorgesehen. Ist das eine Art Kapitalerhöhung?

Kapitalerhöhungen gibt es beim Fonds nicht. Er ist eine öffentliche Einrichtung und keine Aktiengesellschaft. Die vier Millionen sollen Defizite ausgleichen, die sich aus dem Betrieb von Mietwohnungen ergeben. Das neue Gesetz sieht solche Ausgleiche vor.

Das heißt, die Vermietung von Wohnungen wird für den Fonds nächstes Jahr um voraussichtlich vier Millionen Euro defizitär sein?

Es heißt zunächst, dass der Fonds mehr staatliche Hilfe braucht, wenn er mehr vermietet, was ja sein Auftrag ist. Schafft er Mietwohnraum, subventioniert der Staat das zu bis zu 70 Prozent. Den Rest über die Mieten zu finanzieren, ist schwierig. Einerseits sind sie mitunter gering: Sie werden anhand einer großherzoglichen Verordnung berechnet, dabei wird das verfügbare Einkommen berücksichtigt, die Zusammensetzung des Haushalts und die Größe der Wohnung. Andererseits haben die Wohnungen eine bestimmte Qualität, etwa eine hohe Energieklasse, damit die Bewohner nicht in die Energiearmut geraten. Das verteuert den Bau.

Wie erwirbt der Fonds Grundstücke? Geht er da systematisch vor?

Erwirbt der Fonds ein Grundstück, übernimmt der Staat bis zu 50 Prozent vom Kaufpreis. Die Beihilfe kann der Fonds in der Regel behalten, und zwar, wenn das Grundstück in Erbpacht in Verbindung mit Wohnraum weitergegeben wird. Der Fonds muss planen, was er kauft und wie viel. Er braucht eine Grundstücksreserve, sonst kann er eines Tages nicht mehr weiterbauen.

Im RTL Radio *haben Sie vergangene Woche gesagt, „an Grundstücken fehlt es nicht". Aber Bauland ist doch meist in Privatbesitz?*

Allein auf den Industriebrachen in Düdelingen und Wiltz realisiert der Fonds du Logement je tausend Wohnungen. Das ist eine Menge. So hatte ich das gemeint. Natürlich muss der Fonds auch darüberhinaus Grundstücke erwerben und das macht er auch.

Für Wiltz und Düdelingen gilt ein „Phasage" bis 2030 und 2032. Das sind pro Jahr jeweils 80 bis 100 Wohnungen. Reicht das?

Den genauen „Phasage" werden Teilbebauungspläne festlegen. Da können innerhalb eines Jahres auch mehr als 100 Wohnungen gebaut werden, vielleicht 200. Abgesehen von Wiltz und Düdelingen verfolgt der Wohnungsbaufonds auch noch andere Projekte. Ich bin dabei, mir ein Bild von deren Stand zu machen. Außerdem erhält er immer wieder kleinere Objekte angeboten. Ist zum Beispiel eine Gemeinde nicht in der Lage, ein Objekt zu kaufen, zu renovieren oder zu bauen, macht der Fonds das. Meiner Meinung nach soll er das auch tun, das ist seine Verantwortung.

Schon die aktuelle Warteliste umfasst 2 500 Antragsteller, richtig?

Ja, und wir wollen die Liste natürlich reduzieren.

Welche Strategie besteht dafür?

Das ist eine große Herausforderung. Ich nehme die Herausforderung an und will mir groß auf die Fahnen schreiben, dass wir sie angehen und im Verwaltungsrat analysieren, welche Probleme es gibt und was nötig ist, um schneller voran zu kommen.

Nach dem Regierungswechsel wurde dem Fonds du Logement deutlicher als zuvor aufgetragen, für Mietwohnungen zu sorgen. Öffentlich geförderte Wohnungen zum Verkauf soll dage-

„Ich will nicht sagen, dass es keine Strategie gibt. Der Fonds ist schon in die richtige Richtung unterwegs. Aber es gab Unruhen"

gen die SNHBM schaffen, diesen Eindruck konnte man haben. Beide öffentliche Träger machen aber weiterhin beides.

Die Hauptmission des Fonds liegt laut Gesetz im Mietbereich. Aber wenn wir zum Beispiel die Industriebrachen in Wiltz und Düdelingen entwickeln, können wir nicht jeweils tausend Mietwohnungen schaffen. Das ergäbe keine soziale Durchmischung. Deshalb bietet der Fonds auch Wohnungen zum Verkauf an und erhält dafür staatliche Beihilfen. Die SNHBM wiederum schafft in erster Linie subventionierte Wohnungen für den Verkauf, daneben aber immer ein paar Mietwohnungen – ebenfalls um für eine soziale Durchmischung zu sorgen. In welchem Verhältnis Vermietung und Verkauf durch den Fonds in Zukunft stehen sollen, gehört zu der Strategie, die wir uns geben müssen und für die mit dem Verwaltungsrat entschieden werden muss, wohin der Fonds sich in den nächsten Jahren entwickeln soll.

Das heißt, vier Jahre nach dem Regierungswechsel, wo es hieß, der Fonds solle mehr Mietwohnungen schaffen, und sechs Monate seit dem neuen Gesetz über den Fonds gibt es noch keine Strategie?

Ich will nicht sagen, dass es keine Strategie gibt. Der Fonds ist schon in diese Richtung unterwegs. Er ist dabei, im sozialen Mietwohnungsbau aktiver zu werden, wie das im Gesetz vorgesehen ist. Aber Sie haben es vorhin erwähnt: Es gab Unruhen. Wir müssen wieder Ruhe in den Betrieb bekommen und mit einem klaren Kopf, mit einem Verwaltungsrat, der nun definitiv ist, schauen, was wir tun werden.

Auf den Industriebrachen in Wiltz und Düdelingen sollen nicht nur Wohnungen entstehen, sondern auch Schulen, Hotels, ein Start-up-Inkubator, ein Museum für Kinder. Ist der Fonds für alles zuständig?

Ja, im Moment ist er der Projektentwickler.

Ein Vorwurf an Daniel Miltgen war, den Fonds zu sehr zum Stadtplaner gemacht und den Wohnungsbau vernachlässigt zu haben.

Wir diskutieren zurzeit darüber, wer welche Objekte in Wiltz und Düdelingen weiterentwickelt. Das muss noch definiert werden. Für den Wohnungsbau wird sicherlich der Fonds zuständig bleiben.

Im Radio sagten Sie, der Fonds werde die allgemeine Preisentwicklung nicht brechen können. Meinen Sie, das wird von ihm erwartet?

Das weiß ich nicht, aber auf jeden Fall ist der Fonds in aller Munde. Seine Restrukturierung ist noch im Gange, hinzu kommt, dass ein neuer Direktor gesucht wird. Einen Verwaltungs- und Finanzdirektor haben wir schon. Es ist also nicht so, dass es gar keine Hierarchien gäbe, und das funktioniert auch gut. Am Samstag vor einer Woche wurde die Direktorenstelle ausgeschrieben. Wir wollen sie schnell besetzen.

Was müsste der neue Direktor für einer sein?

Er muss gut mit Menschen umgehen können. Er muss Verständnis für die Gemeinden haben, weil wir mit ihnen viel zusammenarbeiten, und er muss im Wohnungsbaufonds die Dinge allgemein weiterbringen.

Patrick Galbats

Fonds-Projekt Nonnewisen in Esch/Alzette

1 000

Einwohner und 10 000 Besucher wird der Mond 2040 den Schätzungen der japanischen Firma Ispace zählen. Die Infrastruktur werde um die Wasserressourcen auf dem Erdtrabant aufgebaut werden, heißt es in einer Pressemitteilung. Ispace hat sich gerade in einer Finanzierungsrunde 90 Millionen Dollar für die Entwicklung eines Mond-Landefahrzeugs und die Durchführung zweier Mondmissionen bis Ende 2020 gesichert. Den Angaben der Firma zufolge ist dies die bisher erfolgreichste „Serie A"-Finanzierungsrunde (also im frühen Entwicklungsstadium eines Start-Ups) für eine Firma im Bereich der kommerziellen Raumfahrt überhaupt. Im März hatte Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) mit Ispace ein Vereinbarungsprotokoll unterzeichnet. Ispace hat sein Europa-Quartier in Luxemburg gegründet, erhält Forschungsgelder und will einen vom Luxembourg Institute for Science and Technology (List) entwickelten Massenspektrometer zum Mond fliegen, um die Zusammensetzung des Eises und Mondoberfläche zu analysieren. Ispace brüstet sich damit, als die erste Firma zu sein, die eine Mondlandung plant, wie sie bisher nur den Weltraummächten USA, Russland und China gelungen ist. Ob sich Luxemburg dazu zählen kann, wenn der Massenspektrometer aus Esch gelandet ist? **ms**

ticker

« Ceux qui se vautrent »

Dans une interview accordée à Paperjam (qui paraît dans l'édition de janvier sortie cette semaine), le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, prend des accents de prophète de la transparence. Interrogé à quoi devront s'attendre les intermédiaires (PSF et avocats) de la place financière en matière de transparence fiscale, Juncker répond par une longue et moralisante diatribe : « Je crois que certains d'entre eux doivent abandonner le goût pour l'argent facile et devront se ressaisir. Je ne dis pas que tous les intermédiaires agiraient d'une façon qui ne serait pas acceptable, mais ceux qui se vautrent dans le plaisir des constructions faciles, contraires au bon sens et à la morale, devront se ressaisir. Je l'ai toujours dit d'ailleurs. Raison qui explique que je suis assez populaire dans tous les milieux luxembourgeois, sauf dans le milieu bancaire et intermédiaire. » **bt**

Classement Big Four

Cette semaine, la société d'audit KPMG a officialisé ses résultats, complétant ainsi le classement des Big Four pour 2017 : PWC mène le ranking avec 404 millions d'euros de chiffre d'affaires, suivi par Deloitte (295 millions), KPMG (199 millions) et EY (197 millions). KPMG a enregistré une croissance de six pour cent. (Ce qui, en soi, est honorable, mais assez décevant par rapport aux dernières années.) L'audit occupe toujours la première place (91 millions en chiffre d'affaires), suivi par le conseil (55 millions) et la fiscalité (53 millions). KPMG indique avoir payé 23 millions d'euros en TVA, ainsi que 46 millions en sécurité sociale et en impôts. **bt**

D'Zopp gëtt net sou waarm giess…

…wéi se gekacht gëtt. (La soupe ne sera pas servie aussi chaude qu'elle a été cuisinée.) Ayant sous-estimé la vitesse avec laquelle la Commission européenne allait avancer dans le dossier de la « supervisory convergence » des marchés financiers, le gouvernement avait été choqué de découvrir, fin septembre, que Bruxelles remettait en cause le modèle de délégation sur lequel repose l'industrie des fonds luxembourgeoise (d'Land du 29 septembre). La Commission européenne propose que l'Autorité européenne des marchés financiers (mieux connue sous son acronyme anglais Esma) ait son mot à dire pour tous les fonds d'investissement dont la direction est partiellement outsourcée dans un pays tiers. Autrement dit : la CSSF devra partager avec l'Esma son autorité de surveillance pour tous les Ucits gérés depuis New York, Singapore, Abou Dhabi, Zurich et bientôt Londres.

Or, les négociations des trois derniers mois ont fait apparaître que la proposition de la Commission rencontrait un accueil plutôt tiède et réservé de la part des États membres. L'Allemagne reste plutôt critique face à la proposition de la Commission, tout comme la plupart des autres États membres. La France, très en faveur d'un tel renforcement de l'Esma, dont le siège se trouve à Paris, se retrouve donc assez isolée. Le Luxembourg mène la contre-offensive anti-convergence, soutenu par l'Irlande, dont l'industrie des fonds est structurée de manière similaire. Les négociations s'annoncent longues. **bt**

Douze mois

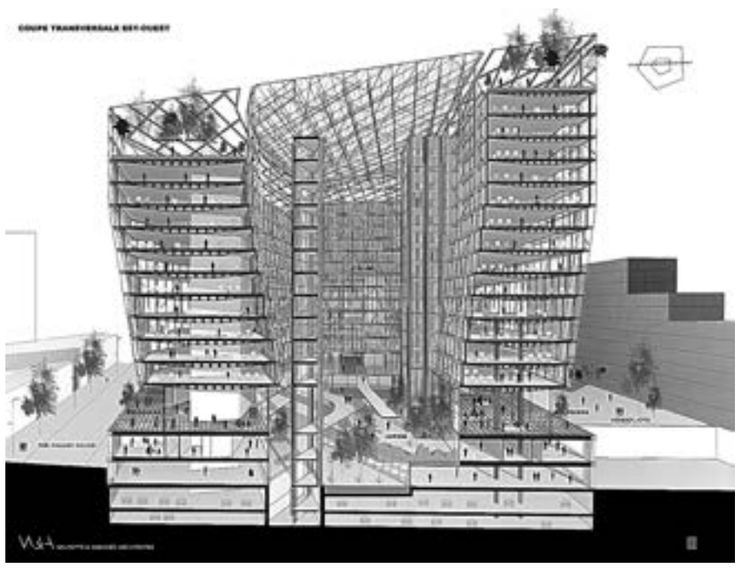
Les brasseries ont échoué dans leur tentative de lobbying de dernière minute pour sauver le régime de faveur prévu dans la version initiale du projet de loi sur le bail commercial (*d'Land* du 1er décembre). La commission parlementaire de l'Économie leur accorde uniquement un régime transitoire de douze mois. Une année pour renégocier les centaines de contrats de sous-location qui lient les brasseries aux cafetiers. 2018 s'annonce comme une année sportive. **bt**

Thumbs up für Google!

Demonstrativ gemeinsam posierten Staats- und Medienminister Xavier Bettel (DP) und Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) mit erhobenen Daumen, um sich auf Twitter (Foto: @Xavier_Bettel) zum Erwerb der Bissener Grundstücke durch Google zu beglückwünschen. In den vergangenen Monaten hatte es zwischen den beiden einiges Gerangel um die Zuständigkeit im Dossier Google Datenzetrum gegeben. Der Internet-Konzern aus Mountainview hat nun offiziell bestätigt, die fast 34 Hektar, die das Wirtschaftministerium als Unterhändler in Bissen zusammengetragen hat, gekauft zu haben. Dies soll aber noch nicht heißen, dass eine endgültige Entscheidung für den Bau eines Datenzentrums in Luxemburg gefallen ist, weiterhin sind andere Standorte in Europa im Rennen. Bettel unterstrich am Mittwoch beim Regierungsbriefing, auch für Google würden keine Ausnahmen bei den Prozeduren gemacht. Was Google mit den Grundstücken vorhabe, falls dort kein Datenzentrum entstehe, konnte er nicht sagen. **ms**

Schön viel Stahl

Der Fonds Kirchberg und Arcelor Mittal gaben Mittwoch Wilmotte & Associés als Gewinner des Architekturwettbewerbs für den neuen Firmensitz des Stahlherstellers am Boulevard Kennedy bekannt. „Ce que j'aime personellement dans ce bâtiment, c'est qu'il rend visible l'acier qui le constitue, alors que souvent il caché. En fait, nous pensons qu'aucun bâtiment de cette taille et de cette ampleur n'a jamais été conçu en mettant aussi bien l'acier en avant", sagt der Finanzchef von Arcelor-Mittal und CEO der Europa-Sparte, Aditya Mittal, via Pressemitteilung. Demnach haben sich Architekten und Planer besonders viele Gedanken darüber gemacht, wie ein Glas- und Stahlbau dieser Art im Winter geheizt und im Sommer gekühlt werden kann, ohne dass die Gas- und Stromrechnungen explodieren, unter anderem durch 4 000 Quadratmeter Photovoltaikzellen auf dem Dach, einer Erdwärmepumpe und Pflanzen im Atrium. Das Architekturbüro Wilmotte stach in der zweiten Runde die Wettbewerber von Foster + Partners und Rem Koolhaas OMA aus und hat unter anderem das Ferrari sporting centre in Maranello sowie den Sitz des Luxusgüterkonzerns LVMH in Paris entworfen, heißt es in der Mitteilung. Wobei Willmotte & Associés bei letzterem Projekt den eigenen Angaben zufolge nur das Innenarchitekturkonzept ausgearbeitet hat. Neben den Büros für 800 Arcelor-Mittal-Mitarbeiter bietet das Gebäude Mietflächen, ein Restaurant, ein Sportstudio und ein öffentlich zugängliches Auditorium für 200 Zuhörer. **ms**



Sven Becker

Haushaltsberichterstatterin Joëlle Elvinger (DP) und CSV-Spitzenkandidat Claude Wiseler im Parlament

Neue Wachstumspolitik

Die liberale und die konservative Variante

Romain Hilgert

Am Montag war ein großer Tag. „We are incredibly proud and of course happy about Google's announcement in Luxembourg", ließen Premierminister Xavier Bettel (DP) und Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) über Twitter verbreiten. Der Internet-Oligopolist aus den USA hatte gerade angekündigt, sich „33.7 hectares of land in the Bissen Commune in the Grand Duchy of Luxembourg" gesichert zu haben, um dort vielleicht einmal ein weiteres Rechenzentrum zu bauen. Die freudige Aufregung der Minister wurde von der Vorstellung geschürt, dass einmal in riesigen, menschenleeren Hallen Tausende Computer die Frucht der weitgehend kostenlos geleisteten geistigen Arbeit von Millionen Menschen in aller Welt zu Geld machen und die Staatskasse eine hauchdünne Scheibe davon abbekommt, ohne Staus auf der A3, ohne Rentenansprüche und ohne Gewerkschaften.

Einen Tag später begannen die Haushaltsdebatten im Parlament, und Alex Bodry wusste, dass „alle Parteien sich einig sind, dass wir Wachstum brauchen. Aber wir müssen versuchen, es zum Teil anders zu erwirtschaften, als wir das heute tun". Das Wirtschaftswachstum solle „in Bereichen stattfinden, die einen hohen Mehrwert produzieren können, und mit der Idee der Kreislaufwirtschaft, auch mit der Idee, uns auf die digitale Revolution vorzubereiten..."

Die Steigerung der Mehrwertrate gehört zum Tagesgeschäft jedes Unternehmens, die Senkung des Lohnkostenanteils an den Produktionskosten wird unter den Verhältnissen des globalisierten Wettbewerbs allgemein als notwendig angesehen. Doch mit der unter der vorigen Koalition geschürten Panik vor dem 700 000-Einwohnerstaat und der Rentenmauer wurde erstmals der Weg zu einer „neue Wachstumspolitik" und „qualitatives Wachstum" genannten, weit radikaleren Steigerung der Mehrwertrate geebnet. DP, LSAP und Grüne hatten nun ein Hauptanliegen daraus gemacht und zwecks gesellschaftliche Akzeptanz den Wunderheiler Jeremy Rifkin bestellt.

Auf die Spitze getrieben, soll das neue Luxemburger Modell die abstrakte von der konkreten Arbeit trennen wie die Köchin den Dotter vom Eiweiß und am liebsten nur noch an der abstrakten Arbeit verdienen, die als Teil der im Ausland oder gar im Weltraum geleisteten konkreten Arbeit entsteht. Die konkrete Arbeit soll als ökologische, politische und religiöse Bedrohung der Luxemburger Nachhaltigkeit an den Grenzen abgewiesen werden wie die Hunde vor der Metzgerei, nur die abstrakte Arbeit soll über Bankkonten, Steuer-Rulings, Datenzentren und Weltraumlizensen durchgelassen, weitergeleitet und dabei kurz angezapft werden.

Über diese Umkehrung der altehrwürdigen Verhüttungsklausel in ihr Gegenteil zeigen sich die Abgeordneten aller Parteien einig, auch weil sie sich davon die Absicherung ihrer eigenen politischen und geschäftlichen Grundlage versprechen. Über diese grundlegende Einigkeit konnte auch nicht hinwegtäuschen, dass bei den parlamentrischen Haushaltsdebatten diese Woche die Zustimmung in zwei verschiedenen, einer liberalen und einer konservativen Variante, erfolgte.

Berichterstatterin Joëlle Elvinger hatte am Dienstag im Namen der DP und deren Finanzministers die liberale Variante geliefert. Für sie hat Luxemburg es fertiggebracht, „besser da zu stehen als die meisten anderen EU-Staaten", die Wirtschaft floriere, die Kredite nähmen zu. Trotz des „ganz schweren Erbes" der Vorgängerkoalition von CSV und LSAP sei eine Sanierung der Staatsfinanzen gelungen, die nun erlaube, „Politik im Interesse der Leute" zu betreiben, „den Leuten eine Chance zu ihrer persönlichen Entwicklung" zu bieten und „die Zukunft vorzubereiten". Trotz der Steuererleichterungen nähmen die Steuereinnahmen zu, bei der Staatsverschuldung habe „diese Regierung exzellent gearbeitet", die Finanzlage der Rentenversicherung sei „eher komfortabel". Durch die Senkungen des mittelfristigen Haushaltsziels habe sich die Regierung zusätzlich Spielraum verschafft, auch wenn sie ihn nicht voll ausnutze.

Joëlle Elvinger hatte schon vor Wochen gemeint, dass die restlose Trennung der abstrakten von der konkreten Arbeit sogar zu einer Befreiung von den Zyklen und Krisen der stinkenden und lärmenden Realwirtschaft führen könnte. In einem Rundfunkinterview hatte sie behauptet, dass es gar keinen direkten Zusammenhang zwischen dem Wirtschaftswachstum und den Staatseinnahmen mehr gebe. So als seien das eine die Niederungen von Angebot und Nachfrage, Lieferengpässen, Arbeitslosigkeit und Absatzschwierigkeiten, das andere aber die höhere Sphäre der von der Konjunktur unabhängigen „tatsächlichen Staatseinnahmen".

Finanzminister Pierre Gramegna bestätigte am Mittwoch „die positive Dynamik" der Staatseinnahmen, obwohl das Statec seine Prognosen über das Wachstum des Bruttoinlandsprodukts nach unten korrigiert habe. Es gebe keinen Grund zur Schwarzmalerei, die Reserven der Rentenversicherung seien so hoch wie nie. Diese liberale Variante der „Wachstumsdebatte" ist zukunftsorientiert und will Optimismus verbreiten, damit die Wähler den Regierungsparteien noch einmal Vertrauen schenken, um weiterzuregieren, und weil der liberale Mensch ein Erfolgsmensch sein muss. Diese Variante wird nicht nur von der DP, sondern auch von LSAP und Grünen vertreten. Auch wenn Alex Bodry im Namen der LSAP-Wähler sich wünschte, dass das „Wachstum gerechter verteilt werden" solle, und Viviane Loschetter nachdrücklich aktieren ließ, dass die Grünen schon 1987 den Brundtland-Bericht über Nachhaltigkeit gelesen hätten

CSV-Spitzenkandidat Claude Wiseler schwor ebenfalls auf das Oxymoron des qualitativen Wachstums, auf die „Zukunftspolitiken, die quasi von sämtlichen Parteien so anerkannt werden". Er zählte auf, was die Regierung alles tue, und räumte immer wieder ein, dass sie eigentlich Recht damit habe, bloß dass die CSV es noch besser tun würde. Denn mit über 900 Millionen Euro Defizit bleibe gar „kein Freiraum für wesentliche Zukunftspolitiken", die Investitionsprogramme reichten gar nicht aus, um das gewaltige Wachstum zu begleiten sowie den Transport, den Wohnungsbau, den Mittelstand, die Digitalisierung, den Klimaschutz, die Kreislaufwirtschaft und die Energieumstellung auf ein „Prosumer-Modell" zu fördern.

Mit der Panik vor dem 700 000- Einwohnerstaat und der Rentenmauer wurde der Weg zum „qualitativen Wachstum" geebnet, DP, LSAP und Grüne knüpften daran an und verpflichteten Jeremy Rifkin

Aber die CSV steht für die konservative Variante der neuen parteiüberergreifenden und deshalb nützlicherweise auch mit allen Koalitionen kompatiblen Wachstumspolitik. Wenn sie einen malthusianistischen Wahlkampf mit Überbevölkerungs- und Überfremdungsängsten versucht, dann nur taktisch im Widerspruch zur Regierungspolitik, aber strategisch in deren Ergänzung. Wer streckt schließlich nicht die Waffen, wenn binnen 40 Jahren ein „Wachstum um 110 Prozent der Bevölkerung" notwendig scheint wie „das optimistische Szenario" des Conseil national des finances publiques „mit brutaler Deutlichkeit" vorrechnet? Bei einer Million Einwohnern und der hundertprozentigen Berücksichtigung der „Kosten des Alterns" müsse der mittelfristige Haushaltsüberschuss sechs Prozent des Bruttoinlandsprodukts ausmachen, statt des von der Regierung geplanten halbprozentigen Defizits, so Wiseler.

Selbstverständlich kann die CSV nicht anders, als Pessimismus zu verbreiten: Weil die Regierung eine Defizitregierung sei, die mit ihrem Haushalt „die Zukunft nicht vorbereitet, sondern hypothekiert", sollen die um ihre Zukunft besorgten Wähler keine andere Wahl haben, als die Staatsgeschäfte wieder der CSV anzuvertrauen.

So beschränkte sich die Opposition in all dem parteiübergreifenden Konsens weitgehend darauf, dass die DP der vorigen Koalition von CSV und LSAP vorwarf, im Umgang mit Staatsschuld, Mehrwertsteuer und Tanktourismus fahrlässig vorgegangen zu sein, und der ehemalige Minister Wiseler trotzig zurückfragte: „Weshalb tut Ihr nicht, was ihr der vorigen Regierung vorwerft? Ihr tut es auch nicht!" Ganz Unrecht hatte er nicht. Denn Finanzminister Pierre Gramegna gab im Laufe der Legislaturperiode sein Sparpaket ebenso sang- und klanglos auf, wie sein CSV-Vorgänger Luc Frieden ein Sparpaket nach dem anderen verbrannte. Die Politik ist eben stärker als die Politiker.

grandduchy

Plus de recul

Découvrez le Lëtzebuerger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

BUSINESS À LA SUÉDOISE

LA VOLVO XC90

En tant qu'entrepreneur, vous savez sans aucun doute que les Suédois ont une vision très particulière de l'entreprise. Une organisation horizontale, des journées de travail de 6 heures, la pause-café appelée "Fika", etc. Tout tourne autour de l'efficacité et des gens. Chez Volvo aussi, nous concevons des voitures pour les gens. L'alliance d'un intérieur confortable et élégant à des technologies intelligentes telles que l'Adaptive Cruise Control, le Pilot Assist et l'Apple Car Play® vous permet de prendre votre temps pendant le trajet pour ce qui compte vraiment : vos idées, pour votre entreprise et pour vous-même.
Vous aimeriez en savoir davantage sur notre business model suédois ? Découvrez-en plus à son sujet lors d'un essai.

Il y a maintenant une Volvo XC90 avec kit roues hiver 18" et Business Line Edition offerts*

2,1 - 8,1 L/100 KM I 49 - 184 G CO_2/KM (NEDC)

Dealer

AUTOPOLIS
Zone d'activités Bourmicht
L-8070 BERTRANGE
www.autopolis.lu +352 43 96 96-2500

AUTOPOLIS NORD
Zone artisanale et commerciale, 8
L-9085 ETTELBRÜCK
www.autopolis.lu +352 81 24 99

COLLÉ PREMIUM CARS
Route de Bascharage
L-4513 NIEDERKORN
www.colle.lu +352 26 26 45 – 1

Donnons priorité à la sécurité. Informations environnementales (A.R. 19/03/2004): www.volvocars.lu.
* Offre valable à l'achat d'une nouvelle Volvo XC90, jusqu'au 31/12/2017. Visuel présenté à titre d'illustration.

Grand entretien avec l'historien Henri Wehenkel (1/2)

« Apprendre à penser »

Les éditions d'Lëtzebuerger Land publieront prochainement *Entre chien et loup*, le nouvel ouvrage de l'historien Henri Wehenkel. Le livre rassemble, dans une version préfacée, revue et illustrée, seize biographies publiées dans le *Land* entre 2014 et 2017. Henri Wehenkel y aborde le sujet de la collaboration en puisant dans les dossiers de Justice ouverts dans le cadre de « l'épuration » d'après-guerre. En amont de la sortie de *Entre chien et loup*, nous publions la première partie d'un entretien biographique avec l'auteur.

Interview : Adrien Thomas

Patrick Galbats

« La généalogie des ducs et des comtes est bonne pour la poubelle. Oublions les Celtes, Sigefroi et Jean l'Aveugle » – Henri Wehenkel, ce lundi

Adrien Thomas : *Vous êtes né en 1940, au début de la Deuxième Guerre mondiale. Comment décririez-vous votre socialisation politique et l'influence de votre entourage familial ?*

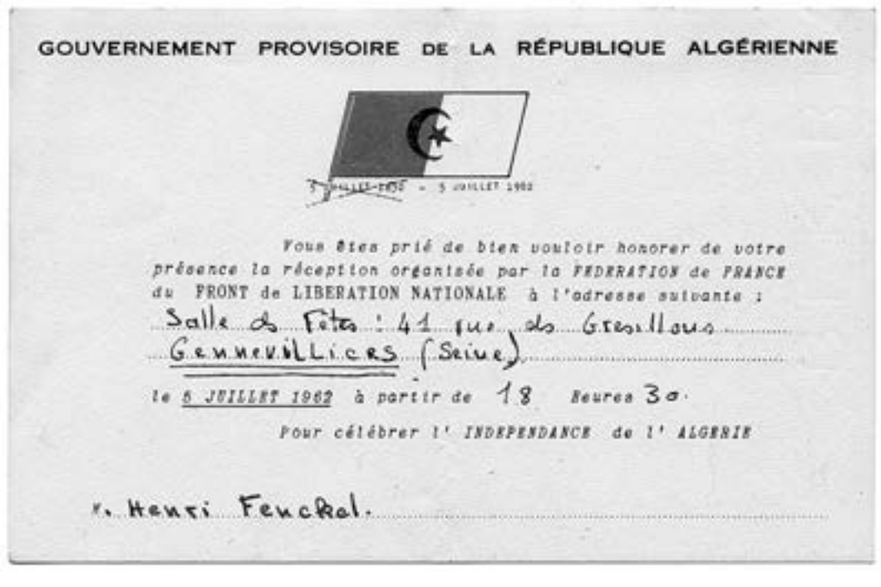
Henri Wehenkel : Mes souvenirs des années de la guerre et de l'immédiat après-guerre sont relativement flous. Mon père était franc-maçon, ma mère était catholique, notre gouvernante protestante. J'ai fait ma première communion à l'Église Saint-Michel. Mon premier souvenir politique remonte à la campagne électorale de 1951. Nous, les gamins arrachions les affiches des autres partis. Mon père était candidat du parti socialiste. Pour nous, l'ennemi c'était les cléricaux, les *Pafen* (calotins). Durant mon enfance, j'ai aussi beaucoup écouté les discussions de mes parents avec les amis de la famille, comme Emil Marx, l'intellectuel pur, Henri Koch-Kent, l'homme d'action, Marcel Würth, le juge inflexible, Léon Geisen, rescapé de Mauthausen, et de beaucoup d'ingénieurs qui pensaient de manière pratique. Dans les années 1930, mon père avait fait l'École centrale de Paris, une prestigieuse école d'ingénieurs, mais il était resté sans emploi. C'était la crise, l'Arbed ne recrutait pas. En 1933, il a fait partie de l'équipe de Henri Koch-Kent qui a pris le pouvoir dans l'association d'étudiants Assoss et pris position contre les nazis et les clérico-fascistes, ce qui n'était pas du goût des vieux libéraux. C'était un milieu d'antifascistes, sous le choc de ce qui se passait en Allemagne. Au fond, ils étaient des libéraux de gauche qui défendaient les libertés et les valeurs de la Révolution française. Mais ils avaient peu à voir avec le mouvement ouvrier et les socialistes. Pour mon père, la loge était toujours le plus important. À la fin des années 1930, il rejoignit la franc-maçonnerie et était proche du courant Zur aufgehenden Sonne, athéiste et pacifiste. Au moment de l'invasion allemande, mon père était ingénieur aux chemins de fer et chargé à ce titre de préparer le sabotage des tunnels et ponts de chemin de fer, mais il fut arrêté avant d'avoir pu faire quoi que ce soit. Le directeur français de la société des chemins de fer avait laissé la liste des responsables des actions de sabotage sur son bureau avant de quitter le pays. Après sa libération de prison, mon père a dû être très prudent. Il a travaillé pour le réseau de la « Famille Martin » en transmettant des plans des chemins de fer aux Alliés.

Durant vos années de formation au Luxembourg, quelles ont été les influences intellectuelles qui vous ont marquées ?

Au Lycée de Garçons à Luxembourg-ville, j'avais quelques professeurs qui m'ont marqué. Il y avait Edmond Reuter qui venait juste de quitter le parti communiste et qui est devenu ensuite secrétaire général du DP et membre du Conseil d'État. Il m'a encouragé à lire des livres et à abonner des journaux. C'est ainsi que j'ai lu pour un exposé une quarantaine de livres de Zola. J'ai aussi eu comme professeur Robert Bruch, que le Sicherheitsdienst des SS avait qualifié de « Kulturbolschewist » en octobre 1940. Bruch nous enseignait en allemand la haine de l'*Obrigkeitsstaat* (l'État autoritaire) et du militarisme prussien. Tony Bourg, bien sûr, impressionnant, qui nous récitait Hugo et Maupassant, et nous emmenait dans l'atelier du peintre Stoffel. C'étaient les grandes exceptions au lycée. On ne peut plus s'imaginer ce que la guerre froide a voulu dire au niveau intellectuel, c'était la dictature cléricale, la censure de tout ce qui était non-conformiste, moderne ou critique, comme Heinrich Heine ou Jean-Paul Sartre. À l'école, dans les classes, il y avait une tendance instinctive à s'opposer à ce que racontaient la très grande majorité des professeurs et à chercher d'autres sources de culture. À travers la lecture de la presse, je me suis également imprégné d'autres idées que celles de l'ambiance conformiste ambiante au Luxembourg. À 15-16 ans, je lisais *L'Express* de Servan-Schreiber, *Libération* de Claude Roy et *France Observateur* de Claude Bourdet et Gilles Martinet. La critique de la guerre froide et du colonialisme en France m'a marquée. La torture en Algérie et la politique du parti socialiste français en Algérie étaient des sujets importants. J'ai fait scandale en publiant dans le journal de l'Assoss un article contre le président du parti socialiste luxembourgeois, Henry Cravatte, qui avait fait l'éloge de l'Algérie française. Mon père était embêté, mais il ne me désavoua pas. Avec Gaston Vogel, j'ai fondé un groupe anarchiste qui publia une résolution pour la république et j'ai fait paraitre un manifeste pour une révolte totale qui fut salué par André Breton dans la revue surréaliste *Bief*. Et j'ai même participé à un recueil de poèmes *Sables Verts*, un peu à contrecœur, mais poussé par Michel Raus.

Vous avez étudié la philosophie à la Sorbonne au début des années 1960. En venant du Luxembourg, comment avez-vous perçu l'ambiance intellectuelle et politique à Paris à l'époque ?

Je ne savais pas exactement ce que je voulais faire sur le plan professionnel et je me suis donc inscrit dans un premier temps au Cours supérieur au Luxembourg. Mais le Cours supérieur était insupportable et j'ai abandonné après un mois. L'élite du professorat luxembourgeois exerçait au Cours supérieur, et ils répétaient depuis quarante ans la meilleure heure de cours de leur vie. Ils étaient pris dans un système où ils recyclaient toujours les mêmes choses, et à force de l'avoir perfectionné, ils le faisaient avec brio, mais ne produisaient rien de neuf. Mes parents n'étaient pas mécontents de cette décision, espérant qu'un peu de distance par rapport au Luxembourg ne me ferait pas de mal. Quand je suis arrivé à la Sorbonne, c'était un autre monde. Ce fut un choc culturel. Marx et Freud étaient des références centrales. Je me rappelle les historiens communistes, Jean Bruhat



GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

5 JUILLET-1962 - 5 JUILLET 1962

Vous êtes prié de bien vouloir honorer de votre présence la réception organisée par la FEDERATION de FRANCE du FRONT de LIBERATION NATIONALE à l'adresse suivante :

Salle des Fêtes : 41 rue des Grésillons

Gennevilliers (Seine)

le 6 JUILLET 1962 à partir de 18 Heures 30.

Pour célébrer l' INDEPENDANCE de l' ALGERIE

M. Henri Fenckel.

Carton d'invitation du gouvernement provisoire de l'Algérie adressé à Henri « Fenckel » (mauvaise retranscription de « Wehenkel »)

« L'histoire doit rendre conscient ce qui est inconscient »

et Albert Soboul, mais aussi le jeune Pierre Bourdieu. Gilles Deleuze, un enseignant brillant, développait son raisonnement sans notes, avec une rigueur qui vous imprégnait pour toujours. Au niveau politique, en venant à Paris, j'avais déjà des contacts avec l'Union de la gauche socialiste (UGS) et la première chose que j'ai faite à Paris a été de m'inscrire à l'UGS chez un ancien Franc-Tireur Partisan, exclu du Parti communiste français pour titisme, Pierre Hespel. Par lui, je suis entré en contact avec ceux qui s'occupaient des réseaux de soutien au Front de libération nationale algérien (FLN). On m'a alors demandé de faire traverser la frontière entre la France et le Luxembourg à des Algériens du FLN. Ce qui m'a amené à faire des voyages réguliers entre la France et le Luxembourg. Ceux qui aidaient les Algériens à traverser la frontière étaient souvent des intellectuels qui étaient déjà connus ou qui allaient le devenir. Ma formation s'est aussi faite à l'occasion de ces voyages, mais aux dépens de l'enseignement régulier. J'ai par exemple fait un voyage à Bruxelles avec François Maspero au moment des grandes grèves de l'hiver 1960-61 en Wallonie. Quelqu'un avec qui j'ai souvent fait le voyage – mais dont je ne connaissais pas le vrai nom à l'époque pour des raisons de sécurité – était Paul Veyne. C'est lui qui m'a recommandé de faire des études de philosophie, plutôt que d'histoire. Il m'a dit que la philosophie était plus exigeante. C'était un milieu extrêmement stimulant. C'était la grande époque des intellectuels engagés, Sartre, Foucault, le Théâtre national populaire, Brecht, la révolte des pays colonisés, Cuba, le Vietnam.

À l'époque de votre retour au Luxembourg, le système de la collation des grades était encore en vigueur. Comment s'est passé votre retour ?

Je suis revenu en 1964-65. Le premier problème a été que je n'avais pas passé mes examens au Luxembourg, j'étais passé à côté de la collation des grades. La collation des grades était ce système, emblématique de la pensée luxembourgeoise, qui faisait que les futurs professeurs, avocats et médecins faisaient valider leur parcours universitaire lors d'examens passés au Luxembourg. Ce qui amenait à une restriction des connaissances puisqu'il fallait se conformer aux exigences d'un jury luxembourgeois. Je voulais devenir journaliste ou publiciste. J'ai écrit au journal *Le Monde*, pas de réponse. J'ai collaboré au supplément culturel du *Tageblatt*, mais aussi à des publications de l'Assoss. J'ai fait mon service militaire tout en participant au collage d'affichettes contre l'armée. J'étais très actif au niveau politique. Jusqu'à ce que mon père me dise : Il faudrait que tu songes à travailler. Après avoir vu passer une annonce pour travailler dans l'enseignement technique où ils ne demandaient pas les examens luxembourgeois passés dans la collation des grades, je suis devenu professeur. J'ai été affecté à ce qui s'appelait alors d'un nom barbare « Centre d'enseignement professionnel » et qui s'appelle aujourd'hui Lycée technique du Centre.

Quelles matières avez-vous enseigné dans l'enseignement technique ?

Comme il n'y avait pas de cours de philosophie au programme, j'ai d'abord tout enseigné, même la politesse ou la correspondance commerciale, jusqu'à ce que je me fixe sur l'histoire, un peu sous l'influence de mon épouse, Janine Frisch, qui commençait au même moment des études d'histoire. L'école professionnelle était l'école du peuple ou de la classe ouvrière pour moi. Il fallait enseigner l'histoire à un public qui n'en n'avait pas de préconceptions. J'ai traité les heures de gloire de l'histoire, sans faire de propagande. Le but était d'apprendre à penser, non pas d'apprendre des pensées. J'ai parlé de la révolution russe à partir du *Cuirassé Potemkine* d'Eisenstein, j'ai parlé de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique en utilisant les manuels d'histoire de la RDA ou les recueils de textes de l'École Freinet. Nous avons fait un journal où chaque élève essayait de remonter le temps en interrogeant les personnes les plus vieilles de la famille. Au début, il y avait encore beaucoup de Luxembourgeois du milieu des artisans. Ensuite la population du lycée s'est de plus en plus diversifiée, j'ai eu des élèves de tous les pays et continents. Je ne pouvais plus me contenter d'enseigner l'histoire nationale, il a fallu que j'enseigne une histoire qui fasse aussi sens pour le petit Portugais, Yougoslave ou Africain.

Dans votre production, il y a un volet de confrontation à l'historiographie nationale conservatrice, à travers des recensions ou des articles programmatiques comme par exemple l'article « Gilbert Trausch, historien du vingtième siècle », paru dans Argumenter *en 1982, ou encore « Quelques compléments à l'histoire nationale du Grand-Duché de Luxembourg », paru en 1996 dans* Les Cahiers marxistes *en Belgique. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ces travaux ?*

J'assume toujours ces deux articles. Il était important pour moi de me définir vis-à-vis de Trausch, aussi par respect pour lui. Je ne suis pas sûr que Trausch l'ait compris comme cela et s'il ne s'est pas senti démasqué ou mal compris. Pour moi, l'évolution de Trausch était une grande déception. Dans les années 1960, on pouvait penser que Trausch avait intégré les avancées intellectuelles internationales. Avec ses premiers travaux, sur le *Klëppelkrich* (soulèvement paysan) et le troisième volume des manuels d'histoire nationale consacré à l'Ancien Régime, on a eu l'impression d'une découverte. Et après, il y a eu une régression totale dans une idéologie des relations internationales et dans une histoire diplomatique. Trausch est devenu le philosophe de l'État. C'est devenu encore plus clair quand il a réalisé en 1989 l'exposition pour le 150e anniversaire de l'indépendance du Luxembourg, qui était à mes yeux un énorme recul. Trausch était au final le dernier héritier du courant historiographique de la quête de l'origine nationale qui a commencé au XIXe siècle et qui a été systématisée par Nicolas Margue et Joseph Meyers. L'idéologie luxembourgeoise au niveau de l'historiographie, c'est la recherche de l'identité luxembourgeoise, c'est la volonté d'expliquer le mystère de l'âme luxembourgeoise par la tradition ou le particularisme selon la formule de Trausch. Le point de départ de ces démarches est toujours l'idée que les Luxembourgeois sont quelque chose d'extraordinaire au monde. C'est une forme de prison, de nombrilisme. C'est cette vieille obsession, qui existe encore aujourd'hui, de chercher ce qu'on a en commun et nous divise des autres. Pour moi, l'histoire doit être, comme la psychanalyse, une manière de rendre conscient ce qui est inconscient et de provoquer une prise de conscience. Et pour faire cela, il faut sortir du ghetto luxembourgeois et trouver des points d'accroche avec les développements politiques et intellectuels à l'étranger.

Comment voyez-vous les évolutions des historiens luxembourgeois par rapport à cette recherche du roman national ?

Je pense qu'il y a aujourd'hui une prise de conscience au niveau des historiens au sens large, des chercheurs, des enseignants et des gens intéressés par l'histoire, qu'écrire toute notre histoire sur la base de l'ethnie luxembourgeoise est une impasse. La critique des paradigmes de l'histoire nationale par Daniel Spizzo d'abord, par l'équipe des *Lieux de mémoire* et d'*Inventing Luxembourg* ensuite était salutaire, même si elle n'a pas débouché sur des recherches alternatives et n'a pas tiré toutes les conséquences. Parfois, on a l'impression qu'ils n'arrivent pas à se détacher de ces personnages légendaires qui ont fait notre roman national au lieu de les enterrer une fois pour toutes. Le petit opuscule de Michel Pauly intitulé *Histoire du Luxembourg* est typique à cet égard. Les seuls

Theo Mey – Photothèque de la Ville

Mai 1965 : Piquet de protestation lors de la conférence de Suzanne Labin. De gauche à droite: Leo Reuter, Henri Wehenkel, Jim Linden, François Frisch et Fernand Hübsch

Henri Wehenkel était enseignant au Lycée technique du Centre entre 1967 à 2001

qui ont vraiment franchi le pas sont Denis Scuto et Vincent Artuso. Si l'histoire oublie sa fonction critique, si l'histoire veut servir et justifier, elle perd sa raison d'être. Il n'y a pas de Moyen-Âge luxembourgeois ou de Néolithique luxembourgeois, l'histoire du Luxembourg ou des Luxembourgeois commence lorsque les gens prennent conscience des liens de solidarité qui les unissent, avec l'idée de citoyenneté. L'histoire du Luxembourg et des Luxembourgeois commence lorsque les troupes françaises arrivent en 1795 dans la forteresse et qu'un certain nombre de personnes disent voilà ce sont nos idées, quitte à ce qu'elles viennent de l'extérieur, quand les premières élections ont lieu et quand l'idée de droits émerge. Si on veut écrire l'histoire sur la longue durée, de façon sociologique, il y a tout au plus des structures qui peuvent nous intéresser dans l'ancien monde, les structures du corporatisme, le droit d'aînesse, le culte marial par exemple. La généalogie des ducs et des comtes est bonne pour la poubelle. Oublions les Celtes, Sigefroi et Jean l'Aveugle.

Vous avez consacré de nombreuses publications à l'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier luxembourgeois. Pouvez-vous dire quelques mots sur vos propres engagements militants, d'abord à l'association étudiante Assoss, ensuite au Parti communiste luxembourgeois (PCL) ?

À Paris, j'ai dû assez vite laisser de côté mon adhésion à l'UGS. C'était trop risqué à cause de mon travail avec les Algériens. Au Luxembourg, j'ai continué mon engagement dans l'Assoss. Une nouvelle génération, toujours anticléricale, mais davantage sensible à la question sociale, avait rejoint l'Assoss, avec des gens comme Guy Schmit, Ernest Erpelding ou Robert Tonnar. Il s'agissait pour nous de dépasser une orientation purement anticléricale, nous voulions mettre en question la conception du monde issue de la guerre froide, le pro-américanisme, l'anticommunisme, chercher le contact avec les syndicats. Pour cela, nous avons constitué un cartel avec les organisations de jeunesse des syndicats et les jeunes communistes. Dans le LAV dirigé par Antoine Weiss, il y avait dans les années 1960 une ouverture vers les intellectuels, les étudiants et les idées nouvelles. Ensemble, on a fait campagne contre le service militaire, pour la démocratisation du système scolaire, contre la guerre du Vietnam, en alliance avec les jeunes du LAV et l'organisation de jeunesse du PCL. Après 1968, il y a eu une grande effervescence d'idées, la politisation de larges secteurs de la jeunesse étudiante, l'apparition des chrétiens de gauche. Brusquement, beaucoup ont découvert la Révolution et ont commencé à militer. J'ai fait partie de ceux qui se sont méfiés de la surenchère révolutionnaire de fraîche date et du risque de surpolitisation. J'ai plutôt considéré que le lien entre étudiants et mouvement ouvrier était en danger et qu'il fallait engager ce qu'on a appelé la critique des professions. Il y eut beaucoup de « mouvements d'action critique » s'engageant dans la critique du droit, la critique de la médecine, la critique de l'enseignement, et regroupant les éléments venus du mouvement étudiant sur cette base. En parallèle, les anciens de l'Assoss ont bougé à droite, effrayés par la contestation de ce qu'ils avaient cru juste, et pour finir nous nous sommes retrouvés entre deux chaises. En 1976, j'ai adhéré au PCL. Dans les années 1960, j'avais déjà écrit des articles dans le journal du PCL, la *Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek*. Et j'avais connu à l'Assoss, Janine Frisch, issue d'une vieille famille communiste, qui deviendra mon épouse. Le motif de mon adhésion au PCL était la formation du gouvernement de centre gauche qui se traduisit par un tournant réaliste du parti socialiste avec le sabordage du supplément culturel du *Tageblatt,* considéré comme trop subversif.

Vous avez rédigé de nombreuses contributions à l'ouvrage Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs *paru en 1981 à l'occasion du 60e anniversaire de la fondation du PCL. Comment voyez-vous aujourd'hui ce livre ? A-t-il fait de vous l'historien officiel du parti, avec toutes les contraintes que cela impliquait, notamment quand il s'agissait d'aborder l'histoire de l'Union soviétique ?*

Deux remarques d'abord. L'ouvrage n'avait pas pour sujet l'histoire de l'Union soviétique ou de sa politique extérieure, mais l'histoire du communisme luxembourgeois ou des communistes luxembourgeois. Il s'appelait non sans raison « Beiträge ». Nous étions conscients qu'il s'agissait seulement de contributions à une histoire qui serait encore à écrire. J'ai publié par la suite d'autres recherches sur le PCL, la plupart parues à l'occasion de colloques à l'étranger. Janine Frisch et moi avions eu accès, grâce au ministre de la culture, Robert Krieps, au fonds « Justice 78 » des Archives nationales contenant les rapports de police, un fonds d'une grande richesse qui nous permettait de savoir beaucoup plus sur le parti communiste que tous les autres historiens sur les autres partis pris ensemble. Craignant de voir se refermer les archives, j'ai fait photocopier autant de documents que possible et lors d'une réunion de membres du PCL, je me suis mis à raconter des choses qui avaient été oubliées depuis longtemps. L'intérêt suscité auprès des militants a conduit à la publication d'une suite d'articles réunis ensuite dans un livre. C'était donc un livre militant, écrit dans un style militant, parfois héroïsant ou victimaire. Il s'agissait de mettre au jour des faits, de raconter sans trop s'encombrer d'indications de sources. Il s'y ajouta un tri systématique de ce qui faisait fonction en même temps d'archives et de débarras au PCL et la réception d'un microfilm des archives du Komintern. Le microfilm des archives du Komintern était complet à 90 pour cent. Lorsque je me suis rendu en 1995 à Moscou dans les archives du Komintern, j'ai eu accès aux documents manquants, qui portaient sur les finances du PCL et sur les conflits internes au groupe dirigeant, par exemple les divergences autour de la recension par Arthur Useldinger du livre d'André Gide, *Retour de l'URSS*. Nous avons pu travailler librement et s'il y a eu censure c'était de l'autocensure ou un manque d'esprit critique, les procès de Moscou par exemple sont plus ou moins passés sous silence. Ceci dit, des sources ont été utilisées de façon systématique et une certaine distance avec l'objet a été prise, qu'il s'agisse des origines du parti, des erreurs commises, comme l'incapacité à comprendre le caractère spécifique de l'action syndicale, la croyance qu'il suffisait d'importer le modèle soviétique, le sectarisme dans la forme du combat classe contre classe et les divergences concernant l'unité patriotique pendant la guerre. Le travail historiographique sur le parti communiste était aussi un moyen de remettre en cause des choses sans entrer en conflit avec la direction du PCL. Mon engagement au PCL était toujours un engagement avec une *restrictio mentalis.* Je ne me suis jamais fait d'illusions sur l'URSS et je ne pouvais pas me passionner pour ce qui s'y passait, mais j'ai toujours espéré qu'il y aurait un renouveau ou un retour aux sources. Je n'ai jamais non plus approuvé le fonctionnement interne du PCL, le fameux centralisme démocratique. Avec Guy Foetz et Jean Langers, on avait fondé un centre d'études marxistes, le Centre Jean Kill. C'était un peu une réserve d'intellectuels, mais aussi un moyen d'initier des débats dans le parti et de sortir un peu de notre petit cercle. J'ai aussi fait beaucoup d'entretiens avec des militants anciens qui ressentaient le besoin de parler, tels que les anciens volontaires de la guerre Espagne ou des militants qui avaient été déportés dans les camps de concentration, des gens de grande valeur. Mais je ne voulais jamais être l'historien officiel du parti.

« Mon engagement au PCL était toujours un engagement avec une *restrictio mentalis* »

Carte de membre du syndicat étudiant UNEF

Zu Gast

Scholdemécherei bei gudder Konjunktur

Roland Houtsch

Déi aktuell Regierung war ugetruede fir d'Staatsfinanzen ze sanéieren. Mat engem dichtege Spuerpak huet si och prompt de klenge Mann maximal belaascht. De Verloscht un Einnamen, bedéngt duerch d'Ewechbleiwen vun der TVA-Milliard aus dem elektroneschen Handel, huet si mat enger TVA-Erhéijung opgefaangen. Dat war eng total onsozial Mesure, well si déi Leit mat klengem Revenu proportional méi schlëmm trëfft, wéi déi Leit, déi sech manner Suergen ëm d'Suen maache mussen. Et war och eng onéierlech Mesure, well vun deenen dräi Koalitiounspartner keen esou eng Erhéijung ausdrécklech an de Walprogramm geschriwwen hat. Während d'LSAP domat däischter Undeitungen aus dem Walprogramm erfëllt, stinn Déi Gréng zimlech domm do: „Auch heute fällt ihnen [den regierenden Parteien] dazu nichts Besseres ein, als die Erhöhung der sozial ungerechten Mehrwertsteuer", steet am grénge Walprogramm. An d'DP schreift 2013 an hire Programm: „Allerdings bis heute ist unklar, ob eine Mehrwertsteuererhöhung überhaupt notwendig ist und welchen wirtschaftlichen und sozialen Gegeneffekt sie hätte." Ironescherweis steet dee Saz véier Zeilen iwwer engem Titel „Vertrauen wieder herstellen". Op mannst dat ass mat der TVA-Erhéijung an d'Box gaangen, DP!

De Roland Houtsch ass Sekretär vum parlamentaresche Grupp vun der Alternativ-demokratescher Reformpartei

D'Spuere war och net vu laanger Dauer. Knapps huet zu Lëtzebuerg d'Konjunktur ugezunn, war et domat nees eriwwer. Vergiess war d'Sanéierung vun den ëffentleche Staatsfinanzen. D'Regierung huet monter Geld ausginn. Den Defizit vun der Zentralverwaltung ass an der Ofrechnung awer duerch d'Iwwerschëss bei de Sozialkeesen an de Gemengen opgefaange ginn.

Net kaschéire ka Gambia allerdéngs, datt net nëmmen den Defizit vun der Zentralverwaltung mee virun allem och d'Staatsschold ënner dem Pierre Gramegna klëmmt.

Amplaz hir Politik mat deene räichlechen Einnamen ze finanzéieren, déi d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Keese spullt, ginn nei Kreditter opgeholl. D'Belaaschtung vun de Generatiounen no eis wiisst domat. Wéini, wann net an Zäite vu wirtschaftlechem Wuesstem, wär de Moment, fir d'Staatsschold ofzebauen, fir och emol Scholdkapital zeréckzebezuelen an net nëmmen d'Zënsen?

Mee konkret Mesure sinn net ze gesinn, ausser datt op Puff en Zukunftsfong opgebaut gëtt. An dee Fong komme geléinte Suen, déi dann eis Kanner a Kanneskanner zwar kënnen ausginn, mee och mussen zeréckbezuelen.

Um eigentleche Problem vu Lëtzebuerg, esou wéi et an alle Walprogrammer 2013 duergestallt ginn ass, huet sech näischt geännert. D'europäesch Gesetzgebung stellt nom E-Commerce ëmmer méi Lëtzebuerger Steiereinnamequellen a Gefor. D'international Reguléierung vum Finanzsecteur bleift en Damokles-Schwäert iwwer der Lëtzebuerger Wirtschaft. An d'Konsequenze vun deem enorme wirtschaftlech Wuesstem vun eisem Land ginn ëmmer méi schwéier ze bezuelen. Am däitlechste weist sech dat vläicht bei der Mobilitéit, wou Onsumme mussen investéiert ginn, fir datt d'Mënschen nach an eenegermoossen akzeptabelen Zäiten op hir Schaff kommen.

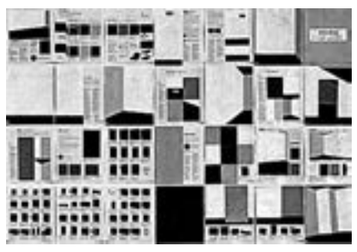
Wëllt een, datt d'Leit méi no bei hir Schaff wunne kommen, sinn nach méi grouss Ausgaben am Wunnengsbau virprogrammëiert. A wëllt een dann deene Leit, déi hei wunnen, gutt Infrastrukture bidden, soll een net schonn haut de Finanzéierungsspillraum vum Land duerch eng onverantwortlech a kuerzsiichteg Ausgaben- a Scholdepolitik op d'Spill setzen. A scho guer net zielen, et hätt een d'Finanzen am Gréff, wann een all Joer rout Zuele schreift.

D'ADR steet fir eng wäitsiichteg, konsequent Finanzpolitik. Austeritéitspolitik ass keng Äntwert. Mee déi aktuell Mëtschgiewegkeet mat Suen, déi net do sinn, ass sécher och keng Äntwert. Si wäert Gambia och kaum iwwer déi nächst Walen eraus retten.

tablo

Le dossier Esch 2022 est on ne peut plus politique, la journée de mardi l'a encore prouvé : alors qu'à l'intérieur, les nouveaux responsables politiques locaux des CSV, Déi Gréng et DP informaient la presse sur les décisions de l'asbl prises le matin, des acteurs culturels et des membres du LSAP et de La Gauche (à droite : le député Marc Baum) manifestaient leur solidarité avec les deux responsables du projet Janina Strötgen et Andreas Wagner. L'asbl a décidé, avec 9 voix contre 3, de leur proposer une prolongation de six mois de leur contrat – une sorte de période probatoire, alors que, en décrochant, le 10 novembre, l'O.K. du jury européen, on pourrait considérer qu'ils ont fait leurs preuves. Les trois voix dissidentes étaient celles des représentants du secteur culturel qui demandaient une embauche jusqu'en 2024. Le duo veut décider demain, après une réunion avec le maire Georges Mischo (CSV), s'il accepte ou non. **jh**

Land-Art



Figuration / abstraction

Jochen Gerner, mais bien sûr ! Dans notre série d'interventions d'artistes, réalisée en collaboration avec le Mudam et demandant à des artistes vivants de réagir à l'œuvre illustré d'Ad Reinhardt (*Hard to picture…* – jusqu'au 28 janvier 2018 au Mudam), Jochen Gerner s'impose comme une évidence. L'artiste français. né en 1970 à Nancy où il vit et travaille à nouveau actuellement, vient de la bande dessinée – beaucoup de gens reconnaîtront son style graphique direct et précis vu dans les *Inrocks*, *Libération*, *Le Monde* ou la *Zeit* –, il s'est de plus en plus tourné vers un travail plus conceptuel. Pour la série *Home* par exemple, dont le Mudam du temps de Marie-Claude Beaud a acquis, en 2008, une série de planches (photo), il a recouvert toutes les images du catalogue Ikea USA de formes géométriques, de sorte à en faire des œuvres abstraites. Exactement comme Ad Reinhardt, il combine ainsi conscience politique aiguë – ce que prouvent ses dessins de presse, qu'il continue à réaliser – et recherche d'un univers poétique propre. Dans le *Land* d'aujourd'hui, en page 17, nos lecteurs trouveront donc une de ces œuvres plus poétiques de Jochen Gerner, l'*Atlas des alpes*, une réinterprétation graphique des phénomènes naturels et des paysages observés en haute montagne – de l'art accessible à 4 euros. **jh**

Politique

Le sexisme du marché de l'art…

…vient d'être confirmé par une étude du professeur Roman Kräussl de la Luxembourg School of Finance. Les prix du second marché étant majoritairement fixés par des hommes, les prix des œuvres d'artistes-femmes évoluent catégoriquement sous ceux de leurs pairs masculins. CQFD. **jh**

Fausti à Dubaï ?

Maggy Nagel est en poste depuis deux ans en tant que commissaire générale du pavillon luxembourgeois à l'exposition mondiale de Dubai en 2020 et en avril de cette année, le bureau Metaform de Shahram Agaajani a été choisi pour la conception du pavillon, pour un budget global de 2,5 millions d'euros (photo de la maquette : TPC). Ayant entendu que certains artistes avaient déjà été contactés pour participer au thème du *Resourceful Luxembourg*, le *Land* a voulu en savoir plus : quel concept, quel programme culturel, qui choisit et selon quels critères ? Ce qu'on a réussi à apprendre en deux semaines (!) : le ministère de la Culture n'est nullement impliqué et le Groupement d'intérêt économique reviendra vers nous dès qu'il aura trouvé la réponse… **jh**

Politique

Ich habe fertig

La réhabilitation du Bâtiment Mansfeld, un des plus anciens de la ville, car remontant au XVI[e] siècle, en nouveau ministère des Affaires étrangères aura été la dernière tâche du Fonds de rénovation de la Vieille Ville (ici, Serge Hoffmann, président du Fonds, à gauche, avec le ministre Jean Asselborn, découvrant lui-même les lieux, lors de la présentation à la presse début mars de cette année). Le fonds « sera dissout au 1[er] janvier 2018 » lit-on brièvement dans la rubrique « actualité » de son site internet. Le gouvernement en conseil devait adopter le règlement grand-ducal afférent dans sa réunion de ce mercredi, avant publication au *Mémorial*. « Nous pouvons dissoudre le Fonds Vieille Ville parce que sa mission est terminée », confirme Serge Hoffmann vis-à-vis du *Land*. Institué par une loi de 1993 pour une durée initiale de dix ans, il devait restaurer, transformer ou adapter des immeubles historiques de plusieurs îlots de la Vieille Ville pour le compte de l'État, parce qu'un établissement public est plus flexible et plus rapide que ne le sont souvent les administrations. Ainsi, le Fonds a notamment géré les chantiers de réaménagement du Musée national d'histoire et d'art, celui du Conseil d'État, celui de l'ancienne clinique Saint Joseph ou celui de la Gëlle Klack. Sa durée de vie avait été prolongée deux fois ; elle aurait atteint la troisième échéance en août 2018. Les deux salariés et demi du Fonds ont trouvé de nouveaux emplois auprès de l'Administration des bâtiments publics, du Fonds Kirchberg et d'une commune respectivement. Le parc immobilier que le Fonds gérait pour le compte de l'État, sera versé à l'Administration des bâtiments publics, qui devra négocier de nouveaux contrats de location, par exemple avec le restaurant House 17 ou des locataires privés. Bien que la Cour des comptes ait toujours trouvé des incongruités administratives – des sommes énormes parquées sur des comptes courants par exemple, à relire dans son dernier rapport de contrôle – le Fonds Vieille Ville a réussi à faire un relevé très précis du patrimoine historique et l'a restauré dans une esthétique respectueuse du label Unesco. Pas mal comme bilan. **jh**

Hype

Bazar international, djeunz

La neige, la dinde, l'arbre de Noël, le vin chaud et le patin à glace au Knuedler – c'est la saison des fêtes de fin d'année, même la diaspora branchée revient pour réveillonner avec papa-maman et la fratrie qu'on ne voit plus jamais. Si vous avez donc râté la Luxembourg Art Week, le Bazar de la Croix-Rouge, le Bazar international ET le Marché des créateurs du Mudam, il vous reste une dernière occasion pour trouver un cadeau original : le *Troc'n Broll* des Rotondes. S'étendant désormais sur deux soirées, aujourd'hui, vendredi 15, et demain, samedi 16 décembre, ce « troc artistico-foutraque » cher au cœur du directeur Steph Meyers (qui l'a importé de partout ailleurs) permet non seulement de découvrir des œuvres originales d'artistes locaux – traditionnellement beaucoup de photo, de dessin et de bricolage –, mais aussi de les acquérir de manière originale, soit en les troquant. Non contre de l'argent, mais des propositions de services, d'échange d'autres œuvres ou …du grand n'importe quoi. La plupart des gens n'ont d'autres idées que de faire la cuisine, mais les artistes sont libres de décliner l'offre (photo : TPC). En fait, on y va surtout pour en être et voir les copains. Ce soir, on pourra en outre assister au concert-*release* de Cyclorama et demain à celui de Raftside. **jh**

Luxemburgensia

Chandeleur avant l'heure

Non, tout ne peut pas se traduire littéralement dans une autre culture. Ainsi, le livre *1001 Paangecher fir de Mound*, une adaptation luxembourgeoise de *1001 crêpes pour la lune* (publié en 2005) vient de paraître pour la Saint Nicolas chez Zoom Éditions à Differdange. Mais en fait, il serait plus adapté à la *Chandeleur*, la « fête des chandelles », lors de laquelle les Français ont pour habitude de manger des crêpes. Ce n'est pas le cas des petits Luxembourgeois, pour lesquels cette journée du 2 février est le *Liichtmëssdag*, une fête des lampions plutôt. Mais peu importe, le livre de Catarina Michelini (Claudine Furlano de son vrai nom) est charmant, une sorte de « Hänsel et Gretel en Égypte » : par bonté, un petit garçon aide une femme à porter son eau, mais elle s'avère être une sorcière et l'emprisonne pour le manger. La sœur, qui arrive à s'enfuir, se fait offrir une recette miracle par la lune : la sorcière n'arrivera pas à résister aux crêpes et en mangera 1001, ce qui lui sera fatal. Le livre illustré est accompagné de recettes de cuisine, ainsi que d'explications type Wikipedia dans un luxembourgeois parfois approximatif (18 euros). **jh**

Photographie

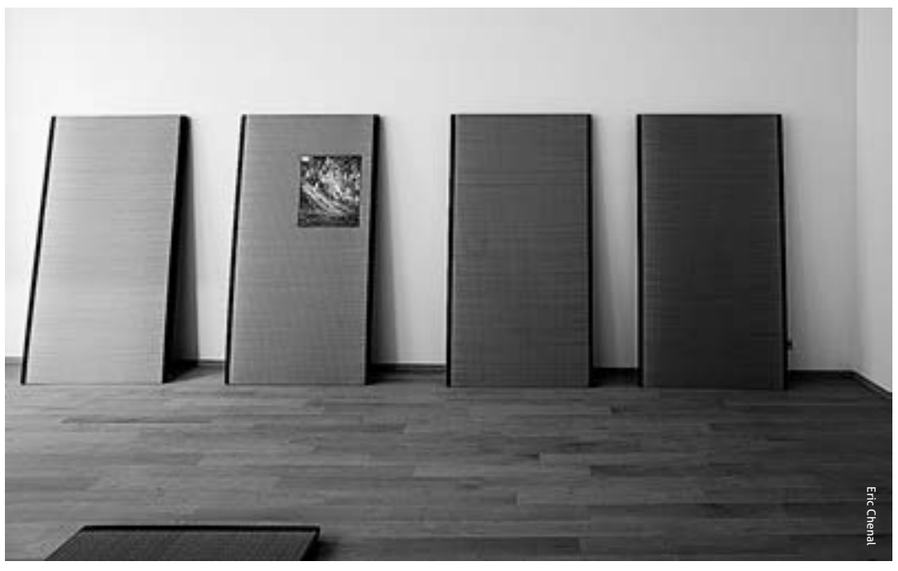
Images de lumière

Marianne Brausch

Avec son exposition solo *Paintings*, Eric Chenal livre un travail d'artiste accompli. Entamé avec *White Inside #1* au Casino-Luxembourg et ses photographies du chantier de la rénovation de l'aile Wiltheim au Musée national d'histoire et d'art. Peut-être fallait-il plusieurs facteurs réunis pour arriver, de la part d'un « photographe qui cherche la lumière », à ce travail de plasticien accompli. Aussi faut-il saluer d'emblée le moteur qu'est Alex Reding, qui, dans le cas de Chenal, a non seulement semé la petite graine pour un travail ultérieur, mais a quasiment été le déclencheur instantané à la carte blanche de la présente exposition dans l'espace *Projects* de la galerie du *Fëschmart*.

L'autre élément essentiel est la rencontre du photographe avec l'héliograveuse Fanny Boucher. La jeune femme, qui est la dernière artisan d'art à travailler le procédé technique de l'héliogravure, invita Eric Chenal à l'accompagner cette année au Japon pour suivre son intervention sur une armure de samouraï. On rappellera au passage que les dernières publications héliogravées de la part de photographes remontent aux années 1950 par le photographe américain Paul Strand, et plus près de nous, avec le français Willy Ronis en 1994.

Ces conditions étant réunies, on assiste de la part de Chenal à une expression rare de photographie abstraite ou à un exercice d'art plastique par un photographe. Un diptyque représente des formes à la fois fluides et rappelant néanmoins la géométrie primaire (on n'oublie pas l'amour d'Alex Reding pour les expressions architecturées), montre une ombre très présente, mais la couleur jaune néanmoins éclate. Ces pièces de soixante sur 90 centimètres sont lisses et sensuelles comme un corps en mouvement, tandis que sur la cimaise à côté, on s'enfonce dans un espace de matières en fusion, orangées (150 sur 90 centimètres).


Eric Chenal

On assiste de la part de Chenal à une expression rare de photographie abstraite ou à un exercice d'art plastique par un photographe

Alliance de la photographie et des arts plastiques : le pari réussi d'Eric Chenal chez Nosbaum Reding

Eric Chenal illustre le procédé de l'héliogravure de manière littérale dans l'ensemble de dix images mises en scène sur le mur opposé. Il s'agit en effet ici de prises de vue de l'insoleuse de Fanny Boucher. Chenal a « attrapé » le rayon lumineux et ces dix radiographies fixent un moment de lumière en mouvement, dans un arrêt sur image qui va de l'éblouissement jusqu'au noir, en passant par les nuances du bleu et du violet, à l'opposé du spectre de lumière des tons chauds d'en face…

On peut arrêter la visite dans cette première salle et se dire que Chenal a atteint le but de sa recherche, effacé avec brio les limites entre photographie et arts plastiques. La suite fait en effet partie de son histoire personnelle : un tronc d'arbre touché par un rayon de lumière qu'il a capturé lors d'une promenade dans la forêt ardennaise (trois héliogravures sont exposées ici sur une série de vingt). – Eric Chenal lui-même, foudroyé par la grâce de l'instant, tel Gustave Le Gray photographiant sur le motif dans la forêt de Fontainebleau au XIX[e] siècle ? Trois héliogravures sont exposées ici sur un tirage de vingt exemplaires.

Mais Eric Chenal est ainsi fait qu'il montre tout, passionnément, du coup de foudre, métaphoriquement le tronc d'arbre frappé par la lumière en forêt, à l'éloge de l'esthétique de la pénombre – on sait Chenal un des fervents adeptes de *L'Éloge de l'ombre* de l'auteur japonais Tanizaki. L'espace arrière de la galerie est transformé en petit temple personnel à la manière des Shogun. Est montrée ici, telle une présence tutélaire, la matrice originale héliogravée, la plaque de cuivre représentant l'arbre, mordue par l'acide. À la manière de la première photographie par Nicéphore Niépce.

L'exposition *Paintings* d'Erich Chenal est à voir à la galerie Nosbaum Reding Projects, 4 rue Wiltheim, jusqu'au 6 janvier 2018. Ouvert du mardi au samedi de 11 à 18 heures ; *www.nosbaumreding.lu*

Cinéma

Une fureur blanche

La banlieue résidentielle américaine, fantasme de scénariste. Ses petites rues perpendiculaires, ses porches, ses voisines toujours bien coiffées qui se saluent sur des pelouses tondues au millimètre après l'exode quotidien des maris vers la ville. Le cinéma, les téléfilms et les séries s'emparent régulièrement de cette bulle de l'*american way of life* pour en extraire le pire. Le modèle de perfection vantée par les promoteurs de Suburbicon, à la fin des années cinquante, a lui aussi du plomb dans l'aile. La carte postale semble s'assombrir le jour où le facteur s'aperçoit qu'une famille de Noirs vient de s'installer dans le quartier. Stupeur des habitants, pétitions, érection de clôtures, émeute. La diversion est parfaite. Car dans une de ces maisons se joue un drame bien plus pernicieux. Chez les Lodge, le jeune Nicky (Noah Jupe) voit le mensonge de son père (Matt Damon) enfler jusqu'à l'outrance : sa tante (Julianne Moore) et lui n'auraient-ils pas fait assassiner sa mère (la même Julianne Moore) lors d'un simulacre d'agression collective à domicile ? La tragédie déborde de mauvais revers pour Gardner, le père de famille, la faute à l'argent, toujours. Alors que dehors, la ville entière s'en prend aux nouveaux voisins, à l'intérieur, Nicky est le témoin de l'absurdité des adultes.

De quoi *Suburbicon* est-il le nom ? D'abord de ce rêve blanc bientôt rouge sang

De quoi *Suburbicon* est-il le nom ? D'abord de ce rêve blanc bientôt rouge sang. D'un scénario jamais réalisé par la fratrie Coen. Du nouveau film de Georges Clooney. Il est surtout ici synonyme d'un ratage à tous les niveaux. L'intrigue ne sera pas sans rappeler *Fargo*, l'œuvre majeure des frères cinéastes : les ambitions égoïstes, les conséquences oubliées, les décisions forcément mauvaises. Ici, le scénario, remanié par Clooney et son collaborateur Grant Heslov, glisse sans ruptures, sans surprises. Les personnages subissent les évènements perturbateurs sans sourciller, qu'il s'agisse de personnages, comme les malfrats ou l'expert en fraude de l'assurance, ou, en dernier recours, d'un camion lancé à pleine vitesse. La trame est lisible dès les premières minutes, désœuvrant le spectateur. Une transparence doublée d'une naïveté affligeante et d'un laïus dangereusement superficiel sur la ségrégation. Les voilà, ces gros bourrins de l'Amérique, portraits miroir des contemporains trumpistes, oh, les vilains racistes, oh, les vilaines émeutes, voilà, c'est déjà tout. Dans la maison d'à côté, on caricature aussi davantage qu'on ne raconte. Les personnages n'existent jamais, ils ne sont que les figures décaties d'un modèle sociologique déjà tant – et mieux – exploré. Les acteurs ne peuvent alors que surjouer, désincarnant totalement cette histoire. La mise en scène de Georges Clooney ne dit pas autre chose et reste sage, bien lisible. S'il installe parfois sa narration à hauteur de l'enfant, coupant les têtes des figures de l'autorité ou d'en faire ressortir toute la monstruosité à l'aide de plans en contre-plongée, il abandonne son dispositif au bout de deux plans pour revenir à un langage cinématographique très lisse, s'écartant définitivement du style des Coen pour n'en donner qu'une copie presque parodique.

Suburbicon a tout du film de cinéphile doté de gros moyens, attentif aux détails, mais sans réel discours. En guise de comédie noire, Georges Clooney ne sert qu'une dénonciation bien ordonnée, politiquement correcte et terriblement ennuyante.
Marylène Andrin-Grotz

Fotografie

Poesie der Camargue

Boris Loder

Ausgesprochen frisch wirkt die Ausstellung *Lucien Clergue – Poète photographe* im Ratskeller des Cercle Cité, kuratiert von Anne Clergue, Tochter des Fotografen, und unter der Projektleitung von Anouk Wies. Pastellfarbene Wände bilden einen attraktiven Hintergrund für die in Holzrahmen eingefassten Schwarzweißfotografien; die Anordnung der Wände zeichnet den Rundgang durch den Ratskeller neu. Der Zugang erfolgt über die Place d'Armes, von wo der Besucher über einen Gang in den Ratskeller gelangt, entlang dem die Biografie des 2014 verstorbenen Fotografen grafisch anschaulich in Form einer bebilderten Timeline dargestellt ist.

Die Bilder sind nach den wichtigsten Themen des aus Arles stammenden Fotografen sortiert. Der Rundgang beginnt mit den *gitans* aus der Camargue; der junge Clergue war fasziniert von dem fahrenden Volk und dessen Lebensstil. In der Camargue lernte er zudem José Reyes, Gründungsmitglied der Gypsy Kings, kennen. Neben einzelnen Momenten der Trauer stellen die Bilder ein sorgenfreies Leben dar, sie zeigen tanzende Frauen und Kinder, umringt von musizierenden Herren. Die schattig-kontrastreiche Fotografie eines kostümierten Affen aus dem Jahr 1953, dem neugierige Kinder durch eine Straße folgen, bezeichnete Clergue als sein „erstes gutes Foto".

Der väterlichen Freundschaft Picassos, die Clergue entscheidend förderte und anspornte, wird die Ausstellung gerecht mit einer Reihe teils spontan wirkender, teils repräsentativ-inszenierter Aufnahmen des Malers in seinem Studio oder im privaten Umfeld. Es war Picasso, der Clergue ermutigte, seine abstrakten, sehr grafischen Landschaftsfotografien von den Stränden der Camargue weiterzuverfolgen. Eine lange, dicht behangene Wand ist dieser Serie gewidmet. Clergues träumerische Liebe zur Natur spiegelt sich in den reduzierten und kontrastreichen Sonnenreflexionen und Wellenstrukturen wider, denen trotz der Farblosigkeit eine faszinierend dichte Lichtstimmung zu eigen ist. Es sind diese Bilder, die dem titelgebenden poetischen Anspruch im besten Sinne nachkommen.

Der gleichen Machart folgen die ausgestellten Aktfotografien, denen sich Clergue ab 1955 zuwandte. Auch sie sind gekennzeichnet von Minimalismus, Reflexionen und Schatten. Die zeitlosen Bilder zeigen keinerlei Gesichter der Frauen, sondern konzentrieren den Blick auf deren Torsos, die vom glitzernden Meer umspült werden. Ästhetisch ähneln die Bilder dank der kurvenhaften Formensprache deutlich Clergues Darstellung von Landschaften.

1957 machte Picasso Clergue mit Jean Cocteau bekannt, der wie der Maler das Potenzial des Fotografen erkannte und zu einem Mentor Clergues wurde. So sind eine Reihe surrealer Traumszenerien mit dem Regisseur ausgestellt, die Clergue während der Dreharbeiten zu *Orphée* fotografierte und die Cocteau neben seinen mythischen Figuren zeigen.

Die Verbindung mit Edward Steichen bildet den Aufhänger für eine repräsentative Ausstellung über Lucien Clergues Lebenswerk in Luxemburg

Den für seine Karriere wohl bedeutsamsten Förderer fand Clergue 1958 mit Edward Steichen. Steichen, Direktor der Fotografieabteilung des New Yorker Museum of Modern Art, erwarb zunächst einige repräsentative Fotografien und lud den damals erst 27-jährigen Clergue schließlich ein, in der Gruppenausstellung *Diogenes with a Camera V* im MoMA auszustellen. Für Clergue bedeutete das einen gewaltigen Karrieresprung in Übersee und Europa. Von der Entwicklung der Freundschaft zeugen in der Ausstellung die Korrespondenzen und Notizen, die neben Artefakten wie Clergues Reisepass erstmals öffentlich zu sehen sind.

Die Verbindung mit Steichen bildet den Aufhänger für eine solch repräsentative Ausstellung über Clergues Lebenswerk in Luxemburg. Dass Steichen ab seinem zweiten Lebensjahr in den USA lebte und eine Beziehung zu seinem Herkunftsland lange Jahre nicht bestand, lässt diese „Wiedervereinigung im selben Land" (Anne Clergue) zwar ein wenig forciert wirken. Jedoch war Clergue selbst mehrfach in Luxemburg zu Gast; für Ausstellungen in der Galerie Clairefontaine, die seine Bilder derzeit ebenfalls zeigt, aber auch für Vorträge im Cercle Cité.

Clergues wichtigste Erfolge waren 1969 die Gründung der *Rencontres internationales de la photographie* in Arles, dem heute weltgrößten Fotofestival, und 2006 die Gründung einer fotografischen Abteilung an der Pariser Académie des Beaux-Arts. Im selben Jahr folgte er dem Ruf an den ersten Lehrstuhl für Fotografie am Institut de France. Steichen und Clergue verband somit eine noch bedeutsamere Gemeinsamkeit: die Bestrebung um die Anerkennung der Fotografie als Kunstform. Die außerordentlich schön gestaltete Repräsentation der Bilder im Ratskeller kommt diesem Anspruch auf jeden Fall nach.

Lucien Clergue – Poète photographe im Ratskeller des Cercle Cité. Bis 14. Januar 2018, 11 bis 19 Uhr. Führungen jeden Samstag um 11 Uhr. Eintritt frei. Katalog in der Ausstellung erhältlich. *http://cerclecite.lu*

Boris Loder

Jean Cocteau (links) und Pablo Picasso waren Mentoren Clergues und nehmen einen wichtigen Platz in der Ausstellung ein

Politique culturelle

Noces d'étain jazzesques

Kévin Kroczek

Dix ans déjà ! Ont été fêtées en grande pompe les noces d'étain entre Dudelange et son centre culturel, témoin privilégié, une décennie durant, de l'histoire d'amour vécue entre les concerts de jazz qui y sont organisés et l'irréductible public autochtone. Pour marquer le coup, quatre soirées ont été proposées à Opderschmelz, sur deux semaines.

Les équipes de Danielle Igniti ont lancé les hostilités en programmant le premier décembre *The Ods residents*, succession de trois concerts d'artistes jazz luxembourgeois qui ont bénéficié un jour ou l'autre d'une résidence artistique dans les lieux. Ainsi la soirée s'est ouverte sur *Lux Project : missing sigi*, projet commun de Jeff Herr, Michel Reis et Marc Demuth, et s'est prolongée avec des sets du Pit Dahm trio et du Pol Belardi's Force. En somme, une multitude de jeunes talents, trop lisses selon les mauvaises langues, mais toujours efficaces sur scène. Le 3 décembre, changement de registre, une partie des musiciens d'United instruments of Lucilin a présenté *Bach and present*, mix entre musique classique et nouvelle. Le 7, c'est Pascal Schumacher, bien accompagné, qui a réinterprété son répertoire. Enfin, le samedi 9 décembre, les spectateurs présents ont eu la chance de vivre un concert dantesque, celui du duo formé entre Benoît Martiny et Michel Pilz, mais nous y reviendrons. Retour sur la seconde moitié des quatre shows proposés au public.

Jeudi 3 décembre donc, le grand auditoire est bondé, le gratin de la scène culturelle du pays est présent pour voir et écouter l'un des leurs, le vibraphoniste Pascal Schumacher, une des figures de proue du jazz autochtone. Lui a été proposé de réécrire certains de ses morceaux, dont bon nombre ont été joués dans le temple dudelangeois au cours de la décennie. Pour l'occasion, il partage la scène avec le Quatuor Adastra composé de Julien Moquet et Natasia Dugardin aux violons, Marion Abeilhou à l'alto et David Poro au violoncelle. Tous sont rejoints périodiquement par Aniela Stoffels à la flûte. Après vingt minutes d'attente, le spectacle débute enfin par *Start here*, trépidante composition originale pour le quatuor à cordes. Un intriguant leitmotiv joué en canon se déroule durant plusieurs minutes. Au climax, les cordes se raidissent et se taisent pour laisser place aux touches du vibraphone. Ensorcellement, effluves de notes colorées mais inquiétantes. Une heure et demie durant les morceaux défilent et sont entrecoupés par des interventions, interminables mais amusantes, du vibraphoniste. Les cinq musiciens qui l'accompagnent font le job, c'est impeccable. Quelques ombres au tableau, des utilisations hasardeuses et anecdotiques d'effets sonores. Par ailleurs, la moitié du temps, Pascal Schumacher délaisse ses baguettes pour se mettre au piano. Son plaisir est, il est vrai, communicatif, cependant le constat reste simple : n'est pas grand pianiste qui veut. Être un virtuose du vibraphone, c'est déjà pas si mal, après tout.

Kévin Kroczek

Michel Pilz avec Itaru Oki (à gauche) et Pascal Schumacher en concert

Le samedi soir, tous les sièges ne sont pas occupés, mais qu'à cela ne tienne, le show est assuré. Le batteur Benoît Martiny et le clarinettiste Michel Pilz présentent leur projet commun *De Gudde Wëllen*. Ils entrent en scène sous des applaudissements encore timides. Roulement de tambour, la clarinette basse retentit, les cymbales s'entrechoquent, les deux musiciens effectuent un ping-pong musical tonitruant. Durant un morceau, le trompettiste Itaru Oki rejoint très discrètement les deux comparses jusqu'à ce que sa trompette résonne. Il change régulièrement d'instrument, d'une double flûte à des cuivres insolites qui partent dans tous les sens, l'harmonie est totale. Les applaudissements s'intensifient. Steve Kaspar est aussi présent dans un coin de la scène, ses effets sonores sont plutôt en adéquation avec l'ambiance. Par ailleurs la scénographie est elle aussi irréprochable et tranche avec les quelques effets de lumières habituels, usés jusqu'à la moelle (sans rancune). Benoît Martiny, qui avait habitué les spectateurs à offrir un jeu très dynamique sur ses compositions plutôt rock via son band, prouve qu'il est tout autant capable de s'affirmer dans du jazz pur jus. Concernant Michel Pilz, sa clarinette basse et son *free jazz*, c'est évidemment sans commentaire car toujours aussi jouissif.

La soirée se termine au bar. Les bougies ont été soufflées, le rendez-vous est pris pour les noces de porcelaine.

opderschmelz.lu/agenda.

Le centre culturel régional Opderschmelz de Dudelange fête ses dix ans – en musique, bien sûr

Cinémasteak

Du cinéma comme un acte de foi

Loïc Millot

La Cinémathèque de la Ville du Luxembourg présente la seconde partie de la rétrospective dédiée à Andreï Tarkovski (1932-1986). L'occasion de découvrir les trois derniers films réalisés par ce grand poète du cinéma – *Stalker, Nostalghia* et *Le Sacrifice.*

Expérience sensorielle abyssale, qui tient à la fois de la mystique et de la métaphysique, *Stalker* (1979) est certainement le plus connu des films de Tarkovski. Cette fable initiatique repose sur une trinité de personnages ayant valeur allégorique : la Science est représentée par le Professeur (Nikolaï Grinko), l'Art par l'Écrivain (Anatoli Solonitsine), et la Foi par le Stalker (Alexandre Kaïdanovski). Ce dernier, bien qu'il soit continuellement effacé, méprisé et humilié par les deux autres compères, est bien le protagoniste de ce film. Un (anti-)héros tapis dans l'ombre cher au cinéaste, qui a toujours érigé, en « bon chrétien », la faiblesse contre la force, l'humilité contre la volonté de puissance, et la foi contre le règne du matérialisme et de la Raison. Cet art au service de la spiritualité chrétienne ne pouvait que déplaire aux autorités soviétiques. Après les écueils rencontrés sur *Andreï Roublev* et *Le Miroir*, Tarkovski est convaincu que le régime est hostile à sa liberté de création.

Comme dans toute quête initiatique, le cheminement vaut (presque) davantage que la destination. Le verbe anglais *to stalk* désigne précisément la démarche qui caractérise l'avancée prudente du chasseur. L'intrigue consiste, pour les trois pèlerins, à suivre les traces, les empreintes, les signes offerts par les phénomènes surnaturels qui se produisent au cours de leur traversée de la Zone. La droite voie a été perdue, au profit de nombreux détours aventureux. Les épreuves rencontrées en chemin servent précisément à éprouver les personnages dans leur foi, leurs sensibilités et leurs savoirs. La finalité de l'expédition – atteindre, au centre de la Zone, la Chambre où tous les désirs peuvent être exaucés – est vaniteuse. En s'enfonçant dans la Zone jusqu'à l'épuisement, c'est au fond d'eux-mêmes que les trois pèlerins sont allés. Libre adaptation du roman de science-fiction des frères Strougatski (*Pique-nique au bord du chemin*, 1972), *Stalker* convoque tout à la fois la *Passion du Christ, la Divine Comédie* de Dante, mais aussi *Dersou Ouzala* (1975) d'Akira Kurosawa, film que Tarkovski admirait parce qu'il lui rappelait l'expédition géologique à laquelle il prit part en Sibérie (une expérience qui fut à bien des égards initiatique pour le jeune Tarkovski).

Placée sous le sceau de Jean-le-Baptiste (la figure du saint, extraite du retable de *L'Adoration de l'agneau mystique* de Jan van Eyck, est insérée au cours du film), la traversée de la Zone prend la forme d'une longue immersion baptismale. Les conditions désastreuses dans lesquelles le film a été réalisé vont jeter rétrospectivement une ombre funèbre sur cette traversée. L'usine hydroélectrique près de Tallin (Estonie) où le tournage s'est déroulé n'avait pas été désaffectée. Conséquences : les membres de l'équipe ont été contaminés par ses eaux polluées. Une grande partie d'entre eux mourront au cours de la décennie suivante. L'acteur Anatoli Solonitsine décède en 1982 d'un cancer des poumons, suivi du cinéaste lui-même, emporté par la même maladie en 1986.

Là où *Stalker* est un film baptismal, *Nostalghia* (1983) est un film marial, c'est-à-dire centré sur la figure maternelle de la Vierge Marie. Tarkovski a dédié *Nostalghia* à sa mère, qui se prénomme justement... Maria. Tourné en Italie, le film débute par une scène de piété populaire : un rite de l'enfantement. En vue d'obtenir une promesse de fécondité, des femmes revêtant le fichu s'inclinent devant la *Madonna del Parto* peinte par Piero della Francesca au XVe siècle. La fresque, qui représente une « Vierge dans l'attente de l'Accouchement », sera tout au long du film opposée à la sensualité affichée par la belle Eugenia (Domiziana Giordano). Tout le processus engagé par la fable va consister à convertir la païenne en figure mariale afin que celle-ci puisse engendrer miraculeusement un enfant. Ne nous laissons pas cependant éblouir par la virtuosité technique du cinéaste. La forme moderne que ses films revêtent véhiculent paradoxalement un contenu conservateur et traditionnel : la famille, le foyer, la patrie, la chrétienté orthodoxe sont les piliers de son idéologie russophile.

Tourné en Suède, non loin de là où vivait Ingmar Bergman, *Le Sacrifice* (1985) est le seul film que Tarkovski ait réalisé en situation de dissidence. Plus jamais il ne reverra son pays. *Le Sacrifice* a acquis depuis une aura prophétique en ayant préfiguré la catastrophe nucléaire de Tchernobyl survenue au mois d'avril 1986. C'est cette menace totalisante qui pèse sur l'humanité que la guérison de Petit-Garçon devait annuler au terme du film...

Magie noire, miracle cinématographique, ou simple concours de circonstances, les deux extrémités de la filmographie de Tarkovski se rejoignent pour parachever un cycle. Le premier plan de *L'Enfance d'Ivan*, dans lequel la caméra s'élevait pour atteindre la cime d'un arbre, coïncide avec le dernier plan du *Sacrifice*. Le temps de la rétrospective Tarkovski, les salles obscures de la Cinémathèque deviendront des églises orthodoxes ; et les spectateurs, quelles que soient leurs confessions, seront invités à croire aux images qui leurs sont présentées. Rarement on aura donné un sens aussi absolu à l'expérience cinématographique.

Au programme de la rétrospective Tarkovski : *Le Sacrifice*, le mardi 19 décembre à 20h30 ; *Nostalghia*, le jeudi 21 décembre à 18h30, à Cinémathèque de la Ville du Luxembourg, place du Théâtre.

À propos de la rétrospective Andreï Tarkovski à la Cinémathèque, deuxième partie

Stalker **(1979) est certainement le plus connu des films de Tarkovski**

L'immigration dans le football luxembourgeois

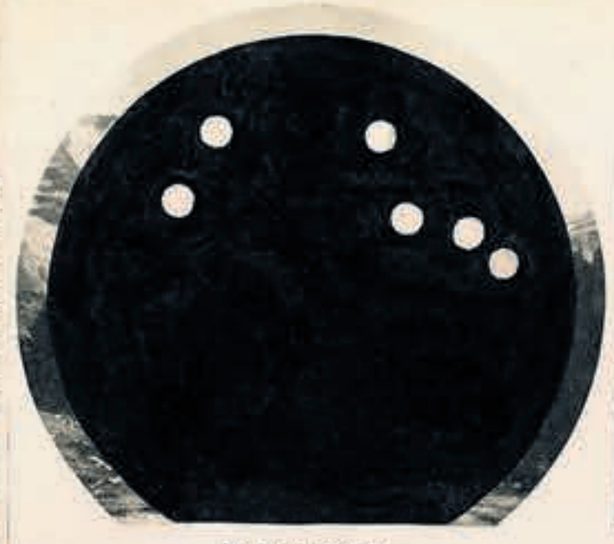
Influence du football de rue et du football en club sur l'inclusion des immigrés

Le mémoire du jeune historien Jean Ketter, dirigé par Denis Scuto à l'Université du Luxembourg et primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps, analyse en détail les différentes vagues d'immigration au Luxembourg à partir de la fin du 19e siècle, en particulier dans le Bassin minier. Il revisite le mythe de l'intégration soi-disant facile des premiers Italiens par le sport alors que cette intégration a été plutôt le résultat d'un faisceau d'éléments dont la scolarisation au Luxembourg, la vie professionnelle ou le mariage.

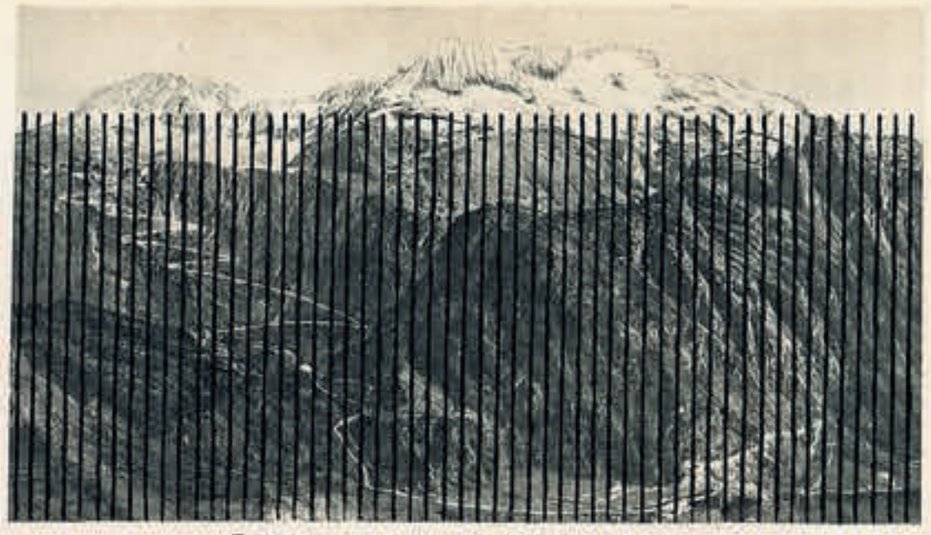
Dans ce contexte le football de rue a permis aux jeunes immigrés d'entrer en contact quotidien avec leurs camarades luxembourgeois. Quant à l'immigration portugaise, déjà férue de football au pays d'origine, elle a dû faire le détour difficile par un championnat propre pour s'intégrer ensuite pleinement au monde sportif et dans la société luxembourgeoise. L'étude de joueurs originaires d'ex-Yougoslavie et d'autres joueurs étrangers engagés par des clubs luxembourgeois complète le tableau.

Le livre de 260 pages richement illustrées est disponible en librairie au prix de 25 euros ou peut être commandé en ligne sur *www.land.lu*, par téléphone 485757-32, courriel *land@land.lu* ou fax 496309.

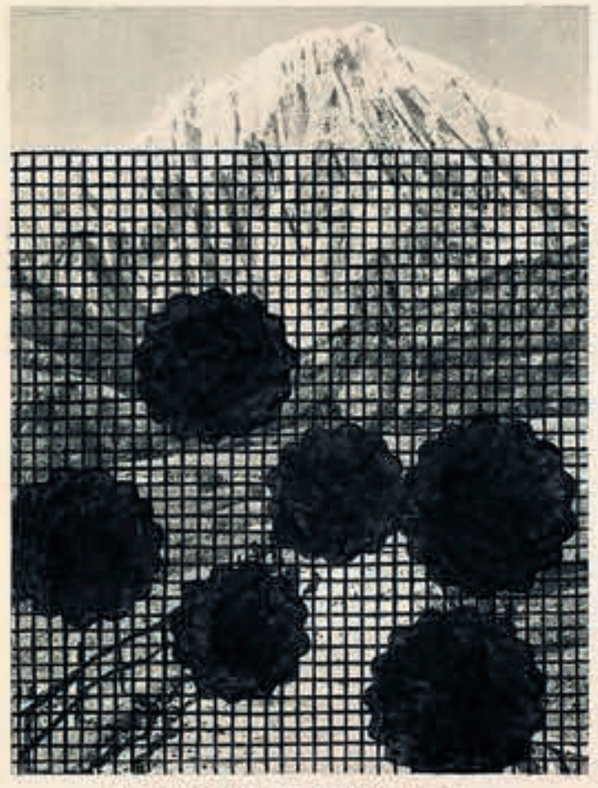
Cortina et les Dolomites



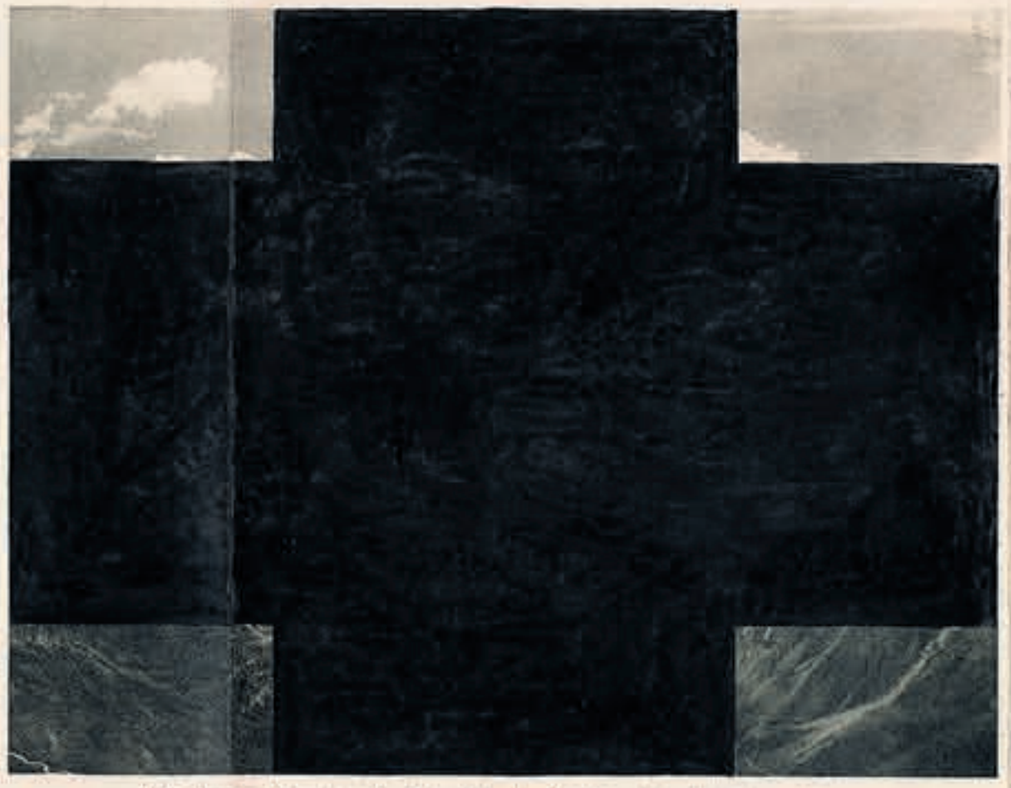
Le Mont Cervin



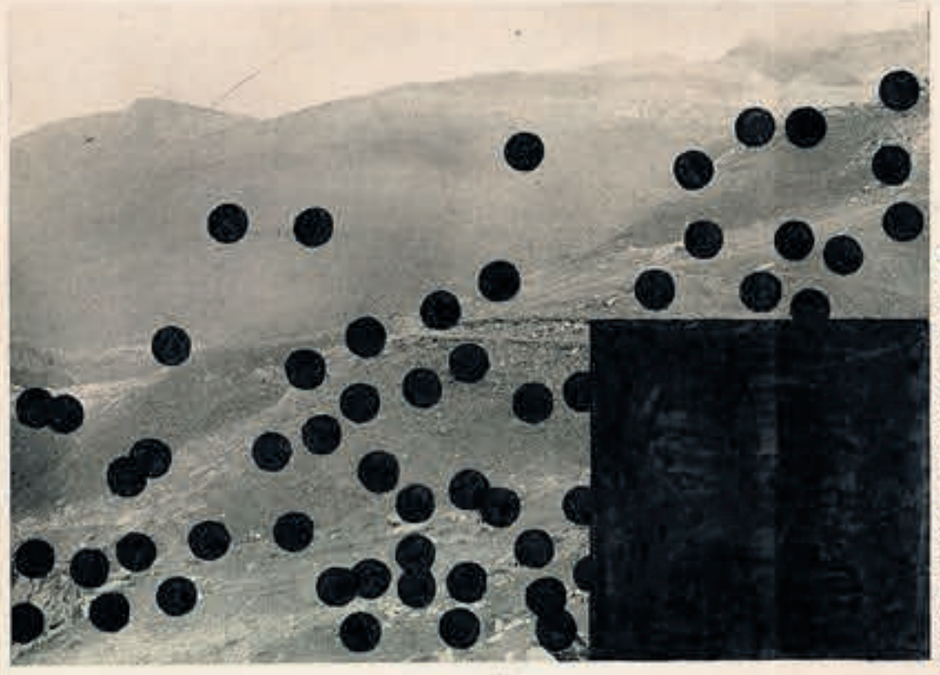
Route en lacets dans les Alpes du Piémont



Le Mont Blanc vu du Val d'Aoste



Un glacier alpin dans le Massif de la Bernina (*Photo Wehrli, Comon & C.*)



Alpage d'été

Dans les Grisons

Effets de l'érosion dans le Haut Adige

Partie centrale du Lac Majeur avec les Iles Borromées

Le Rothorn près de Schröcken (Vorarlberg) (*Photo Reichler*)

Dans les Alpes Rhétiques (Arosa) (*Photo Brandt*)

Jochen Gerner

Poste vacant

L'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou (Burkina Faso)

désire recruter

1 secrétaire (m/f) recruté(e) sur place, poste à mi-temps.

Profil demandé :
- Être titulaire soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un certificat d'études reconnues équivalentes ;
- Parfaite maîtrise orale et écrite de la langue française, des bases d'anglais sont considérés comme un atout ;
- Des études et/ou une expérience professionnelle préalable dans le domaine de l'administration ou du secrétariat ; une expérience dans un domaine lié à la coopération au développement, à la diplomatie/politique, à la communication ou à des projets de la société civile seraient un atout ;
- Sens de l'initiative et aptitude à travailler de manière indépendante au sein d'une équipe motivée ;
- Maîtrise parfaite des outils bureautiques (MS Office).

Les candidatures sous forme de lettre de motivation, munies d'un curriculum vitae, de copies des diplômes et d'une photo d'identité sont à adresser pour le 22 décembre 2017 au plus tard au
Ministère des Affaires étrangères et européennes
Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire
6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
ou à envoyer à l'adresse e-mail :
malou.felten@mae.etat.lu.

Pour tout renseignement supplémentaire, les candidat(e)s intéressé(e)s voudront prendre contact au n° de téléphone : 247-82458 (Malou Felten).

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 31.01.2018 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Intitulé :
Travaux de terrassement à exécuter dans l'intérêt de la construction d'un internat socio-familial, 5, route de Zoufftgen à Dudelange

Description :
- démolition et évacuation du revêtement de sol
- décapage et stockage de 1 200 m² terre arable sur 25 cm de profondeur
- déblai (et stockage sur chantier) classe 3-5
- supplément pour évacuation vers décharge autorisée

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible du marché est de 45 jours ouvrables (en phases) à débuter au courant du 1er semestre 2018.

Conditions de participation :
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée.

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les travaux de terrassement dans l'intérêt de la construction d'un internat socio-familial à Dudelange » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission.

Date de publication de l'avis 1701799 sur *www.marches-publics.lu* :
14.12.2017

Fonds du Logement

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 09.02.2018 à 10.00 heures

Description :
2101 – Senningerberg rue Grünewald – Travaux d'aménagement intérieur

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le cahier spécial des charges peut être retiré via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour… » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

La version intégrale de l'avis n° 1701816 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 24.01.2018
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de démolition dans l'intérêt de la construction du Lycée technique pour professions de santé et hall des sports Logopédie à Strassen.

Description succincte du marché :
- Travaux de démolition de 2 bâtiments
- Travaux d'assainissement
- Travaux de déviation de réseaux et de réalisation d'un parking provisoire

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible de la mission est de 90 jours.
Début prévisionnel de la mission : mi-2018.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
La remise électronique est autorisée.
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les travaux de démolition dans l'intérêt du Lycée technique pour professions de santé à Strassen » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.12.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701796 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Poste vacant

L'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Copenhague (Danemark)

désire recruter

1 employé(e) (m/f) recruté(e) sur place, poste à plein temps.

Profil demandé :
- Études secondaires ou équivalentes accomplies ;
- Maîtrise des langues française, anglaise, luxembourgeoise, danoise ou suédoise sont considérés comme un avantage ;
- Maîtrise parfaite du travail sur ordinateur (Microsoft Office) en vue également de la gestion du site internet de la Mission ;
- Sens de l'initiative et aptitude à travailler en équipe.

Les candidatures sous forme de lettre de motivation, munies d'un curriculum vitae, de copies des diplômes et d'une photo d'identité sont à adresser pour le 22 décembre 2017 au plus tard au
Ministère des Affaires étrangères et européennes
Direction des finances et des ressources humaines
9, rue du Palais de Justice
L-1841 Luxembourg
ou à envoyer à l'adresse e-mail :
simone.legil@mae.etat.lu / tina.herber @mae.etat.lu.

Pour tout renseignement supplémentaire, les candidat(e)s intéressé(e)s voudront prendre contact au n° de téléphone : 247-82418 (Simone Legil / 247-72418 (Tina Herber).

Poste vacant

L'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Managua (Nicaragua)

désire recruter

1 secrétaire (m/f) recruté(e) sur place, poste à mi-temps.

Profil demandé :
- Être détenteur d'un diplôme universitaire luxembourgeois ou étranger sanctionnant un cycle d'études de niveau universitaire d'au moins trois années (bachelor) en droit, économie, langues, relations internationales ou sciences humaines et sociales ;
- Parfaite maîtrise orale et écrite des langues française et espagnole, des bases d'anglais sont considérés comme un atout ;
- Des études et/ou une expérience professionnelle préalable dans un domaine lié à la coopération au développement, à la diplomatie/politique, à la communication ou à des projets de la société civile seraient un atout ;
- Sens de l'initiative et aptitude à travailler de manière indépendante au sein d'une équipe motivée ;
- Maîtrise parfaite des outils bureautiques (MS Office).

Les candidatures sous forme de lettre de motivation, munies d'un curriculum vitae, de copies des diplômes et d'une photo d'identité sont à adresser pour le 22 décembre 2017 au plus tard au
Ministère des Affaires étrangères et européennes
Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire
6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
ou à envoyer à l'adresse e-mail :
malou.felten@mae.etat.lu.

Pour tout renseignement supplémentaire, les candidat(e)s intéressé(e)s voudront prendre contact au n° de téléphone : 247-82458 (Malou Felten).

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 08.02.2018
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de façades et de menuiserie métallique extérieure à exécuter dans l'intérêt de la construction d'une nouvelle maison d'arrêt au lieu-dit « Uescht-erhaff » à Sanem.

Description succincte du marché :
Travaux de façades, de barreaux métallique et de portes sécurisées.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible du marché est de 374 jours ouvrables à débuter au courant du 2e trimestre 2018.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
La remise électronique est autorisée pour cette soumission.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les travaux de façades et de menuiserie métallique extérieure dans l'intérêt de la maison d'arrêt au lieu-dit Ueschterhaff » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
14.12.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701821 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Poste vacant

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région,
Service national d'action sociale

engage

un assistant social (groupe d'indemnité A2, sous-groupe éducatif et psycho-social)

(m/f) sous le statut de l'employé de l'État, à durée indéterminée et à raison de 20 heures/semaine.

Les candidat(e)s doivent être titulaire d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un bachelor dans le domaine du travail social ou de son équivalent et être détenteur d'une autorisation d'exercer la profession d'assistant social délivrée par le ministère de la Santé.

Une première sélection sera faite sur base des dossiers.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une copie des diplômes, doivent être adressées au
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région
Service national d'action sociale
12-14, avenue Émile Reuter
L-2420 Luxembourg
au plus tard pour le 22 décembre 2017.

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date: 25.01.2018
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de portes intérieures dans l'intérêt du « Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff » à Sanem

Description succincte du marché :
- 500 portes intérieures (en bois, métalliques) avec leurs équipements

La durée prévisible du marché est de 350 jours ouvrables à débuter au courant du 1er trimestre 2019.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les portes intérieures dans l'intérêt du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.12.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701792 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 19.01.2018 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des bâtiments publics,
10, rue du Saint-Esprit,
L-1475 Luxembourg

Description :
Travaux de peinture à exécuter dans l'intérêt de la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg
- Surfaces à peindre :
  - Béton: +/- 455 m²
  - Placoplatre: +/-15 500 m²
  - Maçonnerie: +/- 45 m²
  - Portes en acier: +/- 45 unités
  - Garde- corps escaliers: +/- 370 ml
- Surfaces à tapisser :
  - Murs :+/- 10 500 m²
  - Plafonds :+/- 2 200 m²
- Surfaces à sceller :
  - Sols : +/- 1 800 m²

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
Début des travaux : 1er semestre 2018
Durée des travaux : 60 jours ouvrables

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée pour cette soumission.

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les travaux de peinture dans l'intérêt de la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date de publication de l'avis 1701823 sur *www.marches-publics.lu* :
14.12.2017

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.02.2018
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Travaux de plantations et de mobilier urbain dans l'intérêt de la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg
- Plantations :
  - Pré de fleurs : +/- 4 650 m²
  - Arbres : +/- 23 unités
  - Lavande : +/- 30 unités
- Mobilier urbain :
  - Bancs : +/- 10 unités
  - Poubelles : +/- 15 unités
  - Arceau à vélo : +/- 40 piéces
  - Distributeur de canisac : +/- 2 unités

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
Début des travaux : mi 2018
Durée des travaux : 25 jours ouvrables

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée pour cette soumission.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour les travaux de plantations et de mobilier urbain dans l'intérêt de la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
14.12.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701824 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

---

d'Lëtzebuerger **Land**

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLLLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Exposition

Une femme qui chante

Lucien Kayser

Il est la dame en noir, longiligne, silhouette accentuée encore par la robe qui tombe par terre, ou le pantalon qui s'évase. Elle est là, tantôt les deux bras tirés en arrière, la tête qui penche, comme pour se donner tout entière à son public, tantôt le mouvement d'un bras, d'une main pointé en haut, comme pour signifier son extrême autonomie. Sur les portraits de Just Jaeckin ou de Jean-Pierre Leloir, qui datent des années soixante, on a les deux poses, ambivalente Barbara. Oui, elle vivait pour ceux qui venaient l'écouter, ses chansons, c'était sa vie même qu'elle leur offrait. Mais elle voulait qu'ils s'en tiennent au personnage tel qu'elle l'avait construit elle-même. Dans un certain sens, si proche, si lointaine, inaccessible.

Aujourd'hui, dans l'exposition organisée par Clémentine Deroudille à la Cité de la Musique – Philharmonie de Paris, riche, dense, peut-être trop pour les espaces des fois resserrés, on a accès à une autre Barbara, pas plus vraie, non, mais non plus cantonnée à l'une des scènes où elle s'est produite, une Barbara prise, engluée dans la vie. Barbara aimait à s'entourer de secret, elle voulait sa part de mystère. Il avait fallu attendre la publication après sa mort, deux ans après, en 1999, de ses *Mémoires interrompus*, pour savoir ce qu'il en était exactement d'un père qui a fait que l'univers d'une petite fille, à dix ans et demi, avait basculé dans l'horreur. Et donner toute sa signification au voyage de Nantes, pour le retrouver mort, vingt ans plus tard.

Telle se voulait, telle se disait Barbara, elle est devenue une légende, un mythe

Le premier livre sur Barbara, par Jacques Tournier, dans la collection « Chansons d'aujourd'hui », est paru en 1968 aux éditions Seghers. On n'a pas fait mieux depuis, on n'a pas dit plus juste. « Entrer en scène, pour elle, ce n'est pas faire un métier, c'est rejoindre sa vérité. » À la sortie du livre, Barbara l'avait trouvé trop impudique. C'est que jusque-là, les blessures avaient déjà été trop nombreuses.

Enfant, Monique Serf, c'est son vrai nom, née en 1930, est trimballée, traînée d'un endroit à un autre, la famille doit échapper aux huissiers, plus tard aux rafles. Heureusement qu'à cet âge-là, un bombardement de train peut se vivre à la limite comme un jeu. Dans toutes ces tribulations, une chose lui sert vite de repère, elle veut être une femme qui chante. Escapade à Bruxelles, retour à Paris, c'est dans les années soixante justement que la capitale est prise, de l'Écluse, cabaret du bord de Seine, à l'Olympia, sur la rive droite, en passant par Bobino (où elle fait la première partie du tour de chant de Brassens). Dans l'exposition, les récitals se suivent, n'en finissent plus, jusqu'à ce dernier soir sur scène, à la fin d'une tournée, le 26 mars 1994 à Tours. Les passages au cinéma, au théâtre. Jusqu'à la retraite à Précy-sur-Marne.

Comme elles sont belles, toutes ces photographies, comme elles la font parfaitement revivre, malgré ce qu'elle en a dit : « Ne me photographiez pas. Si vous voulez me prendre, il faut m'avoir vivante. » Hélas, il vient irrémédiablement un autre temps. Il est venu, pour Barbara, au bout d'une vie, si elle a été difficile, au départ, comblée par la suite ; Notamment par son engagement, son souci de « vigiler » comme elle disait, visitant les hôpitaux, chantant en prison, impliquée dans la lutte contre le sida.

Barbara par Just Jaeckin

On ne choisit pas parmi les chansons de Barbara. Elles sont toutes bonnes à prendre. En 1972, elle avait été conviée à un duo avec Johnny Hallyday, « un homme de spectacle que je trouve extraordinaire ». Des souvenirs, dormants dit Modiano, voilà qu'ils s'éveillent. Avait-elle des yeux de jade, du moins dans la chanson *Marienbad*, de François Wertheimer. Et d'un coup, les deux silhouettes se rejoignent, se superposent, Delphine Seyrig en robe blanche près du grand bassin du château, et Barbara, toute de noir vêtue.

L'exposition Barbara dure jusqu'au 28 janvier 2018 à la Philharmonie de Paris ; *https://philharmoniedeparis.fr/fr*

Musique classique

Un chef-d'œuvre absolu

S'il est une œuvre où la double vocation de la musique religieuse, prière et méditation, apparaît de façon patente, c'est bien l'*Oratorio de Noël* de Bach. Il y a dans ce chef-d'œuvre une intensité du propos spirituel qui appartient à l'ordre théologique tout autant qu'à l'ordre musical, *Frau Musica* s'y faisant même la servante privilégiée de l'inspiration mystique. Avec la *Messe en si* et les *Passions selon saint Jean et saint Matthieu*, l'*Oratorio de Noël* est la partition de Bach où se révèle son art le plus accompli, tant dans les passages orchestraux que dans l'écriture pour les solistes vocaux. Longtemps négligé, le *Weihnachtsoratorium* connaît de nos jours un regain d'intérêt à la mesure de son ineffable beauté colorée, de sa poésie sereine, de son éclat festif et de ses inépuisables possibilités expressives.

Lundi dernier, à la Philharmonie, c'est le Bachorchester Mainz, flanqué du Bachchor Mainz, du Trompetenensemble Guy Ferber et de solistes dont la réputation n'est plus à faire, le tout sous la direction éclairée de Ralf Otto, grand spécialiste de la musique baroque devant l'Éternel, qui s'est lancé – disons-le tout de go, avec succès – dans cette exaltante aventure musicale de l'Incarnation. L'exécution de ce marathon de musique, même réduit aux deux tiers de la distance (*Cantates I, II, III, VI*), doit toujours être saluée comme un événement.

L'Oratorio de Noël par des interprètes qui jouent dans leur arbre généalogique

Frémissante et aérienne, baignant dans une lumière surnaturelle, la musique coule comme de source, avec un bonheur sans heurts. D'excellents solistes se glissent dans ce fleuve joyeusement tranquille, la soprano Julia Kleiter à l'aigu ailé ne le cédant en rien à l'alto de velours d'une Katharina Magiera, et le ténor lumineux d'un Georg Poplutz rivalisant de ferveur avec le viril baryton de Thomas E. Bauer. Une mention spéciale revient au ténor, sensible « diseur » dans les récitatifs, doué de surcroît d'une diction de rêve, et qui campe un évangéliste net de spiritualité.

Passer en revue toutes les beautés serait fastidieux. Parmi les moments d'émotion les plus forts, on retiendra, outre bien sûr les interventions des solistes vocaux, les éblouissants *tutti* orchestraux, les grands chœurs jubilatoires, le recueillement mystique des chorals. Quant au maître d'œuvre, il sait ne pas alourdir la masse du chœur et de l'orchestre de Mayence pour garder à la musique son allant et sa spiritualité triomphante. On concédera qu'il y a, dans ce répertoire, chefs plus prestigieux. Oui, mais pas forcément plus compétents, tant et si bien que maestro Otto parvient à faire pratiquement jeu égal avec ses collègues les plus célèbres. Certes, il arrive que telle articulation soit un tantinet rigide ou tel récitatif quelque peu métronomique. Mais l'alacrité des rythmes, la jubilation des grands tableaux choraux, la transparence de l'orchestre, des solistes dont les voix vous mettent à genoux, enfin, une certitude stylistique benoîtement affirmée, font passer sur ces quelques accrocs.

Si, comme disait Cioran, « Dieu doit beaucoup à Bach », ce soir-là, Bach devait beaucoup à ses chevaliers servants venus d'Outre-Rhin, touchés par la grâce du message du Cantor face au mystère de la Nativité. Aussi le tonnerre d'applaudissements qui a succédé instantanément au dernier choral de la sixième Cantate a-t-il explosé comme un gigantesque élan de remerciement et de libération. À la fois comblée et épuisée, l'audience saluait l'exploit et manifestait son bonheur. Seul regret : cet insurpassable et immarcescible chef-d'œuvre de la musique sacrée n'eût-il pas mérité d'être mis en scène dans un lieu ad hoc ? Ou est-ce trop demander aux organisateurs ? On leur réservera donc le seul bonnet d'âne d'une soirée mémorable. **José Voss**

Arts plastiques

Gauguin, artiste sauvage

Loïc Millot

De Paul Gauguin (1848-1903), on connaît surtout les tableaux exotiques qu'il a peints à Pont-Aven aux côtés d'Emile Bernard, à Arles en compagnie de Vincent Van Gogh, puis à la Martinique, à Tahiti, et aux îles Marquises, seul cette fois-ci. On en oublierait presque les dessins, gravures, sculptures et céramiques que celui-ci réalisa tout au long de sa vie aventureuse.

Cette partie de la production artistique de Gauguin a souvent été occultée dans les expositions qui lui ont été consacrées à travers le monde. En son temps déjà, la céramique souffrait de préjugés négatifs. Si bien que Gauguin, de retour de l'exposition universelle de 1889, se sent obligé de prendre sa défense : « La céramique n'est pas une futilité. Aux époques les plus reculées, chez les Indiens de l'Amérique, on trouve cet art constamment en faveur. Dieu fit l'homme, avec un peu de boue. Avec un peu de boue, on peut faire du métal, des pierres précieuses, avec un peu de boue et aussi un peu de génie ! N'est-ce dont point là une matière intéressante ? Ce qui n'empêche pas que, sur dix personnes instruites, neuf passent devant cette section avec une indifférence extrême. » En dépit des critiques dont elle a parfois fait l'objet, l'exposition organisée au Grand Palais de Paris, *Gauguin l'alchimiste,* a le mérite de montrer l'œuvre de l'artiste

Paul Gauguin : *Autoportrait au Christ jaune*, 1890-91, Musée d'Orsay

à travers la diversité de sa production artistique. L'approche interdisciplinaire adoptée par les curateurs donne à cette manifestation tout son intérêt, celle-ci permettant d'acquérir enfin une vue unitaire et presque exhaustive de son travail.

L'art de Paul Gauguin vient d'un autre monde. Du Pérou, où celui-ci a grandi jusqu'à l'âge de six ans, il conservera le souvenir des céramiques pré-colombiennes. Sa mère les collectionne. Après avoir rencontré au Musée ethnographique du Trocadéro une momie chachapoya originaire du Pérou (IX-XV[e] siècles), il s'inspire de ses traits et de sa position mortifères – orbites creusées, bouche ouverte, mains et jambes recroquevillées – pour figurer différentes figures d'Eve, la femme corrompue par le péché originel (*La vie et la mort*, 1889 ; *Nu féminin*. *Eve bretonne*, 1889). Il lui opposera la position frontale du tailleur issue du bouddhisme, que l'on retrouve tant dans ses gravures sur bois (*Titi à la perle,* 1892 ; *Bouddha*, 1898-1899) que dans ses tableaux (*Arearea*, 1892). Des estampes japonaises, qui viennent à peine d'être découvertes en Europe grâce aux impressionnistes (Manet et Degas notamment), l'artiste adoptera des paysages sans ombres dans lesquels la perspective est absente, réduite à quelques flaques de couleurs.

Ces influences étrangères veulent dépayser le public : on sort du déjà vu et du déjà dit pour partir vers des horizons encore inexplorés. Contre la tradition académique représentée à cette époque par les artistes Pompiers, Gauguin revendique une peinture non-naturaliste : « Un conseil, ne peignez pas trop d'après nature. L'art est une abstraction, tirez-la de la nature en rêvant devant et pensez plus à la création qui résultera », écrit-il au peintre Emile Schuffenecker. Celle-ci s'émancipera des volumes, de la vraisemblance, et surtout de la civilisation occidentale

L'exposition parisienne *Gauguin l'alchimiste* a le mérite de montrer l'œuvre de l'artiste à travers la diversité de sa production artistique

dont il sent déjà toute la putréfaction (« Une terrible époque se prépare en Europe pour la génération qui vient : le royaume de l'or. Tout est pourri, et les hommes, et les arts. Il faut se déchirer sans cesse. », note-t-il dans *Oviri. Écrits d'un sauvage*). Son arrivée à Tahiti, au cours de son premier voyage de 1891, le fera cependant rapidement déchanter. Là-bas, les colons français ont déjà altéré la culture des autochtones. Gauguin se lance éperdument dans une entreprise palingénétique dans laquelle il s'agira de réinventer les mythes perdus des Tahitiens, parfois en y mêlant des attributs hérités de la tradition chrétienne (*Nave Nave Moe,* 1894).

Il n'est pas rare de voir au cours de cette exposition un même objet circuler entre différents arts. Ainsi en est-il par exemple de cet autoportrait qu'il réalisa en grès en 1889 (*Pot anthropomorphe*). Celui-ci sera introduit dans l'arrière-plan du tableau intitulé *Portrait de l'artiste au Christ jaune* (1890-1891). Là, quelques mois avant de rejoindre Tahiti, Paul Gauguin se représente entre l'innocent crucifié et le grès monstrueux auquel il a donné naissance. Une légende nouvelle est née, celui de l'artiste sauvage.

L'exposition *Gauguin l'Alchimiste* se tient au Grand Palais jusqu'au 22 janvier 2018 ; *www.grandpalais.fr/fr/evenement/gauguin-lalchimiste*

!!WEIHNACHTSAKTION!!

Antiquitäten Bauer kauft ihre **pelze und Mäntel** an zahle ab 300 € bis 13.000 €
Desweiteren kaufen wir : Antike Möbel aus 4 Jahrhunderten. Spiegel. Sakrales. Treverensien. Zinn. Porzellanpuppen.
Reservistenkrüge + Militaria. Teppiche. Glocken. Nähmaschinen.
Schreibmaschinen. Gemälde. Lampen. Ess-Kaffeeservice.
Raritäten - Kuriositäten - Dekoratives
An - Verkauf von Schmuck und Silber

Wir zahlen zu Fähren Preisen exakt für Weihnachten
Den lieben eine schöne Weihnachtszeit zu ermöglichen.

Wir freuen uns auf Ihren Anruf
Erreichbar von Mo-Sa ab 09:00 bis 18:30 Uhr

TEL : 00352 6715 13377

STIL

Patrick Galbats

Alle Jahre unter dem Weihnachtsbaum

Hat, wer sich regelmäßig von Amazon Pakete zustellen lässt, nicht eigentlich das ganze Jahr über Bescherung im Briefkasten statt unter dem Weihnachtsbaum?

Michèle Sinner

Bald ist Weihnachten. Ein Fest des Friedens, der Liebe, des Miteinanders. So vermitteln das auf jeden Fall die Werbespots von Kaufhausketten und Möbelhäusern. Perfekt genormte Familien – Vater, Mutter, Junge, Mädchen, Hund – eingetaucht in warmes Kerzenlicht, kochen und backen in völliger Eintracht zusammen, schauen, in gemütliche Decken eingehüllt, ein Weihnachtsmärchen im Fernsehen, lesen vielleicht sogar gemeinsam ein Buch, während der Weihnachtsmann mit roten Wangen unter dem Kaminsims hervorlugt und es draußen in dicken Flocken schneit.

Die Wirklichkeit könnte vom Werbeideal nicht weiter entfernt sein, und das nicht nur, weil der Klimawandel dafür sorgt, dass im Dauerregen die Bäume im Dezember erneut ausschießen und die Frühlingsblumen blühen.

Vorbereitung und Ablauf des Weihnachtsessens verlaufen in den meisten Fällen nach einem vorgezeichneten Muster. Nach wochenlangen, dem Nahostquartett würdigen Friedenverhandlungen darüber, an welchem Tag welcher Teil der erweiterten Familie im welcher Wohnung zu welchem Essen zusammentrifft, stehen dann die Gastgeber stunden-, wenn nicht tagelang in der Küche, um ein Fünf-Gänge-Menü mit hausgemachter Gänsestopfleberpastete als Vor- und selbstgebackene Biskuitrolle als Nachspeise zusammenzustellen. Oft genug bekommen sie sich dabei wegen anspruchsvoller Rezepte und mangels Platz und Küchenutensilien in die Haare. Dann kommen die Gäste, essen binnen kürzester Zeit ratzfatz auf, packen ihre Geschenke ein und entschuldigen sich sodann schleunigst, weil ihnen vom vielen Essen unwohl ist. Der gemeinsame Groll gegen die undankbaren Verwandten bietet den Gastgebern während des Abwaschs und der Chaosbewältigung, auf denen sie sitzen bleiben, aber eine gute Grundlage zur Versöhnung.

Im Gegensatz zu den in der Werbung dargestellten harmonischen Verhältnissen spitzen sich die Konflikte innerhalb der Familie an Weihnachten ganz offensichtlich zu, weil dann auch diejenigen Zeit miteinander verbringen müssen, die sich den Rest des Jahres wohlweislich aus dem Weg gehen. Denn bei jedem Familientreffen gibt es einen Onkel, eine Schwägerin oder einen Bruder, die vom vielen Apéritif beflügelt, beschließt, alle sozialen Konventionen fahren zu lassen, auf die politische Korrektheit zu pfeifen, „um doch mal ehrlich sagen zu können“, was er oder sie von Flüchtlingen, Homosexuellen und (je nachdem) von faulen Beamten und Lehrern oder Managern der Privatwirtschaft halten. Während der- oder diejenige erklärt, dass Marine Le Pen und Donald Trump nicht mit allem Unrecht hätten und die Frauen doch meistens selbst Schuld seien, wenn sie sexuell belästigt werden, rutschen die anderen unruhig auf ihren Stühlen herum oder suchen Blickkontakt mit der Weihnachtsgans.

Daran, dass der Stressfaktor in und um die Weihnachtstage steigt und von Idylle wenig zu spüren ist, sind auch die moderne Technik und das Internet Schuld; und das gleich auf mehreren Ebenen. Da ist beispielsweise der wochenlange Schlafentzug durch die Weihnachtsbeleuchtung der Nachbarn, von denen die CIA sich noch neue Methoden für ihre geheimen Foltergefängnisse abkucken könnte. Wie nächtelang andauernde Projektionen von Schneestürmen mittels Beamer auf die Fassade neben dem Schlafzimmerfenster.

Waren Weihnachtskarten früher von Hand geschrieben und mit einer individuellen Botschaft versehen, daher mit einigem Zeitaufwand verbunden, also etwas, das man deshalb nicht in großen Mengen verschickte, sind heutzutage sowohl Arbeits- als private Mailbox voll von elektronischen Weihnachts- und Neujahrsgrüßen, die allzu oft schlecht belichtete Fotos des Absenders in zu niedriger Auflösung und generische Grüße enthalten. Das spart eindeutig Zeit, ist aber für die Absender nicht ganz risikofrei. Manchmal sorgen sie für unerwartete Momente der Heiterkeit, wenn ihnen der Grinch im elektronischen Adressbuch einen Streich spielt und das Foto der Familie mit den Rentiergeweihen an die Geschäftspartner statt an die Freunde schickt.

Der technologische Fortschritt bringt in der Vorweihnachtszeit ganz erhebliche Vorteile für diejenigen, die lieber bequem von der Couch aus Weihnachtsgeschenke bestellen, als sich mit tausenden Fremden durch die Geschäfte zu drängeln. Aber hat, wer sich regelmäßig von Amazon Pakete zustellen lässt, nicht eigentlich das ganze Jahr über Bescherung? Im Briefkasten statt unter dem Weihnachtsbaum.

L’endroit

On pensera ce qu’on veut de Marc Hobscheit, mais au niveau du genre de ses restaus, il restera toujours un excellent initiateur qui privilégie une esthétique irréprochable. Si on croyait que l’infatigable pro de l’immobilier se calmerait avec l’âge, il n’en est rien, car désormais il réalise des projets avec et pour son fils. Dernier en date, le **Naga** à Mondercange (photo : GD), abrité dans une imposante bâtisse entourée d’une immense aire qui laisse imaginer une superbe terrasse. L’intérieur, dont le nom est emprunté au serpent mais est aussi un symbole du hindouisme, est plutôt à tendance africaine. Beau mobilier boisé avec des niches séparées par des rideaux en tulle ouvrant sur de grands portraits éthniques pour le côté restau. À côté, epicerie fine avec des produits exclusifs et bar de grignotage au fond. Au premier, un immense comptoir invite à prendre place sur ses tabourets ou à se vautrer dans les canapés, terrasse chauffée pour fumeurs à l’appui. Dans l’assiette, pas mal d’exotisme et les formules menu ayant fait mouche dans les autres endroits de l’entrepreneur. Petit regret : le poulet au lait de coco comme le poisson (un brin trop cuit) n’offrent rien qu’on ne trouverait dans un restau asiatique moyen. Et accompagner tous les plats du même mélange de légumes pré-assortis est une erreur à éviter. En attendant l’amélioration, il y a le sourire de la gérante et du personnel. Ça compense un peu des manques. **GD**

L’objet

Ils s’appellent Raf Maes et Anton Janssens, et prouvent depuis 2009 avec leur marque **Komono** que si les Suisses sont capables de faire dans la montre de luxe et onéreuse, la Belgique est capable de d’imaginer des modèles peu chers et qui collent bien à l’air du temps grâce à leur fin minimalisme. Pour le dixième anniversaire du shop Extrabold (avenue de la Liberté), les designers-rêveurs ont sorti un modèle avec le logo de la boutique, histoire de bien marquer l’événement. Noire de fond, avec de très fines aiguilles blanches, la montre Extrabold existe en version masculine et féminine, mais le prix de 90 euros est unisexe. Il agit de ne pas attendre si on veut acquérir le modèle *collector*, car il n’y a, pour le début, que quinze exemplaires en stock. Hormis cet objet à tirage limité, on trouve chez Extrabold d’autres montres de la gamme, dont certaines sont proposées avec des bracelets différents. À ne pas rater non plus, les très jolies solaires, autre objet phare de la griffe Komono. Enfin, pour démontrer que les créateurs belges sont véritablement des touche-à tout, on trouvera sur leur blog un projet réalisé en commun avec Happy Socks : les socquettes avec le même motif que le bracelet de la montre. Le chic total pour le dandy ! (photo : GD ; *www.komono.com/blog*) **GD**

L’objet

S’inspirer d’ustensiles issus de notre patrimoine est en soi un geste noble et une idée créative bienvenue, surtout pour rendre hommage aux métiers en voie de disparition et qui pourtant contribuèrent à l’épanouissement économique du pays. Il en fut ainsi pour les grands conteneurs utilisés dans les fonderies pour transporter les minerais, scories et autres mâchefers. Plus connus dans le jargon professionnel sous le mot ***Humpen*** (chope de bière), les artistes Serge Ecker et Misch Feinen eurent l’idée joyeuse de combiner les deux et de faire de la forme du Humpen à scories un verre à bière spécial. Ils ont trouvé un dernier modèle dans l’ancienne usine de Schifflange, l’ont scanné avec une caméra et en ont fait un modèle 3D. Avec l’appui de la fonderie Massard à Kayl, l’objet prit d’abord forme grâce à un exemplaire en sable avant d’être coulé dans du fer. Le produit peut être utilisé comme objet de décoration, mais la série limitée de 80 exemplaires peut aussi être utilisée pour servir de la blonde ou de la brune (photo Serge Ecker). Sous condition que les amateurs de bière se fassent à l’utilisation d’un nouveau récipient pour leur breuvage adoré. Ce qui, à mon avis, ne va pas être si facile. Ajoutons que ceux qui sont à la recherche d’un dernier cadeau original devraient jeter un œil ce week-end au *Stijlmarkt*, qui aura lieu au Hall Victor Hugo, avec des artisans qui, pour la plupart, n’ont pas encore exposé au Luxembourg. (*https://stijlmarkt.de*) **GD**

PRÄDIKAT PÄDAGOGISCH WERTVOLL

DIE SCHREINEREI MOMA BAUT AUF MASS.
IHR GRÜNDER GUY MASSELTER STEHT FÜR EINEN UNGEWÖHNLICHEN PARCOURS

PRODUKTPATRIOTISMUS

DIE MARKE MADE IN
IST IMMER BELIEBTER
EN LUXEMBOURG
VIANDE ANGUS DU LUXEMBOURG

CULTURE POPULAIRE

POMMES FRITES
WOLFRAM, DER HARTE STEIN
HARTMETALLPRODUZENT
NATIONALITÄT LIBERTÉ
LUXEMBURGISCHE TERRE
DES PROLÉTAIRES AUX HIPSTERS
L'IMPROBABLE RENAISSANCE DES EAUX-DE-VIE LUXEMBOURGEOISES
GEHT DURCH DEN MAGEN
RIFKIN KÜCHE
UJET ROLLER
ELEKTROROLLER
WIRBELRINGSCHRAUBEN FÜR DIE WELT
CONTRE-PROPULSION
MONTIERT
DIE BESCHLEUNIGUNG DER STENOTYPISTINNEN
IN DEM FOETZ
CHARLES BIVORT IST DER EINZIGE SCHREIBMASCHINEN-ERFINDER AUS LUXEMBURG, GENAUER, AUS OBERPALLEN

land
made in Luxembourg

Index

23
Prädikat pädagogisch wertvoll
Die Schreinerei Moma baut auf Maß. Ihr Gründer Guy Masselter steht für einen ungewöhnlichen Parcours
Ines Kurschat

24
Produktpatriotismus
Die Marke *Made in Luxembourg* ist immer beliebter
Michèle Sinner

25
En liberté
Viande angus du Luxembourg
josée hansen

Culture populaire
Pommes de terre
Cyril B.

26
Wolfram, der harte Stein
Hartmetallproduzent Ceratizit
Michèle Sinner

28
Nationalität geht durch den Magen
Luxemburgische Küche
Martin Theobald

Des prolétaires aux hipsters
L'improbable renaissance des eaux-de-vie luxembourgeoises
Bernard Thomas

29
Rifkin auf dem Roller
Ujet montiert in Foetz Elektroroller
Michèle Sinner

30
Wirbelringschrauben für die Welt
Codipro
Michèle Sinner

31
Die Beschleunigung der Stenotypistinnen
Charles Bivort ist der einzige Schreibmaschinen-Erfinder aus Luxemburg, genauer: aus Oberpallen
Romain Hilgert

32
Dem Dr. seng nei Boîte
Wie aus der Uni Firmen entstehen
Peter Feist

Gute Stimmung in den Werkshallen

Michèle Sinner

Betrachtet man sich die Zahlen des Statec über die Entwicklung des Umsatzes der Luxemburger Industrie, muss man den Eindruck gewinnen, dass es schlecht steht um das produzierende Gewerbe im Land. Denn im Vergleich zu 2010 ist der Umsatz um rund zehn Prozent zurückgegangen. Das ist aber keine einheitliche Entwicklung, denn verschiedenen Branchen geht es deutlich besser als anderen. Waren die Nachrichten in den vergangenen Jahren geprägt von Werkschließungen in der Stahlbranche (Beispiel Schifflingen) und Insolvenzen oder Abbau im Druckereiwesen und der Kautschukindustrie, verzeichnen andere Segmente Umsatzsteigerungen. Der Lebensmittelbranche geht es gut, den Industrieglasherstellern und den Plastikproduzenten der Statistik nach ebenfalls.

Auch in den jüngsten Konjunkturumfragen geben sich die Firmenchefs aus der Industrie optimistisch. Sie rechnen mehrheitlich mit stabilen beziehungsweise mit steigendem Produktionsvolumen, die Auftragsbücher sind zu ihrer Zufriedenheit gefüllt und sowohl die in- als auch die ausländische Nachfrage wird positiv bewertet. Die gute Stimmung kann man beim Besuch in den Unternehmen spüren. Wenn kompetente Mitarbeiter stolz durch ihren Betrieb führen, Firmenchefs Strategien erklären und die Besonderheiten ihrer Produkte, dann wird eines deutlich: Dass Luxemburg trotz jahrelangem Abgesang und Diskussionen über zu hohe Lohnkosten immer noch ein Industriestandort ist, und sich sogar neue Unternehmen hier niederlassen, denen die Standard-Argumente der Arbeitgebervertreter offensichtlich völlig fremd sind, beziehungsweise einfach egal.

Unterhält man sich mit Vertretern solcher Firmen, die den Entschluss gefasst haben, eine Produktion in Luxemburg aufzubauen, beziehungsweise bestehende Anlagen zu übernehmen, sticht hervor, dass auffallend viele von ihnen als Grund für ihre Entscheidung, ihren guten Empfang durch das Wirtschaftsministerium und andere Insitutionen angeben. Die seien ihnen bei der Suche nach geeigneten Grundstücken und Immobilien behilflich, sowie beim Beantragen von Genehmigungen. Auch das mag die Chefs alteingesessener Betriebe wundern, die sich über beschwerliche Prozeduren und reaktionsschwache Behörden beschweren. Da vor wenigen Jahren De Verband die Verlagerung seines Agrarzenters ins deutsche Perl damit begründete, dass dem Unternehmen dort ein besserer Empfang bereitet wurde, bieten sich zwei Schlussfolgerungen an: Entweder hat man beim Wirtschaftsministerium die Lektionen dieser Schmach gelernt. Oder aber die Behörden hüben wie drüben haben einen Hang dazu, ausländischen Investoren mehr Aufmerksamkeit zu schenken als den heimischen.

Coordination : Michèle Sinner
Photos : Sven Becker

Sven Becker

In der Schreinerei von Guy Masselter wird selbst entwickelt und produziert. Vor allem das pädagogisch inspirierte Raumgestaltungskonzept findet bei Kindergärten und *Maisons relais* großen Zuspruch

Prädikat pädagogisch wertvoll

Die Schreinerei Moma baut auf Maß. Ihr Gründer und Geschäftsführer Guy Masselter steht für einen ungewöhnlichen Parcours

Ines Kurschat

Es gibt ein Moma in Luxemburg. Es ist nicht das, was Sie denken. In diesem Moma werden keine Meisterwerke der modernen Kunst gezeigt, auch wenn drei Meister heute Morgen um acht Uhr schon fleißig am Werkeln sind und ihre Produkte ohne Kreativität nicht wären. Es liegt Maschinenlärm in der Luft und riecht, fast könnte man sagen, lecker nach Holz und Kaffee.

Wir sind in der Schreinerei Moma von Guy Masselter in der Aktivitätszone Klengbousbierg in Bissen. Gegründet wurde sie vor zwei Jahren, und schon im dritten Jahr sind die Auftragsbücher voll. „Die Mehrheit der Aufträge kommen im Augenblick von den Gemeinden, aber ich strebe ein ausgewogenes Verhältnis von öffentlichen und privaten Auftraggebern an“, erklärt Masselter. Die Schreinerei hat sich, neben Innenausbau für Büros und Häuser, auf den Umbau von *Maisons relais* und Kindergärten spezialisiert. Sie baut aber nicht nur ein, sondern entwickelt und produziert eigene Lösungen.

„Der Name setzt sich zusammen aus den Anfangsbuchstaben meiner Familie“, verrät der Geschäftsführer. Ohne ihre Unterstützung hätte er den für Luxemburger Verhältnisse doch eher ungewöhnliche Berufswechsel nicht vollzogen. Das war 2012 und Masselter 40 Jahre alt. Jetzt oder nie, dachte er sich, wenn er noch einmal etwas ganz Neues beginnen wollte. In Abendkursen holte er Wissen zur Geschäftsführung nach, büffelte Buchhaltung, damit er die Betriebsgenehmigung beantragen konnte, belegte Schreinerkurse. Er entwickelte einen Geschäftsplan, ließ sich von der Mutualité des employeurs beraten. Tagsüber war der studierte Erziehungswissenschaftler einer von 21 Inspektoren im Land und schaute in den Schulen nach dem Rechten. Dabei machte Masselter Bekanntschaft unter anderem mit dem Hamburger Raumgestaltungskonzept der Pädagogin Angelika von der Beek, die diesen Ansatz gemeinsam mit einem Tischler und einer Kindergärtnerin entwickelt hat. Van der Beek arbeitet seit Jahren mit Kindergärtenträgern wie Arcus und dem Bildungsministerium zusammen und war schon viele Male in Luxemburg.

Kernidee des pädagogischen Raumgestaltungskonzeptes der Hamburger ist es, Räume in Grundschule oder Kindergarten so zu gestalten, dass sie dem neugierigen wissbegierigen Kind Themen und Aktivitäten bieten. Dabei sollen sie den „elementaren Grundbedürfnissen der Kinder nach Begegnung, Bewegung, Ruhe, Spiel und Gestaltung Rechnung tragen“, heißt es auf der Webseite der Erfinder. Das Besondere: Weil in einem Raum nicht eine einzelne Klasse ihren Aktivitäten nachgeht, sondern die Räume nach Funktionen aufteilt sind, können sie prinzipiell von unterschiedlichen Klassen genutzt werden, im Idealfall sogar von Erziehern und Lehrern gemeinsam. Einige Grundschulen und *Maisons relais* im Land erproben dieses Konzept bereits zusammen, es ist nicht immer einfach, weil sich Lehrer und Erzieher mit der Zusammenarbeit teils doch noch schwer tun. Aber wenn sie einmal ihre Rollen gefunden haben, ist es für alle Seiten eine Bereicherung.

Masselter unterstützte diese Idee schon als Inspektor, die Zusammenführung von Raum und Pädagogik begeisterte ihn direkt: „Kinder sind autonom, mit den Funktionsräumen werden sie in ihrer Kreativität, ihrer Neugierde und ihrem Bewegungsdrang unterstützt“, weiß er. So gibt es im Bewegungsraum beispielsweise differenzierte Angebote: vom Hangeln und Balancieren, übers Klettern und Durchkrabbeln bis hin zum Springen oder Zurückziehen. Möbel und Material werden so zu pädagogischen Elementen. Moma hat sich an den Hamburgern inspiriert und das Konzept an Luxemburger Bedürfnisse angepasst. Durch seine langjährige Erfahrung als Pädagoge kann Masselter seinen Kunden nicht nur die pädagogisch-didaktische Seite seines Raumgestaltungskonzeptes exzellent erklären, sondern mit Gemeinden, Lehrern und Erziehern auf Augenhöhe diskutieren und sie nach ihren jeweiligen Bedürfnissen beraten. Sein Team verarbeitet naturbelassenes Holz und hochwertiges helles, umweltfreundliches Multiplex, also Furnier-Sperrholzplatten, die besonders da zum Einsatz kommen, wo Robustheit und Stabilität gefragt sind. In den Kinderkreativwelten wird getobt und gebolzt, da müssen die Materialien eine hohe Belastung aushalten.

Dank seiner Erfahrung als Schulinspektor kann Masselter Kunden die pädagogisch-didaktische Seite seines Raumgestaltungskonzeptes bestens erklären

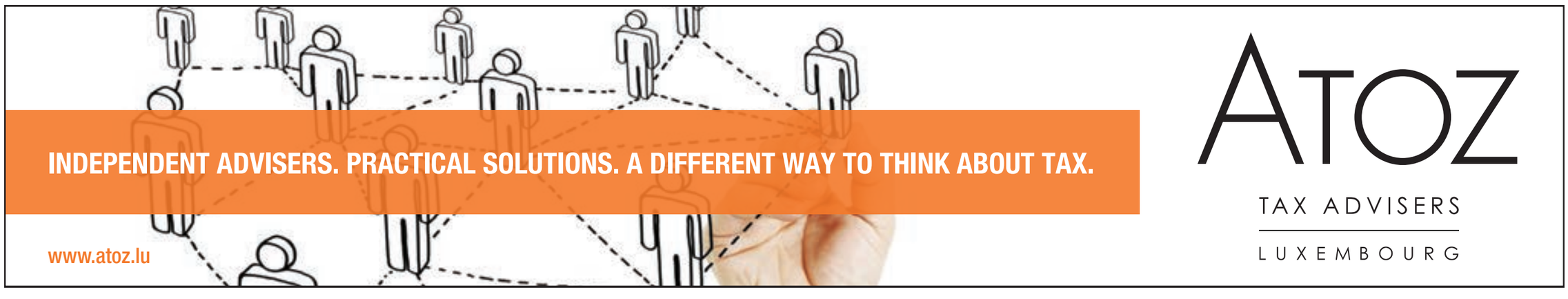
Damit die Funktionsräume optimal gestaltet werden können, ist eine frühe Planung, in die sämtliche Nutzer einbezogen werden, wichtig. „Je früher wir dabei sind, umso besser können wir auf Wünsche vor Ort eingehen und sie berücksichtigen.“ Masselter und sein Team arbeiten auf Maß, ihre zum Spielen einladenden Podeste, Schränke, Leitern und Bühnen bauen sie passgenau in den jeweiligen Raum ein. Noch hat er keine Zeit gefunden, um einen Verkaufskatalog zu erstellen, aber auf dem Internetsite unter *www.moma.lu* gibt es zahlreiche Anschauungsexemplare, alles selbst entwickelt und gebaut. Was auffällt, sind die kreativen Lösungen: Obwohl es immer wieder um das Grundprinzip der Funktionsräume geht, sieht jede Einrichtung, die Masselter und sein Team mitentwickelt und gestaltet haben, ganz individuell aus.

„Wir lassen uns unsere Podeste, Kletterwände, Bühnen zertifizieren, alles von uns wird binnen kürzester Zeit von Luxcontrol abgenommen“, sagt Masselter. Sicherheit wird neben der Pädagogik in Betreuungseinrichtungen groß geschrieben. Nachdem vor mehr als zehn Jahren in Steinsel ein Kind durch ein umgestürztes, unbefestigtes Regal tödlich verunglückte, wurden die Auflagen verschärft.

Masselter und seine Tischlerei tragen zudem das Made in Luxembourg-Label: Wer bei Moma kauft, weiß, er unterstützt ein Luxemburger Handwerksbetrieb von hoher Qualität und zu fairen Preisen. Denn, das ist Privatkunden nicht immer bewusst, wer Anfertigung auf Maß wünscht, zahlt zwar mehr, als wenn er oder sie versucht, die Küche selbst einzubauen, hat dafür oft aber weniger Ärger, und gibt es etwas nachzujustieren, ist das im Service inbegriffen. Auch Moma kommt nicht ohne fachliche Unterstützung aus dem Ausland aus: Das Gros der elf Tischler und Schreiner, die hinten in der Werkhalle an den Maschinen arbeiten, sowie die Buchhalterin (bis vor kurzem die einzige Frau im Betrieb, nun erhielt sie im Sekretariat Verstärkung) kommen aus Deutschland. „Wir würden ja mehr Luxemburger Lehrlinge einstellen, aber finden Sie mal welche“, sagt Masselter. Handwerk hat in der Ausbildung in Luxemburg nach wie vor keinen sehr guten Ruf, trotz reformierter Berufsausbildung und Imagekampagnen der Berufsverbände, etwas das der ehemalige Inspektor bedauert.

Denn qualitativ hochwertiges Handwerk ist, zumal wenn eigene Produkte entwickelt werden, anspruchsvolle Präzisionsarbeit. Bei Moma wird mit 3-D-Programmen am Computer gezeichnet. Um Innenausbau passgenau zu planen, braucht es Statik- und Physikkenntnisse, technisches Knowhow sowie hohes handwerkliches Geschick. Manchmal, wenn ein Kunde nicht direkt über Masselters berufliche Vorgeschichte Bescheid weiß, kommt es zu Begegnungen der etwas anderen Art: Es gibt Menschen mit Vorurteilen, für die Handwerker eher Handlanger und nicht die Profis vom Fach sind. „Die sind positiv überrascht, wenn sie merken, dass mein Team kreativ zu entwickeln und präzise zu planen weiß.“

Die vollen Auftragsbücher geben Masselter und Co. Recht. Die siebenstellige Investition in Maschinen und Halle, die mit Hilfe von Privatvermögen, Banken, sowie staatlicher Anschubfinanzierung für Neugründungen gestemmt wurde, scheinen sehr gut angelegt. „Für mich hat es sich auf jeden Fall gelohnt. Ich bin zufriedener“, beschreibt Masselter sein neues Lebensgefühl. Beim Staat habe er zwar „jeden Monat mein festes gutes Gehalt“ gehabt, aber trotz Leitungsfunktion als Inspektor nicht dieselbe Verantwortung getragen und vor allem nicht die Herausforderungen gehabt. „Hier geht es viel um Vertrauen und Beziehungen. Wir versuchen, zusammen mit unseren Kunden die jeweils beste Lösung zu entwickeln.“ Das mache Spaß und sei am Ende des Tages befriedigender, findet Masselter. Nur eins macht ihm zu schaffen: Seine Frau und seine beiden Kinder haben ihn in der Anfangszeit nicht oft gesehen und bisher hat das Arbeitspensum nicht wirklich nachgelassen. „Die richtige Work-Life-Balance muss ich noch finden. Das ist mein nächstes Ziel“, sagt Masselter und lacht.



Das Markenzeichen *Made in Luxembourg* wird immer beliebter

Produktpatriotismus

Michèle Sinner

Zwar kennen viele Luxemburger Verbraucher das Label. Doch als Firma die es nutzt, nennen sie hauptsächlich Luxlait

Am Mittwoch war es wieder soweit, eine ganze Reihe von Betrieben erhielten ihre Urkunde mit der Auszeichnung *Made in Luxembourg*. Nachdem die Warenmarkierung 1984 eingeführt wurde, blieb die Zahl der Firmen, die sie einsetzten, jahrzehntelang überschaubar. Noch 2004 führten weniger als 80 Betriebe das Zeichen auf ihren Produkten. Das mag an den Umständen der Einführung liegen. 2014 erzählte Paul Helminger (DP), 1984 Staatssekretär für den Außenhandel, dem *Luxemburger Wort*, damals sei es vor allem darum gegangen, den Luxemburger Teilnehmern bei gemeinsamen Wirtschaftsmissionen mit Belgien ein Alleinstellungsmerkmal zu geben. Das Siegel sollte Exportbetrieben helfen, sich im Ausland darzustellen.

Doch seit ein paar Jahren steigt die Zahl der Firmen, welche die Kennung beantragen, sprunghaft an. Das führen Verantwortliche der Handels- und Handwerkskammer, die die Ursprungsbezeichnung vergeben, unter anderem auf die medienwirksam inszenierten Zeremonien zur Überreichung wie der am Mittwoch zurück, die seit 2014 stattfinden. Es hat auch damit zu tun, dass die beiden Kammern die Marke vor drei Jahren mit einem Update ins 21. Jahrhundert holten. Über die Webseite *made-in-luxembourg.lu* kann sie seither online beantragt werden. Auf der Seite sind außerdem alle Unternehmen referenziert, die den Zusatz führen dürfen. Potenzielle Kunden und Verbraucher können dort nachsehen, wer ihn hat. Das sind den dortigen Angaben zufolge 880. Das Portal, versichert Edith Stein von der Handelskammer, verzeichne viele Besucher, was heißen soll, dass es als Werbeplattform für die dort angeführten Unternehmen dient. Wie viele Internetnutzer dort genau vorbeischauen, konnte sie bis Redaktionsschluss allerdings nicht sagen. Im Juni 2014 meldete das *Luxemburger Wort* in einer Kurznachricht „Cegecom obtient le label ‚Made in Luxembourg'". Zwar hieß es darin, der Telekombetrieb habe 2013 seine Strategie geändert. Doch warum eine Herkunftsbescheinigung für einen Telekomanbieter mit eigener Glasfaserinfrastruktur wichtig ist, der ausschließlich Geschäftskunden bedient und dessen Aktionariat deutsch ist, ging daraus nicht hervor. Dass es Cegecom überhaupt möglich war, das *Made in Luxembourg* mit Krone zu erhalten, liegt ebenfalls an der 2014 durchgeführten Reform. Davor konnten Dienstleistungsbetriebe nur die Auszeichnung *Luxembourg* mit Krone, aber ohne *Made in* beantragen, der offenbar weniger Aussagekraft beigemessen wurde. 2014 wurde diese, im Vergleich zu einem *Made in Luxembourg* oder *Made in France* oder *Made in Germany* amputiert wirkende Herkunftsbescheinigung abgeschafft und ein einheitliches Label für alle eingeführt.

Dass eine solche Bescheinigung für Dienstleistungsunternehmen immer wichtiger ist, erklärt Elke Hartmann von der Handwerkskammer damit, dass sich nicht nur exportorientierte Betriebe auf fremden Märkten gegen ausländische Konkurrenz durchsetzen müssen. Sondern sich gebietsansässige Firmen auf ihrem Luxemburger Heimatmarkt gegen immer stärkere Konkurrenz aus dem Ausland behaupten müssen. „Auf einen Dienstleistungsbetrieb kommen 1,4 ausländische Dienstleistungsbetriebe, die hier auf dem Markt aktiv sind." Das sei eine besondere Situation, die so anderenorts nicht vorkomme, fügt sie hinzu. Deshalb beantragten auch Firmen, die nicht exportieren, verstärkt das Sonderstellungsmerkmal, das sie bei der heimischen Kundschaft als nationalen Betrieb auszeichnet.

Ob dieser Plan für Dienstleistungsunternehmen aufgeht, ist aber fraglich. Denn nach der Reform des Zulassungsreglement 2014, ließ die Handwerkskammer 2015 in einer von BTS-Studenten durchgeführten Umfrage analysieren, wie hoch Wiedererkennungswert und Aussagekraft der Herkunftsbezeichnung *Made in Luxemburg* und dem entsprechenden Logo unter Endverbrauchern, die in Luxemburg leben oder arbeiten, überhaupt sind.

Rund 55 Prozent von ihnen war das Label ein Begriff, wobei es wesentlich mehr Luxemburger Staatsbürger (69 Prozent) kannten als Befragte mit anderer Nationalität. Diejenigen, denen das *Made in Luxembourg* bekannt war, nannten 597 Beispiele für Firmen, die es ihres Wissens nach einsetzen. Davon waren 330 zutreffend. Die Milchverarbeitungskooperative Luxlait wurde dabei 107 Mal genannt. Unter die ersten zehn der am häufigsten genannten Betriebe konnte sich als einziger Dienstleister außerhalb der Lebensmittelbranche die Fluggesellschaft Luxair schmuggeln. In die Hitparade schafften es hinter Luxlait, Bofferding, Cactus, Diekirch, Namur, Oberweis, Luxair, Moutarderie de Luxembourg, Vinmoselle und Rosport. Schon den Senfhersteller, einer der Betriebe, der das Logo am prominentesten auf seinen Verpackungen anbringt, nannten nur noch zehn Umfrageteilnehmer spontan als Unternehmen mit der Herkunftsbezeichnung.

Dass die Konsumenten eher Luxlait als Arcelor-Mittal nennen (vier Mal), ist nachvollziehbar, schließlich kaufen sie im Alltag öfter Milch als Stahlträger. Das wirft aber die Frage auf, was die Auszeichnung wirklich bringt. Zumal es ausgerechnet im Lebensmittelbereich eine ganze Flut an Labels mit jeweils unterschiedlichen Zugangskriterien gibt: Marque nationale, Produits du Terroir für Rindfleisch, Kartoffeln, Weizen, Mehl und Brot aber auch das Cactus Fleesch vum Lëtzebuerger Bauer, Naturschutzfleesch, ganz zu schweigen von den Bio-Marken Demeter, Biog, Biomauffel, Bio Lëtzebuerg und daneben noch Spelz, Véi, Téi und Bléi vum Séi. Sogar eine Auszeichnung für sauberes Trinkwasser gibt es, den Drëpsi.

Mit diesen Labels soll *Made in Luxembourg* nicht im Wettbewerb stehen, sagt Elke Hartmann von der Handwerkskammer. Denn sie legen Produktionskriterien fest, was bei *Made in Luxembourg* nicht der Fall ist. Handels- und Handwerkskammer prüfen ausschließlich, ob die Produktion oder ein wesentlicher Beitrag zur Wertschöpfung in Luxemburg stattfindet, es geht allein um den Herstellungsort. Zwar prüft die Handwerkskammer bei den Firmen, die ihren Antrag bei ihr einreichen, noch einmal nach, ob sie über die notwendigen gesetzlichen Berufsqualifikationen verfügen, um das Produkt herzustellen, das sie als *Made in Luxembourg* auszeichnen lassen wollen. Aber Qualitätskriterien über die allgemein gültigen Vorschriften und Normen hinaus, die in den jeweiligen Fachbereichen herrschen, gibt es nicht.

Dass das anfängt sich zu rächen, kann man sehen, wenn man auf *made-in-luxembourg.lu* nachschaut, was alles in der Rubrik „Design" mit dem Label versehen ist. Weil der Beruf Designer in Luxemburg nicht geschützt ist, gibt es dort neben einigen wenigen, die Design tatsächlich studiert haben, Hobbykunsthandwerk und andere Kuriositäten in Hülle und Fülle. Beispielsweise eine Schaufensterpuppe mit beweglichen Armen, die ein tanzbegeisterter Automechaniker auf Bürostuhlrollen geschraubt hat, und die als Salsa-Partnerin einspringen kann, wenn keine aus Fleisch und Blut verfügbar ist. „Da dachten wir auch erst: komisch", räumt Hartmann ein. „Aber wir haben das geprüft. Die Firma wurde mit Innovationspreisen ausgezeichnet und es gibt einen Markt dafür: Tanzschulen", fügt sie hinzu. Auf die Frage, ob durch eine eventuelle Überstrapazierung des Labels der Qualitätsbegriff bei den Verbrauchern riskiert, flöten zu gehen, antwortet sie eher ausweichend. „Niemand hat ein Interesse daran, dass es ein Label für schlechte Qualität ist". Aber als einziges Kriterium zur Vergabe ist im Reglement der Produkt- oder Dienstleistungsursprung festgehalten.

So gesehen, ist ein *Made in Luxembourg* als Qualitätssiegel noch besser geschützt als beispielsweise das in vieler Augen so wertvolle *Made in Germany*. Denn anders als in Luxemburg, prüft dort vorab überhaupt niemand, ob die Waren tatsächlich in Germany hergestellt wurden oder nicht. Die Industrie und Handelskammer der Region Stuttgart erklärt das auf ihrer Webseite: „Die Warenmarkierung ‚Made in Germany' erfolgt auf eigene Verantwortung des Herstellers. Es gibt keine Institution in Deutschland, die die Richtigkeit der Warenmarkierung bestätigt. Der Hersteller kann sich die Kennzeichnung selbst verleihen." So klären in Deutschland Wettbewerber meistens erst vor Gericht, was tatsächlich in der Bundesrepublik produziert wurde und was nicht. Weil es innerhalb der Europäischen Union keine einheitlichen Regeln gibt, versucht die EU-Kommission seit bald 15 Jahren ein *Made in EU* einzuführen. Dagegen haben sich die Mitgliedstaaten bisher gewehrt, darunter Deutschland am heftigsten.

granduchy

Viande angus du Luxembourg

En liberté

Trash Picture Company

La race angus, venant d'Écosse, est très résistante au temps froid et humide du Mullerthal ; Hubert de Schorlemer

josée hansen

Début décembre, les deux ouvriers de l'exploitation agricole d'Hubert de Schorlemer sont en train de couper le bois, d'élaguer les arbres dans les forêts appartenant à la ferme. Il fait froid et humide, les prairies sont baignées dans une légère brume – mais les bêtes y paissent paisiblement. Parfois, un des bovins beugle, ce qui résonne dans toute la vallée du Grundhof ; d'en face, un autre semble lui répondre. La scène est presque trop idyllique pour être de notre temps, et pourtant, c'est un choix délibéré opéré par le père de Hubert de Schorlemer, à la fin des années 1950, début des années 1960 : désormais, l'exploitation serait extensive au lieu d'être intensive. Il opte pour les bêtes de la race angus écossaise, très résistante à la météo autochtone et dont la viande est de grande qualité. Lui, Hubert de Schorlemer, décide par la suite d'abandonner tous les autres secteurs : finis le blé ou le lait, pas de cochons, de maïs, de pommes de terre. À partir de là, la ferme du Grundhof n'allait plus être qu'une exploitation de bœufs angus, et ce de manière bio : respectueuse de la nature – car elle se situe dans une zone Natura 2000 – et des animaux. Actuellement, avec un cheptel de quelque 250 animaux, dont 80 vaches, Schorlemer s'enorgueillit de pouvoir faire paître 0,8 bête seulement par hectare.

Pour rejoindre la ferme du Grundhof, à l'extrême Est du pays, près de la frontière allemande, on enfourche une des plus belles routes du pays : de Junglinster en passant par le Blumenthal et Mullerthal – on longe même le très touristique *Schiessentümpel*. Ici, la nature est sauvage, l'eau omniprésente, les chemins étroits sont bordés de verdure, les seuls autres véhicules qu'on rencontre sont des machines agricoles. La ferme des Schorlemer, dans la famille depuis la fin du XVIII[e] siècle, se love à front de montagne, comme tout ici s'adapte à la nature. Hubert, lui, est tiré à quatre épingles : foulard en soie colorée noué autour du cou, veste et jean impeccables, chaussures cirées... La cinquantaine, ingénieur agricole de formation, « mais j'aurais pu faire tout à fait autre chose aussi », il s'est pourtant lancé dans la reprise de la ferme – avec des idées nouvelles.

Comme celle d'évoluer vers une production biologique haut de gamme, qui s'adresse à une clientèle demanderesse de produits locaux et naturels, respectueux du bien-être des animaux. Les angus du Mullerthal sont en liberté toute l'année, sur différents pâturages faisant plus de 200 hectares dans les environs de la ferme. Des hangars dans chaque prairie permettent aux animaux de se mettre à l'abri de la pluie et, ce qu'ils craignent le plus, du vent. Curieux, les animaux accourent quand ils aperçoivent la voiture du patron, qu'ils semblent reconnaître. Les veaux restent longtemps avec la mère (entre huit et dix mois) et ne sont abattus qu'à partir de l'âge de trente mois – ce qui est vieux –, leur viande vendue trois semaines plus tard seulement. Ce luxe de se laisser le temps jusqu'à ce que la bête et la viande soient mûrs est un des luxes de cette viande bio.

Restait à trouver un distributeur pour le produit. Ne voulant pas se cloisonner dans un segment trop étroit, Hubert de Schorlemer négocia avec plusieurs chaînes de supermarchés : la plupart n'auraient voulu écouler que les pièces nobles de la bête, les filets, les entrecôtes et les rôtis. Finalement, la chaîne belge Delhaize, qui cherche aussi à se positionner auprès d'une clientèle soucieuse de la provenance des produits agricoles et prête à mettre la main au porte-monnaie pour du haut de gamme, a été d'accord à prendre toute la viande, les parties avant et arrière des animaux. Désormais, on trouve dans ses rayons toute la gamme, du filet pur (à presque cinquante euros le kilo cette semaine), en passant par l'entrecôte (35 euros le kilo) et le ragoût (19 euros) jusqu'aux hamburgers et aux saucisses de bœuf (18 euros le kilo). Il y avait même cette semaine des carpaccios frais, tranchés et accompagnés de fromage et d'un assaisonnement à base d'huile d'olive (43 euros le kilo). « Le consommateur est prêt à payer ces quelques euros supplémentaires pour une viande de qualité, dont le goût est un peu plus prononcé », affirme Hubert de Schorlemer, qui a pu observer ce comportement depuis l'introduction du label « angus du Mullerthal ».

« Le consommateur est prêt à payer ces quelques euros supplémentaires pour une viande de qualité, dont le goût est un peu plus prononcé », affirme l'éleveur Hubert de Schorlemer

À tel point que sa seule production à lui n'arrive plus à suivre la demande. Il s'est donc allié avec ses pairs, d'autres exploitants situés dans des zones Natura 2000 et élevant des bœufs angus. Une coopérative nommée « Angus du Luxembourg » en est née, appellation sous laquelle la viande est désormais commercialisée et qui a obtenu le label *Naturschutzfleesch* du ministère de l'Agriculture. Ils sont une douzaine d'exploitations désormais, Hubert de Schorlemer voudrait atteindre une vingtaine de membres d'ici quelques mois. « Je suis persuadé que les consommateurs nous suivent si on fait des efforts de communication pour expliquer pourquoi cette viande est un peu plus chère que d'autres produits au rayon », explique Hubert de Schorlemer. Qu'il leur faut travailler sur toute la chaîne de production, jusqu'à la consommation : adapter les étiquettes afin de fournir un maximum d'informations, adapter le *packaging*, viser la proximité avec le consommateur. « Je vais moi-même régulièrement dans les supermarchés pour expliquer notre production et répondre aux questions des clients. Il est important d'être conscient que nous sommes responsables de bout en bout de notre produit ».

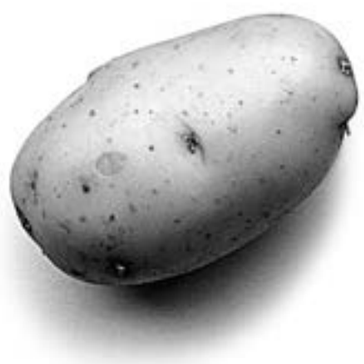
Pommes de terre

Culture populaire

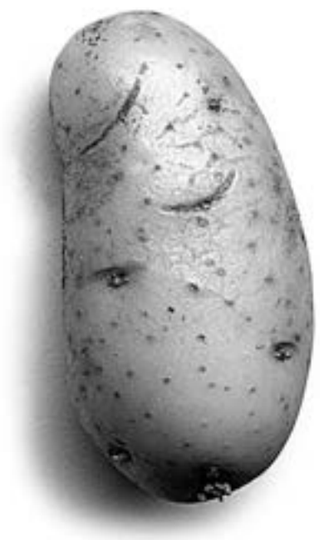
Cyril B.

Seul sur Mars, Matt Damon prouve qu'on peut vivre des mois entiers en ne se nourrissant que de patates. Cela n'étonnera pas les habitués au régime chips–purée-frites-*Gromperekichelcher*. Ce qui est plus surprenant est, en fait, qu'on puisse en faire pousser sur la planète rouge. Techniquement, il faudrait peut-être les rebaptiser « pommes de Mars », mais là n'est pas la question. Même sur un sol aride et presque dénué d'atmosphère, avec un peu de ses excréments et de l'eau recyclée de sa transpiration et de son urine, la star arrive à cultiver le divin légume à partir des restes des rations alimentaires trouvés dans son module spatial. On se dit qu'il a de la chance que le chef cuistot de la Nasa n'ait pas mis des épinards ou des salsifis au menu du jour. Mais, surtout, on se demande pourquoi on en fait pousser au grand-duché, un pays où le prix de l'immobilier pousserait plutôt tout propriétaire d'un terrain de vingt hectares (taille moyenne des exploitations) à le revendre à la découpe à un promoteur pour y faire pousser des maisons en forme de boîtes à chaussure vitrées.

Qui plus est, on exporte cette production ! Et, pour que le paradoxe soit complet, on l'exporte vers des pays où la terre est moins chère, en Afrique et en Asie notamment. La principale raison semble être que les consommateurs locaux préfèrent des tubercules bien propres, qui ont poussé dans du sable, plutôt que de se mettre plein de terre sur les doigts en épluchant les variétés cultivées dans l'Ösling. En réalité, il s'avère aussi qu'une grande part des exportations est constituée des plants, et non des légumes prêts à être cuisinés. Pour vendre les patates locales aux consommateurs locaux, l'idée de génie a été de miser sur la qualité (mais il sera difficile pour le meilleur gastronome de reconnaître, dans un *blind test,* la provenance des tubercules) et, surtout, le patriotisme. C'est ainsi que le label « Produits du terroir » a été créé pour les pommes de terres luxembourgeoises (*Lëtzebuerger Gromperen*), alors qu'il ne s'applique qu'à deux autres produits : la viande de bœuf et le blé et ses dérivés.



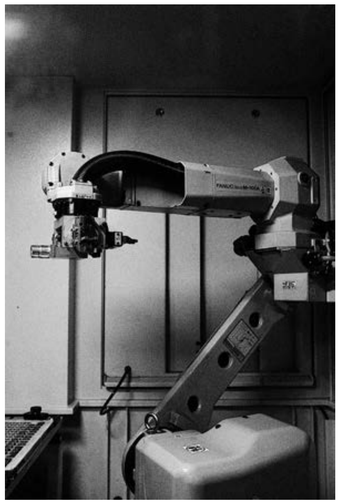
Ce n'est que justice. Le développement du pays semble, en effet, assez lié à celui de la pomme de terre, même si l'étymologie du mot *Gromper* est trompeuse. En effet, au début du XVIII[e] siècle, ont d'abord été importés du Nouveau Monde des plants de topinambours (alias des « poires de terre », ou « Grond bir »). Des raisons fiscales ont ensuite favorisé la confusion des deux espèces, puisque la pomme de terre, plantée en champs, était soumise à une dîme, alors que le topinambour, cultivé dans les jardins, en était exempté. Mais les Luxembourgeois, comme tout le monde, ont vite préféré la pomme de terre à son lointain cousin, d'autant plus que ledit légume a toujours été cultivé dans les terres peu fertiles, mais abondamment arrosées, ce qui correspond assez bien à la définition de l'Ösling. Ajoutez à cela une position stratégique sur l'axe européen de propagation de la pomme de terre (des Pays-Bas jusqu'à l'Ukraine) et une obligation de nourrir les troupes Napoléoniennes au temps du « département des forêts » pour installer définitivement cette culture dans le patrimoine génétique et gastronomique du jeune grand-duché.



On se dit que Matt Damon a de la chance que le chef cuistot de la Nasa n'ait pas mis des épinards ou des salsifis au menu du jour

Même si la pomme de terre ne représente plus aujourd'hui que environ un pour cent de la valeur totale de la production agricole du pays, avec un chiffre d'affaire de la filière d'environ trois millions d'euros, la cinquantaine d'exploitations affiliées au « Syndicat des producteurs de plants de pommes de terre », créé en 1945, font certainement autant partie du patrimoine culturel que la *Bouneschlupp*, le secret bancaire ou les brasseries. S'il fallait une preuve de l'entière confiance accordée à « Laura » pour réussir la purée, « Alexandra » pour les gratins, « Victoria » pour résister à la vapeur ou « Nicola » pour une chair plus ferme (on est encore loin de l'égalité des sexes), on pourra citer l'organisation depuis le début des années 2000 du *Gromperefest* à Binsfeld. À l'instar des vignerons de la Moselle qui élisent tous les ans leur Reine du Vin, c'est à l'issue d'un concours sélectif que sont désignés un *Monsieur Patate* et une *Madame Patate,* pardon, le *Roi et la Reine des pommes de terre.*

15. Dezember 2017 Nummer 50



Produktionsanlagen von Ceratizit in Mamer

Ceratizit

Wolfram, der harte Stein

Michèle Sinner

Von Windeln über Alufelgen bis zu Schockolade – indirekt spielen die Produkte von Ceratizit im Alltag der Verbraucher eine ganz erhebliche Rolle

Zu allererst entschuldigt sich Philippe Alzin, Linienchef für den Pressvorgang von Metallverspanungswerkzeug, für die vielen Baustellen um und in den Produktionshallen. Bei Ceratizit in Mamer wird im Schichtbetrieb gearbeitet. Da bleibt nur die Woche über Weihnachten, in der die Produktion stillsteht, um Arbeiten durchzuführen. So werden gerade in allen Ecken Renovierungs- oder Ausbaueingriffe vorbereitet. Ausgebaut hat Ceratizit in den vergangenen Jahren ständig. Die Geschäfte laufen gut, besonders seit 2002, als das Luxemburger Unternehmen Cerametal mit dem österreichischen Unternehmen Plansee Tizit fusionierte, erzählt Alzin. Was der Linienchef anhand von Baustellen und der Auftragslage beobachtet, bestätigen die Zahlen, die der Vorstandsvorsitzende Jacques Lanners nennt. Als die beiden Gesellschaften 2002 fusionierten, verbuchte das kombinierte Unternehmen einen Umsatz von 320 Millionen Euro und beschäftigte 3 400 Mitarbeiter. 2017 erreicht der Umsatz 1,1 Milliarden Euro und Ceratizit beschäftigt weltweit 9 000 Mitarbeiter, davon 1 500 in Luxemburg; für die heimischen Verhältnisse ein großer Betrieb.

Obwohl die Produkte von Ceratizit nicht an Endverbraucher gehen, spielen sie indirekt in deren Alltag eine ganz erhebliche Rolle. Das wird schon in der Rezeption klar, wo Ceratizit einige seine Produkte in Glasvitrinen ausstellt. Darunter ein ungefähr 20 Zentimeter breiter Zylinder, auf dem sich rundherum im Profil das gleiche Muster mehrmals wiederholt. „Damenbinden", erklärt Firmensprecher Parwez Farsan. Hygieneartikelhersteller stanzen mit diesen Zylindern den Saugkern ihrer Produkte aus Zellstoffbahnen. Auch in der Windelproduktion kommen solche Stanzrollen von Ceratizit zum Einsatz. Über 100 000 verschiedene Produkte stellt der Betrieb her und die Anwendungsgebiete sind vielfältig. In der Süßwarenherstellung spielt Ceratizit eine nicht zu unterschätzende Rolle. Schokoladen- und Kokosnussverarbeitungsbetriebe bestellen bei Ceratizit in Mamer die Hämmer, mit denen sie in ihren Mühlen Kakaobohnen und Kokosnüsse knacken.

Jeder Luxemburger Hobbyhandwerker, der etwas auf sich hält, kauft sich Wergzeug von Hilti, statt von handelsüblichen Marken im Baumarkt. Dass deren Aufsätze länger halten, liegt unter anderem daran, dass die Spitzen von Ceratizit stammen. Im Bereich der professionellen Holz- und Steinverarbeitung ist Ceratizit mit einem Anteil von 80 Prozent Weltmarktführer. Das heißt Bohraufsätze oder Sägeblattspitzen auf professionellem Arbeitsmaterial stammen zu 80 Prozent von der Firma mit Sitz in Mamer.

Wer schon einmal wegen Karies beim Zahnarzt war oder eine Wunde hat nähen lassen müssen, dem waren Ceratizit-Produkte hautnah: in Form der Bohraufsätze und der Platinen der Zange, mit denen der Arzt die Nadel hält. Nicht nur die Mikrochips, die Computer und Smartphones funktionieren lassen, werden mit Platinenbohrern von Ceratizit gefräst, die feiner sind als ein menschliches Haar. Die Aluminiumschalen, die als äußere Hülle von Computern und Smartphones dienen, werden ebenfalls mit Ceratizit-Aufsätzen ausgehöhlt und in die richtige Form gebracht.

Und auch in der Herstellung von Komponenten für die Automobilproduktion spielt Ceratizit eine Rolle. Indem die Firma die Aufsätze liefert, mit denen die Motorblöcke zerspant werden, und weil 70 Prozent der Hersteller von Alufelgen Ceratizit-Lösungen gebrauchen. Alle diesen Lösungen ist gemein, dass sie aus Hartmetall bestehen, das – man hat es vermutet – besonders hart und außerdem zäh ist. Zurück zu den Binden, Pampers oder Kokosnüssen: Andere Metalle, wie Stahl, nutzen bei der Bearbeitung von Zellstoff schnell ab, erklärt Parwez Farsan (deshalb sind beispielsweise auch die Kugeln im Kugelschreiber aus Hartmetall), um nicht ständig die Produktion zum Wechseln der Rollen und Hämmer anhalten zu müssen, beziehungsweise ständig neue kaufen zu müssen, setzen die Hersteller deshalb auf Hartmetall.

Um zu verstehen, was Certazit macht, helfen Analogien aus der Küche, genauer aus dem Backbereich. Das Hartmetall, erklärt Alzin, während er durch die Produktion führt, besteht aus einer Verbindung von Wolframcarbid und Kobalt, den Zutaten. Das Übergangsmetall Wolfram nennen Briten und Franzosen Tungsten, was auf Schwedisch soviel heißt wie „schwerer Stein". Nicht von ungefähr, denn Wolfram hat eine sehr hohe Dichte – auch kleine Hartmetallteile wiegen überraschend schwer in der Hand.

Allerdings ist Wolfram äußerst spröde und zersplittert wie Glas, fährt Alzin fort. Um ein widerstandsfähiges Material zu erhalten, wird unter das pulverisierte Wolframcarbid Kobalt gemischt. Wolfram hat eine sehr hohe Schmelztemperatur. Die von Kobalt ist geringer. Beim Backen, was Industrielle Sintern nennen, schmilzt das Kobalt, legt sich um die Wolframteile, füllt die Leerräume dazwischen und klebt sie zusammen. Das so entstehende Hartmetall ist weniger spröde als reines Wolfram, das „härteste und hitzeresistenteste Metall überhaupt", erklärt Alzin. Offensichtlich lässt sich das nach dem Backen nur noch mit großem Aufwand weiterverarbeiten. Um das schwierige Nacharbeiten auf ein Minimum zu beschränken, wird es vorher so präzise wie möglich in Form gepresst.

Drei Generationen von Pressen stehen in Alzins Bereich, in dem Zerspanungswerkzeuge hergestellt werden. Der Linienleiter kennt Vor- und Nachteile in- und auswendig. Die erste Generation steht hier seit 30 Jahren, ist aber immer noch im Einsatz. Die hydraulischen Pressen der zweiten Generation waren keine optimale Lösung. Mit der dritten Generation von elektrisch betriebenen Roboterpressen ist Alzin sehr zufrieden – „sehr viel präziser".

200 verschiedene „Backmischungen", in denen Wolframcarbid und Kobalt je nach späterer Anwendung in unterschiedlich großen Mengen vorkommen, mit jeweils noch verschiedenen Untermischungen, stellt Ceratizit selbst her. Sie enthalten außerdem Paraffin, das beim Pressen hilft, die staubige Mischung aus Wolframcarbid und Kobalt in Form zu halten, wie Alzin ausführt. Die Backmischung wird in Eimern an die Pressen geliefert, in Reservoirs geschüttet. Eine geringe Menge davon wird von den Maschinen auf die Matrizen gegeben, die „Backformen", dann gibt die Presse Druck von oben und unten. Danach werden die noch bröseligen Teile in Reih und Glied auf Backbleche sortiert, auf denen sie in die Sinteröfen geschoben werden. Ein Vorgang, der in Sekundenschnelle vorbei ist.

An den neuen Pressen holt sich der Roboterarm hinter seinem Schaufenster jeweils das Arbeitsgerät, das er braucht, und legt es danach ordentlich wieder ab. Die Matrizen müssen regelmäßig gereinigt werden. In den neuen Pressen holt sich der Roboter dazu eine kleine Bürste, an den älteren Maschinen steht dazu jeweils eine elektrische Zahnbürste bereit, mit denen die Mitarbeiter die Stempel säubern. „Funktioniert einwandfrei", urteilt Alzin. Weil zum Reinigen so einige elektrische Zahnbürsten draufgehen, habe Luxemburg den höchsten Pro-Kopf-Verbrauch weltweit, so Farsan.

Auch die fertig gepressten Teile werden einmal abgebürstet, um sie von eventuellen Unreinheiten zu befreien. In den neuen Maschinen holt sich der Roboter dazu sein griffbereit abgelegtes Bürstchen, in den alten Maschinen werden dazu, je nach Auftrag, unterschiedlich breite Pinsel eingeklemmt, an denen die Teile vor dem Ablegen auf die Backbleche vorbeistreichen. Egal ob neue oder alte Maschinen: Die Pinsel sind immer aus Eichhörnchenhaar, erklärt Alzin. „Wir haben alles probiert und alle anderen Haare hinterlassen Kratzer!", fügt er hinzu. High-Tech trifft auf Low-Tech.

Zwischen 15 und 20 Stunden dauert der Sinterprozess. Dabei schrumpfen die Teile um bis zur Hälfte, müssen danach aber genaueste Vorgaben erfüllen. „Um diesen Prozess genau zu kontrollieren", sagt Alzin nicht ohne Stolz, „da ist schon Know-how gefragt." Bei jedem Produktionsschritt werden Proben entnommen und kontrolliert. Zwischen den Pressen lugen Mitarbeiter in Mikroskope und messen, ob sich eventuelle Größenabweichungen im Vergleich zu den Vorgaben im Toleranzbereich halten oder die Maschinen neu ausgerichtet werden müssen. Nach dem Sintern und nach dem Schleifen wird erneut geprüft.

Denn je nachdem werden die Teile durchaus nachgearbeitet – das geht dann nur noch mit Diamanten. Und manche erhalten, um bei den Backanalogien zu bleiben, eine Glasur. Um neue Oberflächenbehandlungen zu entwickeln, Beschichtungen, die die Lebenszeit der Produkte verlängern, unterzeichnete Ceratizit vergangene Woche eine Forschungsvereinbarung mit dem Forschungszentrum List. Das Unternehmen investiert selbst rund vier Prozent seines Umsatzes in Forschung und Entwicklung, 40 Millionen Euro jährlich. 200 Mitarbeiter tüfteln unter anderem an der Zusammensetzung des Wolframcarbids, das in Differdingen hergestellt wird. Und machen sich Gedanken über neue Werkzeugformen – je mehr Kanten ein Zerspanungsmesser hat, um so seltener muss der Kunde es auswechseln, so Alzin, „das bringt Produktivitätsgewinne". Innovation ist für das Unternehmen „überlebenswichtig", sagen Firmenchef und Linienleiter übereinstimmend, denn die Konkurrenz, auch in Billigproduktionsländern, schläft nicht, da muss man sich abgrenzen. „Unser Ziel ist es zu erreichen, dass 40 Prozent unserer Produkte unter fünf Jahren alt sind", erklärt Jacques Lanners, dessen Großvater 1931 mit der Produktion von Glühbirnendrähten begann. Plansee Tizit nutzte die Hitzeresistenz von Wolfram schon zehn Jahre früher zur Herstellung solcher Drähte, zusammen haben die Unternehmen 90 Jahre Erfahrung im Umgang mit Hartmetall. Hielten es die Luxemburger vor der Fusion eher mit Coca-Cola und meldeten keine Patente an, damit niemand ihre Forschungsergebnisse beim Patentamt nachschlagen konnte, pflegten die Österreicher eine andere Kultur, die seit der Fusion auf das ganze Unternehmen ausgeweitet wurde. Eine langjährige juristische Auseinandersetzung hat Lanners von den Vorzügen der Patentanmeldung überzeugt. „Ein Konkurrent hat uns kopiert, dann ein Patent auf unserem Produkt angemeldet und danach uns verklagt. Weil wir kein Patent hatten, dauerte es ziemlich lange, bis wir nachweisen konnten, dass wir im Recht waren."

Auch Ceratizit produziert in Fernost. Das Joint-Venture CB-Ceratizit gehört seit 2010 zur Gruppe. „Ceratizit war das erste Luxemburger Unternehmen, das in China produziert hat", erzählt Lanners. Wegen der Löhne, erklärt er, sei das Produzieren dort mittlerweile weniger günstig als in Osteuropa. Doch China hat für Hartmetallhersteller andere Reize. Es verfügt über die größten Wolframvorkommen weltweit. Zwar darf das Joint-Venture den Rohstoff nicht exportieren, kann ihn aber zur eigenen Produktion günstig beziehen.

Die chinesische Tochtergesellschaft hat wesentlich zum Wachstum in der Gruppe beigetragen. Die Expansion von Ceratizit ist darüber hinaus durch Zukäufe getrieben. Allein in den vergangenen fünf Jahren hat die Gruppe vier Firmen aufgekauft und ist ein weiteres Joint-Venture eingegangen. Weltweit ist Ceratizit derzeit die Nummer fünf der Hartmetallwerkzeughersteller und setzt 65 Prozent seiner Produktion in Europa ab, 25 Prozent in Asien und zehn Prozent in Amerika. Gerne würde man in die Top-Drei aufsteigen, aber Nummer drei, räumt Lanners ein, ist doppelt so groß wie Ceratizit. Das Unternehmen will auf dem amerikanischen Kontinent und in Asien Marktanteile gewinnen, weil es in Europa in vielen Bereichen bereits Marktführer ist. Da ist das Gewinnen zusätzlicher Marktanteile umso schwerer. Allerdings bringt die geografische Ausdehnung nicht immer den gewünschten Erfolg. In den USA, erzählt Lanners, habe das Unternehmen die falsche Strategie gewählt. „Wir dachten, wenn wir unsere europäischen Qualitätsprodukte aufbieten, dann müssten die Amerikaner sie kaufen wollen. Aber Qualität ist für die nicht unbedingt das erste Kaufargument." Das habe man lange nicht verstanden, so Lanners, nun wolle man das amerikanische Management auf seinem Markt mehr gewähren lassen, in der Hoffnung, dass die Verkaufszahlen steigen.

Unser Ziel ist es, zu erreichen, dass 40 Prozent der Produkte unter fünf Jahren alt sind." Jacques Lanners, Vorstandsvorsitzender

Um Kunden zu gewinnen und an sich zu binden setzen aber auch Industrieunternehmen wie Ceratizit auf guten Service. Zum einen entwickelt der Betrieb gemeinsam mit Kunden Lösungen für die von ihnen gewünschten Anwendungen und schult sie zum anderen noch im Umgang damit. „Wir wollten das nicht großspurig Universität nennen", sagt Lanners, deshalb heißt das Schulungsprogramm nun Ceratizit Academy. „Das hat Riesenerfolg", ist Lanners selbst verwundert. Nur einzelnen habe es nicht so gut gefallen, mit dem Konkurrenten in der Schulbank zu sitzen. Darüber hinaus hat das Unternehmen ein Logistikzentrum aufgebaut, das Bestellungen, die abends vor 18.30 Uhr eingehen, am folgenden Tag vor Mittag ausliefert. „Das ist schneller als Amazon!", sagt der Chef mit Genugtuung.

L'improbable renaissance des eaux-de-vie luxembourgeoises

Des prolétaires aux hipsters

Le distillateur Josy Zenner

Bernard Thomas

Après deux heures d'interview, Joseph (dit « Josy ») Zenner m'interrompt : « Je n'aime pas le mot 'Schnaps'. Cela a une connotation de *Fusel*. Je préfère parler de 'Edelbrand' ou de 'Drëpp'… donc de quelque chose qui se déguste, goutte par goutte. » Avec son col roulé noir et sa veste Barbour en toile cirée, le distillateur a des airs de *gentleman farmer*. (Durant les mois d'été, il fait des tours à travers les vignobles au volant d'un ancien taxi londonien.) Située au cœur du pittoresque village de Schwebsange (commune de Schengen), l'ancienne maison familiale des Zenner – sur le grenier de laquelle est logée la petite distillerie artisanale – a été redessinée par l'architecte François Valentiny.

Il y a quinze ans, la famille Zenner s'était réunie pour déterminer s'il fallait investir dans une nouvelle installation de distillation. La question qui se posait était celle de la poursuite sur le moyen-terme de l'activité. La réponse fut oui. Josy Zenner, qui a aujourd'hui dépassé l'âge légal de la retraite, continue à distiller – une passion dit-il –, en attendant que son fils, Christian, qui travaille dans l'aviation, reprenne l'activité de la PME qui compte un collaborateur fixe plus des saisonniers. Avec plus de dix hectares de vignobles, l'activité principale de Zenner est la viticulture ; Josy Zenner livre ses raisins aux Caves Desom. La production d'eaux-de-vie reste donc une activité « accessoire » exercée depuis des générations par les anciens de la famille.

Au Luxembourg, l'eau-de-vie garde une connotation de boisson paysanne et prolétaire. Dans les bistrots ouvriers des villes sidérurgiques, les tenanciers alignaient les *Humpen* et les *Drëppen* en anticipation des changements d'équipe. Dès les années 1980, Josy Zenner tente de se distinguer en misant sur le « haut de gamme » et dépose la marque « Fine de Luxembourg » en analogie au cognac commercialisé sous l'appelation « Fine Champagne ». On retrouve ses produits chez le traiteur Kaempff-Kohler et dans quelques vinothèques fréquentées par la « bonne bourgeoisie » où, pour reprendre la formule de Proust, « s'était conservée héréditairement […] la connaissance des bonnes adresses et l'art de savoir bien faire une commande ».

Mais les bouteilles Zenner sont également présentes sur les étagères des supermarchés Alima, à la City Concorde, au House of Delights du Findel ainsi qu'à la supérette gérée par le Parlement européen. Josy Zenner estime pourtant « ne pas avoir les volumes » pour rentrer de plain-pied dans les grandes surfaces. Selon les années fruitières, la distillerie produit autour de 4 000 bouteilles. « Mon stock sera donc vite épuisé ; au bout d'un an, je n'en aurai plus assez pour assurer le ravitaillement. »

Tout au long du XX^{e} siècle, le nombre de distilleries n'a cessé de péricliter : alors que le Luxembourg en comptait environ 1 400 (tant industrielles que paysannes) à la fin du XIX^{e} siècle, leur nombre est descendu à un petit millier dans les années 1950, puis à quelque 160 au début des années 1990. « À cette vitesse, d'ici l'an 2000, il ne devrait plus avoir de distillerie active au Luxembourg », écrivait un brin fataliste Josy Zenner en 1995 dans la plaquette anniversaire *100 Joër Lëtzebuerger Landes-, Uebst- a Gaardebauveräin*. En conclusion, il esquissait pourtant une voie de sortie : « Au moins dans certaines régions d'Europe on constate, également dans les eaux-de-vie, que des niches de marché sont occupées par des produits locaux. Et ceci avec un succès croissant. »

Sur les dernières années, la production n'a en effet cessé de croître. « Il y a eu une croissance régulière, en partie plus rapide que celle du PIB », estime Josy Zenner. Une nouvelle génération de hipsters, attirés par la patine d'authenticité locale, a boosté un discret *revival* des micro-distilleries locales. La distillerie Diedenacker a ainsi misé sur un design minimaliste et élégant et le lancement d'un whisky qui lui ont ouvert les portes

Marc de Riesling vs grappa, cognac & co.

au « Lët'z go local » des Rodondes. La distillerie du Clos du Fourschenhaff (présente au marché hebdomadaire du Knuedler) a diversifié sa gamme : fleur de bière, *Vullekiischtendrëpp* (sorbier des oiseleurs) et autres *Hielännerbléiendrëpp* (fleurs de sureau). Les distilleries Müller à Contern et Streng à Grevenmacher se sont, elles, lancées dans la production de gin.

Josy Zenner n'aime pas trop s'aventurer dans les « exotes locaux » auxquels il préfère les grands classiques (framboise, mirabelle, kirsch, poire, coing), ainsi que les marcs. Les fruits proviennent pour la plupart de vergers de la région. « Cette année, on a eu très peu de mirabelles, peut-être la moitié d'une récolte normale… Mais elles sont excellentes. » D'autres fruits, dont la cueillette est plus intensive en main d'œuvre, sont importés. C'est le cas des framboises acheminées de Pologne, de Roumanie ou de Serbie. (Pour produire une bouteille de cinquante centilitres, il en faut trois kilos.) Aux concours internationaux, les distillateurs luxembourgeois ont fait des prestations très honorables sur les dernières années. Alors qu'un tiers des échantillons présentés ont droit à une médaille (« grand or », « or », « argent », « bronze »), on retrouve régulièrement les eaux-de-vie et marcs grand-ducaux en haut du classement.

Cette renaissance souterraine est devenue visible lors de l'annuel « D'Mislerland brennt ! » dont la septième édition eut lieu cet octobre. Entre *Träipen, Kniddelen* et « café, quetsch et cigare », les visiteurs peuvent parcourir cinq distilleries le long de la Moselle. « C'est difficile de réunir les distillateurs, car ce sont des individualistes... Encore plus que les vignerons », dit Zenner. Les organisateurs, soucieux de se distancier de l'image de l'eau-de-vie comme boisson de pochtron, avaient conféré un air *family friendly* aux festivités grâce à des animations pour enfants et des concerts de Fausti et de Serge Tonnar.

L'excellente Fine des Coteaux de Schengen, un marc à 51 degrés conservé au moins douze ans dans des vieux fûts de chêne, fut lancée à la fin des années 1980, suite à un défi de comptoir. Zenner la vend à une quarantaine d'euros la bouteille de demi-litre. Comparée à une bouteille de cognac, c'est très peu. Mais un des problèmes des eaux-de-vie luxembourgeoises est l'absence d'un nom d'appellation contrôlée reconnaissable. Tout le monde connaît le cognac charentais et la grappa d'Italie ou du Tessin. Mais demandez un marc de riesling dans un café et on pensera que vous en avez marre du riesling.

Luxemburgische Küche

Nationalität geht durch den Magen

Martin Theobald

Die Geschichte der Menschheit handelt von Gerüchten, Verschwörungstheorien, Annahmen und Mutmaßungen. Eine – zumindest in der deutschen Hauptstadt sehr gängige – davon ist, dass es in der Delikatessenabteilung des legendären Kaufhauses des Westens alles, aber auch alles gibt. Heuschrecken, eingelegt. Elefantensteaks, wohl nur unter der Ladentheke. Gelbseitenkohlbratlinge, von denen noch kein Mensch je etwas gehört hat. Vor allen Dingen aber ganz sicherlich auch Spezialitäten und Genüsslichkeiten aus dem Großherzogtum Luxemburg, von jenseits der Mosel, also von ganz weit weg im Westen. Köstlichkeiten *made in Luxembourg*. Nicht nur Kniddelen und Maufelchen, nicht nur Crémant und Moutarde, sondern alles, aber auch alles was Gaumen und Herz begehren. Feierstengszalot als Convenience Produkt in der Tiefkühltheke, Bouneschlupp in der praktischen Einliterdose mit Dosierungshilfe, dazu einen rassigen Pinot Blanc vom Remicher Goldberg oder ein kühles Ourdaller Wäissen. Alles *made in Luxembourg*. Alles *made* mit Liebe. Und alles mit viel Herz.

Neben der Großstadtsage ist es eine Tradition unter alten West-Berlinern sich Freitagsabends in der Delikatessabteilung des KaDeWe zu treffen, um die Woche zu beenden. Man hat seinen Stammplatz an den unzähligen Tresen für Flussfisch, Hochseefisch, Seefisch, Tiefseefisch, Havelfisch oder anderen Teichwaren, korrespondiert mit dem kundigen Küchenpersonal über die Erfolge und Niederlagen der zu Ende gehenden Woche, bevor dieses den passenden Wein zum gewählten Hauptgericht kredenzt. In genau einer solchen Szenerie muss es ein Leichtes sein, einen luxemburgischen Abend zu bestreiten. Ein kulinarisches Wochenende *made in Luxembourg*.

Zunächst die Maufelchen. Als Klassiker und Einstieg in den entspannten Freitagabend. Wursttheke. Fleischabteilung. Eifriges Personal, das gerne berät und aufdringlich alles Wissenswerte zum Kühlthekenangebot über den Tresen reicht. Hier liegen neben vielen anderen Pasteten und Terrinen die Maufelchen, Rieslingspaschtéit aus Luxemburg. „Pardon", berichtet die Verkaufskraft, „aus Frankreich". Sie hebt den Zeigefinger und weist auf das über der Theke thronende Schild: „Frankreich". Steht dort. In übergroßen Lettern. Auf gleich drei Schildern. Damit man weiß, hier werden französische Spezi-

Crémant und Berlin. Das kann gar nicht funktionieren

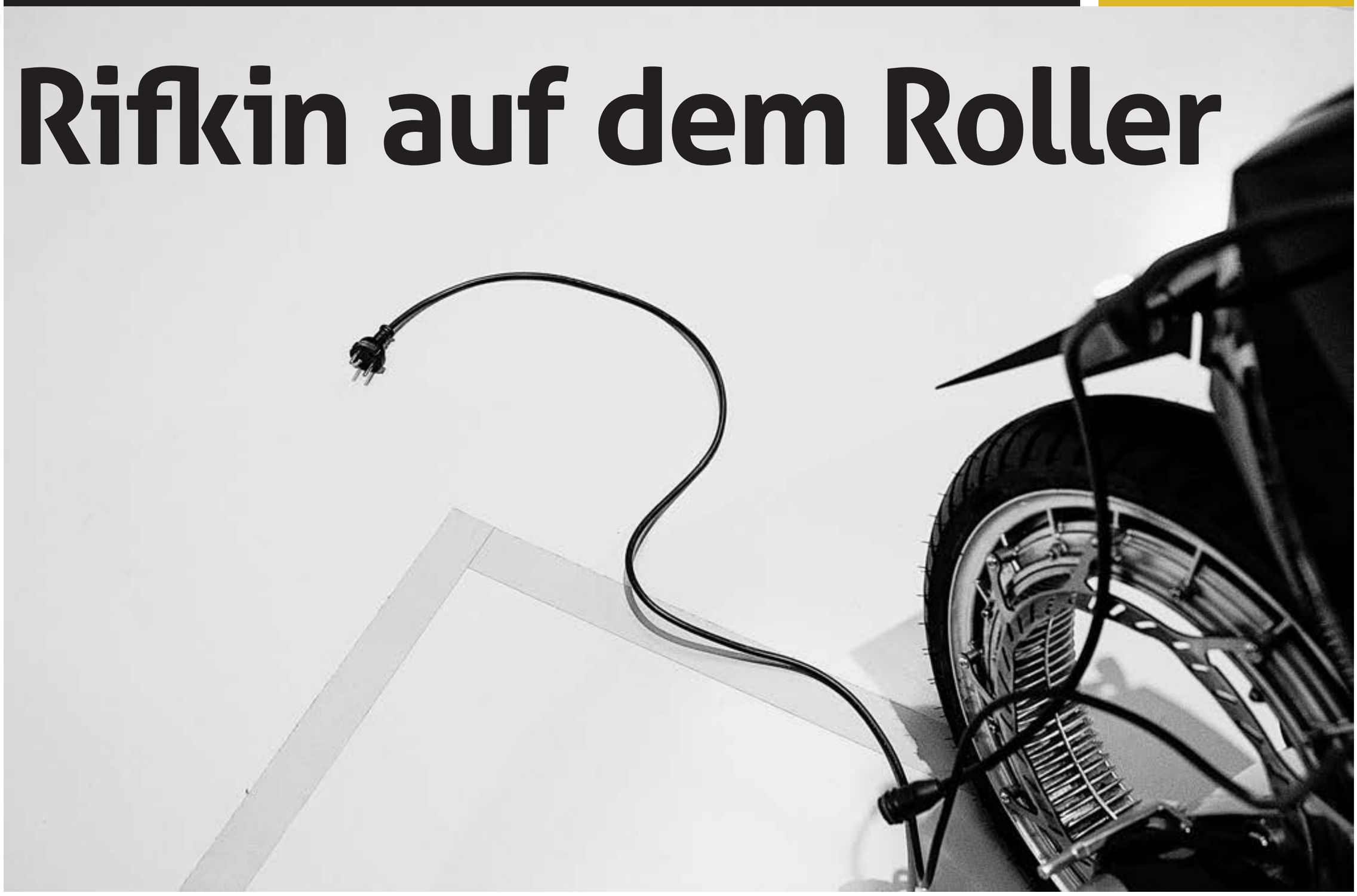
alitäten angeboten. Eigentlich wird die angebotene Rieslingspastete im Spezialitätenrestaurant von Luc Wolff, Leonhardstraße, Berlin-Charlottenburg, jeden Tag frisch für das KaDeWe zubereitet. Eigentlich. Uneigentlich kommen sie heute allerdings aus Frankreich, wie das Deckenschild eindringlich mahnt. Nochmals die Nachfrage zur Heimatermittlung des Backwerks. Die Verkäuferin stemmt ihre Arme in die Hüften. Sie wird ungeduldig. Diskussion und Herkunftsbestimmungen der angebotenen Produkte sind nicht ihr Ding. „Da oben steht Frankreich und wir haben hier nur französische Delikatessen. Da drüben ist übrigens Italien." Das Thekeneingangsschild zur Positionsbestimmung und Grenzziehungsdebatte. Ein letzter Versuch: „Haben Sie Fierkelsjhelli?" Der Blick der frankophilen Fleischthekenbesatzung macht deutlich, dass nun ein Kauf getätigt werden sollte, um der deutsch-luxemburgischen Freundschaft und der deutsch-französischen Gaumenfreuden Willen nicht im Desaster enden zu lassen. „Können die Maufelchen zum direkten Verzehr erworben werden?" „Nein." „Wenn ich an einem der Speisentresen einen Teller besorgte, …?" „Nein." „Und einfach…" „Nein."

Auf so viel Ernüchterung braucht es ein Glas Crémant. Kein anderes Land ist so sehr für seine Crémants bekannt wie Luxemburg. Man sagt, er sei vor einem Vierteljahrhundert dort erfunden worden. Es prickelt, perlt und schäumt in schier allen Weinbergen des Großherzogtums. Wormer, Réimech, Gréiwemaacher. Perlen des Perlweins. Kleinodien der Prickelbrause. Zum Glück gibt es keine Geographiestreitigkeiten im Sektregal, wenn auch hier ordentlich unterschieden wird. Die Welt des Schaumweins ist unterteilt in Deutschland, Frankreich, Rest der Welt. Das macht die Sache einfacher. Gelernt ist, dass das Großherzogtum in diesem Konsumtempel gerne Frankreich zu geschlagen wird, doch dort gibt es ausschließlich Champagner. Also zurück in das Allerwelts-Angebot. Zwischen einem australischen „Sparkling Merlot" und einem Perelada aus Spanien finden sich drei Flaschen Cuvée Atoinette, Crémant de Luxembourg, von den Domaines Vinsmoselle. Lauwarm. Preisreduziert. Nicht zum Entkorken an Ort und Stelle geeignet. Doch in der weiten Welt der Weinabteilung ist das Verkaufspersonal sinnesfreudiger: Man würde zu gerne die Flasche auf Eis legen, doch schließe das Kaufhaus in einer Dreiviertelstunde, was sicherlich nicht ausreiche, um für ausreichend Kälte zu sorgen und man solle am nächsten Tag vorbeischauen, dann rechtzeitig vor dem Einkauf eine Flasche kühlen lassen. Ein Seufzen huscht durch die Trinkhalle der Dekadenz. Eine Flasche Sparkling Merlot kann bestimmt auch beim Raumtemperatur entkorkt werden. Achselzucken. Ratlosigkeit. Rückbesinnung auf den eigenen Kiez, fünf U-Bahn-Stationen südlich, wo selbst der Supermarkt um die Ecke luxemburgischen Schaumwein, pardon, Crémant gut sortiert und gut gekühlt im Angebot hat. Man kann dort sogar zwischen goldenem und schwarzem Etikett wählen. Welch ein Überfluss.

Crémant und Berlin. Das kann gar nicht funktionieren. In der Stadt braucht es ein Bier, mit dem man durch die Straßen schlendert, U-Bahn fährt, in der Schlange vor dem Reichstagsgebäude steht. Sternburg, das günstige, bekannte, gern getrunkene Kiosk-Bier, ist allerhöchsten ein Zitat für den abgewetzten Alltag, denn ein Trank für Fernwehaspiranten. Wer Zeichen setzen möchte, darf auch gerne luxemburgischen Gerstensaft durch die Hochhausschluchten tragen. Und trinken. Sicherlich hat das KaDeWe entsprechende Offerten. Zugegeben, die Bier-Abteilung ist überraschend klein und übersichtlich, ein wenig bunt. In den Regalen sogar eintönig, wenn auch exotisch, siebzehn russische Bierflaschen kaschieren die Leere dahinter. Nur: Luxemburgisches Bier ist nicht zu finden. Der Verkaufsberater: „Wir hatten dies für eine Sonderaktion irgendwann einmal. Ging nicht. Haben wir wieder aus dem Sortiment genommen. Hat keinen interessiert." Harte Worte. Am Freitagabend. „Aber wir haben ein gutes griechisches Bier." „Senf! Wo gibt es hier denn guten Senf?" „Gerade durch, dann links. Bei Essig und Öl!" „Senf aus Luxemburg?" „Ich befürchte", sagt die Senffachverkäuferin, „dass ich Sie enttäuschen muss. Sie können in ein Delikatessengeschäft in der Leonhardstraße fahren, dort gibt es fast ausschließlich luxemburgische Produkte." Was sättigt *Made in Luxembourg* und „Sou schmaacht Lëtzebuerg", wenn leere Regale den Kochtopf nicht füllen? Luxemburg weiß wie Luxemburg schmeckt und Berlinern bleiben nur Maufelchen, die ihre Heimat leugnen müssen und eine Flasche lauwarmen Perlweins, wenn die Woche am Treffpunkt des Weltschmerzes zu Ende geht. Aus Enttäuschung dann doch ein Glas, irgendein Glas Crémant. Tun wir so, als ob. „Entschuldigung. Das sind unsere Stammplätze. Wir sitzen jeden Freitagabend hier." Sich nach luxemburgischen Produkten im KaDeWes zu erkunden, leistet bestimmt der Gentrifizierung der Feinschmeckerabteilung Vorschub. Die Stadt kann einfach nicht aus ihrer Haut. Das Großherzogtum auch nicht.

Auf dem Weg nach Hause dann der Späti, das Grundgourmetgerüst der deutschen Hauptstadt. Rund um die Uhr ist das im Angebot, was der jeweilige Betreiber zum Wichtigsten und Nötigsten in der Nahversorgung deklariert. Dort stehen sie. Im Kühlschrank ganz an den Rand geschoben, bedrängt vom Überangebot der Massenware. Zwei weiße Flaschen. Mit einem roten Löwen. So schmeckt Luxemburg. Vier Euro verlangt der Bartender der Freitagnacht. Vier Euro. Pro Flasche. Egal. Es ist Luxemburg. Es ist *Made in Luxembourg*. Es war haltbar bis zum 23. September 2017.

Rifkin auf dem Roller



Der Elektromotor der Ujets ist ins Hinterrad integriert. Über 25 Patente hat die Firma angemeldet

Ujet montiert in Foetz Elektroroller

Michèle Sinner

Wenn Albane Siramy erzählt, wo man künftig ein Ujet kaufen kann, einen der elektrischen Roller, die bald in Foetz gebaut werden, muss man unweigerlich an den Computerhersteller Apple denken. Kurzfristig will Ujet Vertriebsverträge mit Autohändlern aus dem Premiumsegment abschließen und seinen Roller über die eigene Webseite anbieten, wo Kunden jetzt schon Reservierungen aufgeben können. Mittelfristig aber hat die Firma mit Sitz in Leudelingen andere Pläne. „Wir sind dabei eine starke Marke zu entwickeln, und darauf wollen wir aufbauen. Ein eigenes Vertriebsnetz wird uns die Möglichkeit geben, dies auszureizen und die Aufmerksamkeit bei den Kunden zu wecken", so Siramy. Ein bisschen klingt das so, als ob es auf den Einkaufsmeilen der Weltmetropolen neben dem Apple-Shop einen Ujet-Shop geben könnte.

Das würde passen, denn das Ujet ist erstens auf die urbane Bevölkerung ausgerichtet und setzt zweitens auf mobile Konnektivität: Regulär gestartet wird das Ujet über das Smartphone des Nutzers, das über Bluetooth verbunden ist und auf dem innerhalb der Ujet-eigenen App alle Nutzerdaten abgerufen werden können. Für den Fall, dass das Telefon verloren geht, gibt es einen Plan B. Zielkundschaft von Ujet ist die Gruppe der 30-jährigen bis Mittvierzigern, die „die das Stadtleben liebt und nach neuen Lösungen für die Mobilität innerhalb der Stadt sucht". Wenn angesichts eines stetig steigenden Verkehrsaufkommens und der damit verbundenen Abgas- und Feinpartikelproblematik von Elektromobilität die Rede ist, gehe es oft nur um E-Autos, bedauert Siramy. Ujet wolle eine Diskussion über die ganze Bandbreite der Elektromobilität anstoßen und dazu gehörten auch Elektroroller.

Als die Firma 2015 gegründet wurde, mussten Aussagen wie diese Musik in den Ohren der politischen Verantwortlichen sein, die zeitgleich versuchten, mit Jeremy Rifkin in Luxemburg die dritte industrielle Revolution in Gang zu bringen. Von den Behörden und von Luxinnovation wurde das Start-Up mit Hinweis auf den Rifkin-Prozess gut empfangen und beraten, berichtet Siramy. Das ist der Hauptgrund dafür, dass die Serienproduktion der Elektroroller um die Jahreswende in Foetz gestartet wird und nicht in der Gegend von Ulm, wo die Forschungs- und Entwicklungsabteilung der Gruppe angesiedelt ist. Das Wirtschaftsministerium half bei der Suche nach einer Produktionshalle, führte die Ujet-Manager durch den Neubau in der Foetzer Industriezone. Angesichts der Stärke des Industriesektors, erklärt Siramy vorsichtig, sei der Empfang für ein weiteres neues Start-Up in Deutschland nicht ganz so herzlich.

„Sehr viel Geld" wurde in Forschung und Entwicklung investiert

Dass die Firma ihren Hauptsitz in Luxemburg hat, liegt an ihren Investoren. Muttergesellschaft von Ujet ist die von russischen Ingenieuren gegründete Firma Ocsial, die bis 2020 in Differdingen die weltweit größte kommerzielle Produktion einwandiger Kohlenstoff-Nanoröhren aufziehen will, einer Art Zauberstoff, der, auch schon in geringen Dosen untergemischt, wegen der hohen Dichte und Zugfestigkeit, die Eigenschaften anderer Materialien verstärkt. Weil die Nanoröhren darüber hinaus äußerst leitfähig sind, wird ihnen eine goldene Zukunft in industriellen Anwendungen unter anderem in der Elektronikbranche vorausgesagt. Ocsial, erklärt Siramy, der derzeit immer noch 32 Prozent an Ujet gehören, habe Luxemburg als zentralen Standort zwischen den potenziellen Kunden in Deutschland, Frankreich und Belgien ausgesucht.

So kommt es, dass der Elektroroller, der Anfang Januar bei der Consumer Electronics Show in der Casino- und Showbiz-Metropole Las Vegas vorgestellt wird und auf dem künftig urbane Eliten zum nächsten Geschäftstreffen flitzen sollen, in einer diskreten Halle in Foetz zusammengebaut wird. Eliten sind ein gutes Stichwort, denn finanzkräftig müssen die Ujet-Fahrer sein. Der Roller soll kein Konkurrent zu Elektrorollern aus China oder Indien sein. Ujet positioniert sich eindeutig im hochwertigen Produktsegment. Die Farben, in denen er erhältlich ist, heißen „Concorde White", „Picadilly Blue", „Barbican Taupe" oder „Soho Grey". Mit der kleineren von zwei Batterievarianten hat das Ujet eine Reichweite von 70 Kilometern und kostet 8 690 Euro.

Das Design ist sauber, der Look futuristisch, um sich von anderen Herstellern abzugrenzen, die auf einen Retro-Look à la Vespa setzen. Die Batterie inklusive Sitz lässt sich in einem Handgriff abmontieren und kann dann wie Rollkoffer für das Handgepäck im Flugzeug in die Wohnung gezogen werden, wo sie an einer normalen Steckdose geladen werden kann. Der Roller selbst lässt sich zusammenfalten und hat dann noch etwa die Größe eines großen Kinderwagens, zu groß, um ihn in öffentliche Verkehrsmittel zu schieben, aber klein genug, um ihn in einem Mehrfamilienhaus zu verstauen. Die Steuerungssäule des Ujet besteht aus Kohlenstofffaser, die weiteren Bestandteile sind aus Magnesium und Aluminium. Dadurch soll das Ujet besonders leicht und stabil sein. Der Motor ist ins Hinterrad integriert, insgesamt hat die Firma über 25 Patente angemeldet. „Sehr viel Geld" wurde in Forschung und Entwicklung investiert. Wie viel genau, will Siramy nicht sagen. Laut Firmenbilanz war Ujet S.A. bis Ende 2016 von den Aktionären mit 18 Millionen Euro Kapital ausgestattet worden und verzeichnete – für ein Start-Up in der Entwicklungsphase nicht außergewöhnlich – vergangenes Jahr rund vier Millionen Euro Verlust. Die Ausgaben zur Entwicklung immaterieller Anlagewerte wie Patente und Lizenzen beliefen sich auf rund zehn Millionen Euro.

Wenn die Serienproduktion startet, gibt Siramy zu bedenken, muss weiter investiert werden, in die Produktionsanlagen und in Personal. Während Arbeitgeberverbände in den vergangenen Jahren immer wieder beklagt haben, dass gut ausgebildetes Personal schwer zu finden sei, können die Verantwortlichen von Ujet dies so nicht bestätigen. Luxemburg sehen sie bislang als ideale Ausgangsbasis zur Rekrutierung von Fachpersonal, auch aus den Nachbarländern. Über hohe Lohnkosten macht sich Siramy keine Sorgen. „Der Produktionsprozess ist nicht besonders arbeitskraftintensiv, deshalb spielen die Lohnkosten keine große Rolle." Denn zur Produktion in Foetz werden die Komponenten von den Subunternehmern angeliefert, wo sie von den Ujet-Mitarbeitern montiert werden. In einer Schicht könnten bis zu 10 000 E-Roller jährlich zusammengebaut werden. Ob in einer, in zwei oder drei Schichten gearbeitet wird, sei noch nicht entschieden und hänge davon ab, wie die Verbraucher nach der Markteinführung reagieren.

Sven Becker

Prototypen im Test

Derzeit arbeitet Ujet noch an der Homologation, ein Prozess, der mehrere Monate in Anspruch nimmt und den die Firma in Zusammenarbeit mit dem Tüv Süd durchführt, zu dem die Ingenieure, die in Ulm in der Forschungs- und Entwicklungsabteilung von Ujet arbeiten, bereits in Kontakt standen.

Albane Siramy ist von den Vorzügen des Ujets überzeugt. „Wir wollten ein Produkt schaffen, das das bestehende Angebot ergänzt", sagt sie. Das Ujet-Fahren werde von der Erfahrung her dem Fahrradfahren nicht unähnlich sein. „Es gibt wenig Vibrationen und es ist leise." Aber anders als beim Fahrrad und bei E-Fahrrädern, die dem Ujet oftmals gar nicht so weit hinterherhinken, müssen die Nutzer niemals in die Pedale treten. „Für die Gesundheit ist das Fahrrad natürlich besser, aber wenn man nicht verschwitzt beim Geschäftstreffen ankommen will, eignet sich ein Ujet besser."

Das Ujet soll in den kommenden Monaten in mehreren Phasen auf den Markt gebracht werden. Zur ersten Welle gehören Mailand, Paris, Barcelona, Monaco und Luxemburg. Die folgenden Wellen sind so genau noch nicht definiert, aber die Chancen stehen gut, dass zur zweiten Welle Städte wie Madrid, Rom und Amsterdam gehören. „Wir sehen da viel Potenzial für uns", sagt Siramy. „In den USA ist der Markt für Scooter ziemlich begrenzt, wir denken da an Städte wie San Francisco oder an der Ostküste Miami", fügt sie hinzu. Und obwohl in Asien E-Roller hergestellt werden, die für ein paar hundert Euro zu haben sind, will Ujet auch dahin exportieren. In Städte, deren Einwohner über eine hohe Kaufkraft verfügen. „Manche Viertel von Tokio kommen da in Frage, Hongkong oder beispielsweise Shanghai."

Codipro

Wirbelringschrauben für die Welt

Michèle Sinner

„Ist der Giga da?“, ruft Produktionsleiter Steve Henricot dem Lageristen zu. Der Giga DSS ist das leistungsstärkste Modell der Firma Codipro. Gut 55 Kilo wiegt das gute Stück, wenn es zusammengebaut ist. Eine Drehwirbelschraube, wie der Haken im Fachjargon heißt, der eine Last von bis zu 125 Tonnen aushält, also locker 120 Autos auf einmal und vor allem an einem einzigen Kontaktpunkt heben könnte. Der „Giga“ ist demnach kein Alltagsprodukt, wie Henricot einräumt, sondern eines, das bei ganz besonderen Einsätzen gebraucht wird. Beispielsweise beim Bau von Offshore-Windparks, wo das tonnenschwere Turmelement, an dem Turbine und Rotorblätter angebracht werden, aus der Horizontalen in die Vertikale aufgerichtet werden muss. Der „Haken“, mit dem der Turm an der Krankette befestigt ist, muss dieser Bewegung folgen können. Dafür braucht es eine Drehwirbelschraube, die in dieser Größe in Europa nur von der Wiltzer Firma Codipro hergestellt wird. Die Verkaufsrenner, die Henricot vorzeigt, sind wesentlich kleiner als der Giga. Ein wichtiger Abnehmer für die Anschlagpunkte, wie das Werkzeug auch noch genannt wird, ist die Plastik-Spritzgussindustrie, die Drehwirbelschrauben braucht, um die Gussformen, etwa für Stoßdämpfer oder Softdrinkflaschen, auf die Maschinen und wieder herunter zu bewegen.

Codipro gehört seit 2005 zur Firmengruppe Alipa (All for lifting and packaging), zu der auch die Firma No-Nail Boxes zählt. Alipa ist eher eine Marke als eine juristische Einheit, wie Christophe Losange, Direktor für den Bereich Hebetechnik, erklärt. Insgesamt erzielt die Gruppe einen Umsatz von 23 Millionen Euro jährlich und beschäftigt 120 Mitarbeiter. Gegründet wurde Codipro 1974 in Le Mans. Bei der Übernahme beschäftigte das Unternehmen den Besitzer, seine Frau und einen Mitarbeiter, bediente den französischen Markt und erzielte dadurch einen Umsatz von einer Million Euro. Zwölf Jahre und einen Umzug nach Luxemburg später hat sich der Umsatz verzehnfacht und die Firma zählt 35 Mitarbeiter.

Die Produktlinie Gradup hat gerade in Minneapolis Weltpremiere gefeiert

Als Ursachen für dieses starke Wachstum zählt Losange mehrere Faktoren auf. Der Standort Luxemburg spielt dabei eine wichtige Rolle. „Ohne Zertifikat ist ein Produkt nichts wert“, holt der Direktor aus. Bei den Drehwirbelschrauben, beim Hebewerkzeug insgesamt, handelt es sich um Sicherheitswerkzeug, dessen maximale Leistung und Herkunft homologiert und bescheinigt werden müssen, und das danach einer alljährlichen Kontrolle unterzogen werden muss. Codipro, erklärt Losange, sei auf dem Markt ein wichtiger Akteur, nicht was die verkauften Mengen betrifft, sondern in Bezug auf Qualität und Leistung. „Die meisten Produkte stammen aus Asien.“ Auch die werden mit Zertifikat geliefert. „Aber ein in Luxemburg ausgestelltes Zertifikat ist in den Augen der Kunden mehr wert“, so Losange. Das *Made in Luxembourg* helfe, das Image als Unternehmen mit hochwertiger Produktpalette zu pflegen.

Der Durchschnittspreis der Codipro-Drehwirbelschrauben liegt bei 88 Euro. Bei den Konkurrenten aus Asien, fügt der Direktor hinzu, liege er zwischen 30 und 50 Euro. Der Unterschied ist einerseits darauf zurückzuführen, dass sich Codipro auf die Herstellung von großen Anschlagpunkten spezialisiert hat, die besonders schwere Lasten tragen können. Und andererseits darauf, dass die Qualität den Kunden einen Aufpreis wert ist.

Seit das Unternehmen umgezogen ist, exportiert es in die ganze Welt. „Chile, China, Myanmar, Japan ...“ zählt Losange auf, wobei Europa der wichtigste Markt bleibt, auf dem 80 Prozent der Produktion verkauft werden. Innerhalb dieses Marktes biete Luxemburg nicht nur eine zentrale Ausgangsbasis für die Verteilung, sondern überdies einen neutralen Standort, um sowohl Kunden in Deutschland als auch in Frankreich zu bedienen. „Die Franzosen haben immer noch Probleme damit, deutsche Produkte zu kaufen, und die Deutschen mit französischen Waren“, so Losange.

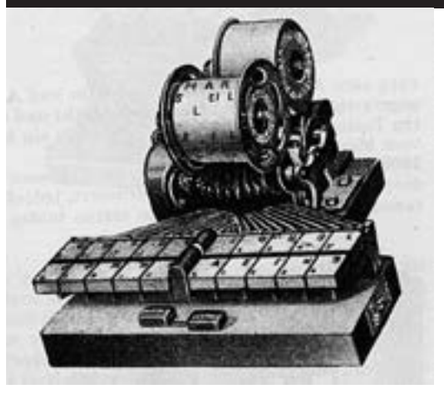
Doch wenn der Firmenleiter von Exporten spricht, meint er damit ohnehin die Regionen außerhalb Europas. Die neue Produkt-Serie Gradup feierte kürzlich auf einer Fachmesse in Minneapolis Weltpremiere. „Die USA sind ein interessanter, wenn auch ziemlich protektionistischer Markt, der allerdings die Türen für Qualitätsprodukte wie unsere öffnet.“ Losange erklärt: „Die Amerikaner machen alles im Großen, aber das führt dann irgendwann zu Problemen mit der Ergonomie. Bei uns kann man eine Last von 25 Tonnen mit einer Wirbelringschraube von 15 Kilo bewegen, bei den Amerikanern wiegt sie bei der gleichen Leistung 50 Kilo. Diese zu bewegen wird dann ein Transport für sich.“

Worin besteht Innovation, wie verbessert man ein Standard-Stahlwerkzeug? Beispielsweise über die Materialoptimierung. Eine Wirbelringschraube wird aus vier Bauteilen zusammengesetzt, von denen jedes unterschiedliche mechanische Belastungen aushalten muss, wie der Firmenleiter erklärt. Deshalb besteht jedes Teil aus einer anderen Stahlverbindung, die sich besonders gut eignet, um den jeweiligen Anforderungen standzuhalten. Codipro gießt die Bauteile nicht selbst, sondern erstellt das Design und übermittelt detaillierte Vorgaben an die Zulieferer. Weil man aber bei der Materialoptimierung an die Grenzen des Möglichen gerät, innoviert die Firma auch in anderen, für die Kunden wichtigen Bereichen. Zum Beispiel bei den Informationen, die mit den Produkten geliefert werden, die Aufschluss über Normen und Produkthandhabung geben und die detaillierter seien als bei anderen Herstellern. Oder auf der Suche nach neuen Herstellungsverfahren. Die Firma aus Wiltz hat ein Patent anmelden lassen für ein 3-D-Druckverfahren, um Wirbelringschrauben aus einem Stück herzustellen. Noch ist die Methode zu kostspielig und deshalb nicht serienreif, erklärt Losange. Doch unter Sicherheitsaspekten wäre das Verfahren interessant, weil ein Werkzeug aus einem Guss beim Kunden nie in die Einzelteile zerlegt und eventuell falsch wieder zusammengebaut werden könnte.

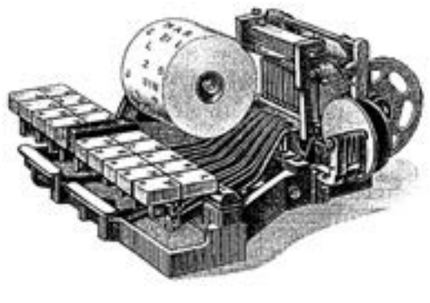
„Wir kontrollieren, wir bauen zusammen, wir zertifizieren, wir verschicken“, beschreibt Steve Henricot den Arbeitsablauf im Atelier. Jedes einzelne Bauteil wird auf eventuelle Schäden überprüft, bevor es verbaut wird. *Safety first*! – kommt eine Bestellung ins Atelier, wird als erstes auf das zentrale Bauteil jeder Schraube eine individuelle Seriennummer gefräst. Henricot gibt ein bisschen Schmierfett auf die Teile. Dann werden die im Durchmesser leicht unterschiedlich großen Bestandteile mit hohem Druck ineinandergepresst. Zack – das war's! Mit Zertifikat und Informationspaket werden die Teile erst in eine Plastiktüte, dann in eine Kiste der Schwestergesellschaft No-Nail Boxes verpackt, damit sie unbeschadet bis zum Kunden kommen. 100 000 Wirbelringschrauben jährlich produzieren die rund 15 Mitarbeiter im Atelier. Drei Prozent dieser Jahresproduktion müssen im Labor überprüft werden. Je nachdem werden die Anschlagpunkte mit einem Koeffizient von 1:4 oder 1:5 zertifiziert. Das heißt, eine Schraube für eine Traglast von einer Tonne darf bei einer Belastung von bis zu vier beziehungsweise fünf Tonnen nicht brechen. Deshalb geben die Mitarbeiter im Labor ordentlich Druck auf die Kontrollware – bis zu 100 Tonnen schafft der Simulator. Danach wird nachgemessen, ob es irgendwelche Veränderungen gegeben hat. Auch die Sonderanfertigungen für Kunden, meistens mit besonders langen Schraubachsen, werden hier von den Mitarbeitern auf ihre Belastbarkeit geprüft und homologiert. Darauf, dass auch solche Aufträge binnen weniger Tage ausgeliefert werden können ist der Produktionsleiter stolz.

Sven Becker

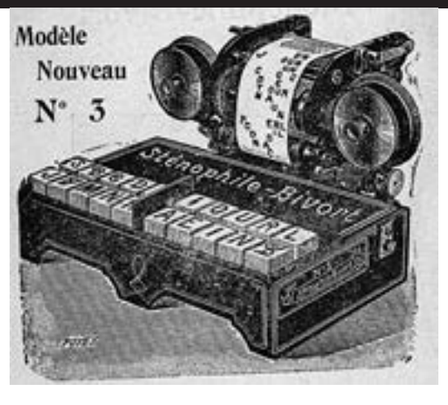
Das Atelier von Codipro in Wiltz, Produktionsleiter Steve Henricot (unten links)



Sténophile 1 (Martin, *Die Schreibmaschine und ihre Entwicklungsgegeschichte*, Aachen, 1949)



Sténophile 2 (G.C. Mares, *The History oft he Typewriter Successor to the Pen*, London, 1909



Sténophile 3 (Werbeprospekt)

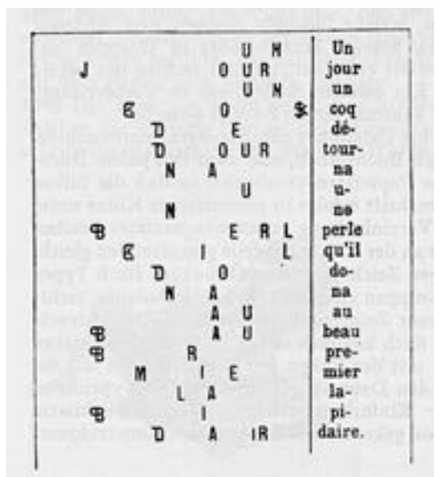
Sténophile Braille mit Blindschrift (Werbepostkarte)

Sténophile-Tastatur zu Trainingszwecken (*ETCetera*, Juni 2005)

Die Beschleunigung der Stenotypistinnen

Romain Hilgert

Gegen Ende des 19. Jahrhunderts waren die Industrien, Banken und Verwaltungen so groß geworden, dass auch ihr Schriftverkehr bedeutend zugenommen hatte. Er konnte nicht mehr länger mit Tinte und Feder erledigt werden, sondern musste, wie zuvor die Produktion in den Fabriken, mechanisiert werden. Diese Revolution wurde durch die Erfindung der Schreibmaschine ermöglicht, mit der schneller, leserlicher und in mehreren Durchschlägen geschrieben werden konnte.



Textprobe mit Doppezeichen der Sténophile (links) und Klarschrift (rechts; Ernst Martin, *Die Schreibmaschine und ihre Entwicklungsgeschichte*, Aachen, 1949)

Nach 1870 begannen Geschäftsleute und Erfinder in Europa und den USA, intensiv nach der einfach bedienbaren, zuverlässigen, robusten und billigen Schreibmaschine zu suchen. Sie brachten Hunderte von Maschinen mit den unterschiedlichsten Techniken auf den Markt, mit Buchstabenhebeln, -stangen, Schreibköpfen, Tastaturen, Zeigern, Oberanschlag, Unteranschlag, Blindschrift, sichtbarer Schrift, Farbbändern, Farbrollen, Farbkissen, Hydraulik, Elektromotor… In einem gnadenlosen Wettbewerb um Kunden und Patente verschwanden die meisten Modelle wieder rasch vom Markt, die oft skurrilen Maschinen erwiesen sich als Sackgassen der technischen Evolution, bizarre Saurier aus Gusseisen. Manche fanden einige Jahre lang Käufer, bis sich um den Ersten Weltkrieg einige große Firmen mit einer Konstruktionsweise durchsetzten, die sich bis zum Aufkommen des Bürocomputers kaum mehr änderte, die Computertastatur ist noch heute diejenige der Schreibmaschinen von 1874.

Aktie von Charles Bivorts Société française de mécanographie

Charles Bivort (*Mon Village*, Paris, 1902)

Einer dieser verwegenen Geschäftsleute und Erfinder war Charles Bivort, der einzige Schreibmaschinen-Erfinder aus Luxemburg, genauer: aus Oberpallen. Der 1845 geborene Zöllnersohn arbeitete mit 15 Jahren beim Enregistrement, dann einem Notar in Redingen, einem Gerichtsvollzieher und Brauer in Bettborn, bevor er mit 20 nach Paris zog, um sein Glück in der Hauptstadt des 19. Jahrhunderts zu suchen. „Mêlé à d'importantes entreprises, dont plusieurs, concernant la presse commerciale, la minoterie, la téléphonie, la vélocipédie, l'éclairage, ont fait époque dans ce siècle de progrès", beschrieb er sich selbst in dem Buch *Mon village,* das er in späten Jahren über sein Heimatdorf Oberpallen veröffentlichte (Paris,1902, S.20). Dank seines Geschäftssinns wurde der Junge aus Oberpallen reich, lebte in einer Villa in Chelles-sur-Marne bei Paris und leistete sich ein frommes Privatmuseum.

Um das Jahr 1900, als sich in Frankreich die Schreibmaschine verbreitete, interessierte Charles Bivort sich auch für diese Neuerung. Doch „[g]leichzeitig mit der Schreibmaschine setzte sich beinahe in allen Industrieländern die Kurzschrift durch", berichtet Theo Pirker in *Büro und Maschine. Zur Geschichte und Soziologie der Büroarbeit, der Maschinisierung des Büros und der Büroautomation* (Basel, Tübingen, 1962, S. 38). „Die Schreibmaschinen-Leute erkannten sehr bald, daß ihnen eine Technik zu Hilfe kam, die den Gebrauch der neuen Maschine noch nützlicher machen sollte. Dies war die alte Methode der Symbolschrift, die als Kurzschrift bekannt war. Vor der Einführung der Schreibmaschine wurde die Kurzschrift nur von einigen Gerichtsreportern und Handelsgehilfen benutzt." Danach zogen vermehrt Frauen als Stenografinnen und Sekretärinnen sowie als Maschinenschreiberinnen in die Büros, die Mechanisierung förderte die Hierarchisierung der Büroarbeit nach sozialer Herkunft und Geschlecht.

Um die Arbeit von Stenografinnen und Typistinnen weiter zu rationalisieren, gab es schon vor der Jahrhundertwende Versuche, Schreibmaschinen zum Stenografieren auf den Markt zu bringen. Doch die meisten funktionierten mit einer beschränkten Zahl kryptischer Silbenzeichen oder mit Punkten und Strichen, die für Ungeschulte nicht zu lesen waren. Eine Stenografiermaschine, mit der sich schnell wie das gesprochene Wort in Klarschrift schreiben ließ, versprach, zu einem geschäftlichen Erfolg zu werden. Als Charles Bivort um 1904 seine Sténophile in Frankreich auf den Markt brachte, warb er für sie als „machine à sténographer en clair".

Um das Tippen zu beschleunigen, verringerte Bivort die Zahl der Tasten auf 20, dazu verschmolz er die ähnlich klingenden Konsonanten B und P, C und K, D und T, V und F, K, Q und noch einmal S zu Doppelzeichen. Mit der linken Hand konnten die Konsonanten, mit der rechten die Vokale und zur Beschleunigung noch einmal L, N, R und S getippt werden. Eine Umschalttaste erlaubte das Schreiben von Ziffern und Interpunktionen. Die Maschine druckte den Text im Unteranschlag auf eine schmale Papierrolle. In jeder Zeile befinden sich zwei bis vier in einer Folge getippte Buchstaben, die sich auch ohne Übung entziffern lassen.

Da Charles Bivort die handwerklichen Fähigkeiten zur Konstruktion der Maschine fehlten, arbeitete er wohl mit heute unbekannten Technikern zusammen. Technikgeschichtlich ist die Sténophile jedoch kaum erforscht. Im Laufe der Jahre brachte Bivort mindestens drei Modelle seiner Maschine heraus, die sich vor allem durch Verbesserungen der Papierführung und des Farbmechanismus unterschieden. Auch eine Braille-Version für Blinde entwickelte er zu einer Zeit, als in Frankreich die Integration der Blinden in das Arbeitswelt gefördert wurde.

Ernst Martin beschreibt die Erfindung in *Die Schreibmaschine und ihre Entwicklungsgeschichte* (Aachen, 1949, S, 411) als kommerziellen Erfolg: „1906 erschien sie unerwartet als Teilnehmerin bei einem der Wettschreiben der Union des Socétés de Sténographie de France in Lyon. Sie sollte sich mit den Berufsstenographen des Landes messen. Ihr Erscheinen erweckte ein Lächeln. Wozu eine Stenographiermaschine? Zum Erstaunen aller trug sie den ersten Preis davon. Es war eine AG. zur Ausbeute der Bivortschen Maschine gegründet worden. Es wurden Schulen in allen größeren Städten des Landes eröffnet, in welchen Unterricht in der Maschinenstenographie erteilt wurde. […] Auch in vielen kaufmännischen Büros fand sie Aufnahme. Man wunderte sich über die Schnelligkeit, mit welcher Diktate aufgenommen und vielfach von anderen Personen, die vielleicht die Stenographie gar nicht beherrschten, abgeschrieben wurden. Sie war die erste Stenographiermaschine, die fabrikmäßig in erheblichem Umfang hergestellt und man kann sagen, in großer Anzahl abgesetzt wurde. Sie hat sich durchaus bewährt. Es wurden 1913 eine Anzahl Maschinen in Berlin von Alwin Berger mit der Aufschrift Dictograph angefertigt, die für den deutschen Markt und mit einem der deutschen Sprache angepaßten Tastenfeld versehen waren. Dies war ein Mißerfolg."

Die deutsche Dictograph beruhte auf der Verletzung von Bivorts Patentrecht. Auch sonst verließ das Geschäftsglück den inzwischen Siebzigjährigen, der sich mit Fehlinvestitionen ruinierte. Die technisch überlegene Sténotype Grandjean setzte sich bald mit den Handelsschulen Grandjean gegen Bivorts Sténophile durch.

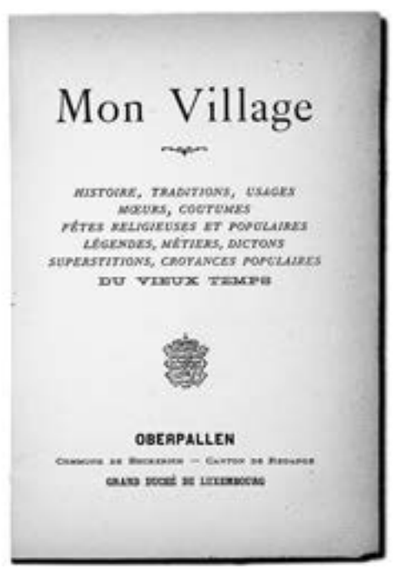
Sténophile Modell 2, Seriennnummer 814 (Privatsammlung)

Eine Stenografiermaschine, mit der sich schnell wie das gesprochene Wort in Klarschrift schreiben ließ, versprach, ein geschäftlicher Erfolg zu werden

Schon 1902, als er dabei war, seine Sténophile zu entwickeln, klagte Charles Bivort in *Mon Village* (S. 8): „La civilisation moderne a transformé la façon de vivre. Le chemin de fer, en abrégeant les distances, le télégraphe et le téléphone, en les supprimant, la lumière électrique, en prolongeant les jours au détriment des nuits, nous obligent à consumer notre existence dans une agitation fiévreuse et continue, qui ne permet plus de jouir de la vie. Les campagnes, sous ce rapport, subissent l'impulsion des villes ; les habitants des moindres bourgs imitent ceux des capitales."

Mit dieser Sehnsucht nach der Dorfidylle erntete Bivort in Luxemburg größere Anerkennung als mit seiner Stenografiermaschine. Nach einem ersten Beitrag *Le village d'Oberpallen* in *Das Luxemburger Land* vom 7.9.1884 und dem 1902 in Paris gedruckten Buch folgten ein von Jacques Steffen (*Aufbewahrt!*, Mersch, 2017, S. 358) auf 1914 datierter anastatischer Nachdruck. Vom 10. Mai 1928 bis 10. Juni 1929 druckte die *Luxemburger Illustrierte* das Buch zusammen mit einer detailreichen Lebensbeschreibung erneut ab und nannte den Autor "incontestablement un homme supérieur". Am 5. März 1920 starb Charles Bivort in Paris.

Die Bedienung der Schreibmaschinen wurde rasch zur Frauenarbeit. Auf den 21. Dezember 1904 datierte Werbepostkarte mit Sténophile Modell 1

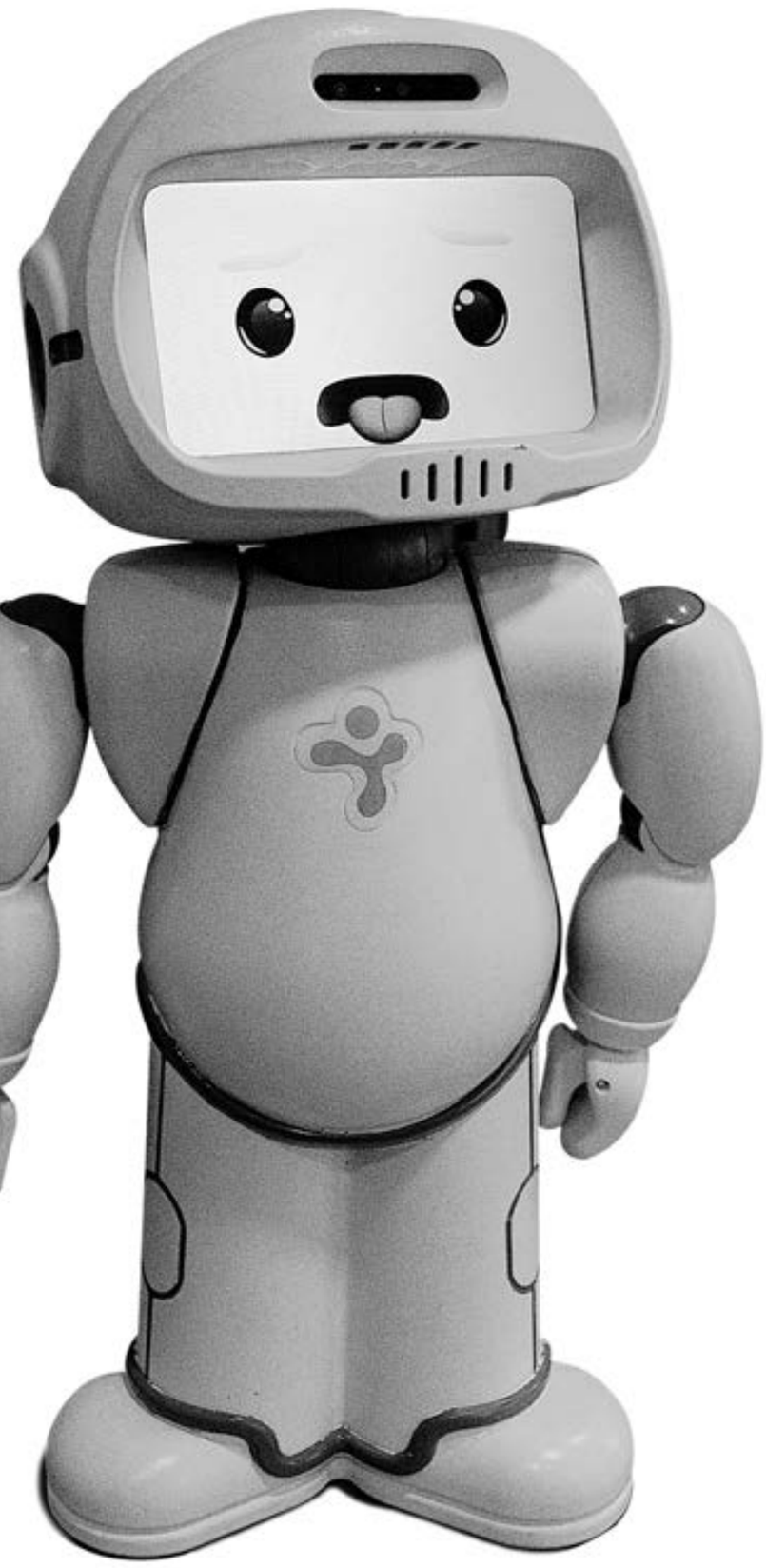


Erstausgabe von Charles Bivorts *Mon Village*, Paris, 1902 (Exemplar am 9. August 1902 M. E. Mongenast gewidmet)

Charles Bivort ist der einzige Schreibmaschinen-Erfinder aus Luxemburg, genauer: aus Oberpallen

Wie aus der Uni Firmen entstehen

Dem Dr. seng nei Boîte



Peter Feist

Mit Spin-offs will die Uni Luxemburg etwas für das Land tun. Doch Wagniskapital ist knapp und Forscher haben oft nur eine befristete Anstellung

Der knapp einen halben Meter große Roboter trägt den Namen QT. Spricht man ihn englisch aus, wird daraus *Cutie*, der Süße. So sei das auch gedacht, erklärt sein geistiger Vater Pouyan Ziafati in einem Youtube-Video. Denn QT ist ein „sozialer Roboter" für Therapiezwecke. Er soll sich mit Menschen unterhalten und ihnen stets ein positives Feedback geben. Für Kinder mit autistischen Zügen zum Beispiel sei das „essentiell", sagt Aida Nazarikhorram. Mit ihrem Ehemann, dem Computerwissenschaftler Ziafati, hat die Ärztin im Frühjahr 2016 die Firma LuxAI gegründet. 15 QTs habe man bisher verkauft. Der Roboter sei also kein Prototyp mehr, sondern marktfähig, und er sei nicht nur der erste in Luxemburg entwickelte soziale Roboter, „sondern einer der wenigen weltweit, die schon verkauft werden".

LuxAI ist ein Spin-off-Unternehmen der Uni Luxemburg, eines von bislang sieben. „Spin-off der Uni heißt, dass so eine Firma eine Lizenz auf ein bestimmtes geistiges Eigentum der Universität nutzt", erläutert Eric Tschirhart. Der Pharmakologie-Professor und frühere Vizerektor ist heute Berater des Rektors in Sachen Fundraising und Technologietransfer. „Führt eine Forschungsarbeit zu einer Erfindung, lassen wir die als Patent oder als Knowhow schützen. Dadurch wird sie unser geistiges Eigentum. Lässt es sich kommerziell verwerten, können wir es entweder verkaufen oder eine Lizenz an eine Firma vergeben. Das kann ein großes Unternehmen sein oder eine Neugründung. Letztere ist dann ein Spin-off."

Oft geht das geistige Eigentum, das lizenziert wird, auf eine Doktorarbeit zurück. LuxAI-Gründer Ziafati etwa entwickelte als Doktorand am Forschungszentrum für IT-Sicherheit der Uni (SNT) eine Software, die eine Fülle von Sensordaten so verarbeitet, dass Roboter QT imstande ist, mit einem Feedback zu reagieren. Ebenfalls auf eine Arbeit am SNT geht ein anderes Spin-off zurück, Motion-S. Einer seiner drei Gründer ist der Computerwissenschaftler German Castignani. 2012 begann er am SNT an der Erfassung der Verhaltensmuster von Autofahrern zu arbeiten. Lediglich die Sensoren eines Smartphones und GPS-Daten sollten dazu dienen. Ende 2014 entstand Motion-S und entwickelte daraus eine App, die nun mit einer großen Luxemburger Versicherung vermarktet wird. Sie belohnt Fahranfänger, die mit Hilfe der App zeigen, dass sie vorausschauend und sicher fahren, mit Rabatten auf die Auto-Haftpflicht. Die App hat Motion-S in ein Spiel integriert. Es lässt den Fahrer immer höhere Niveaus erreichen und belohnt ihn dafür.

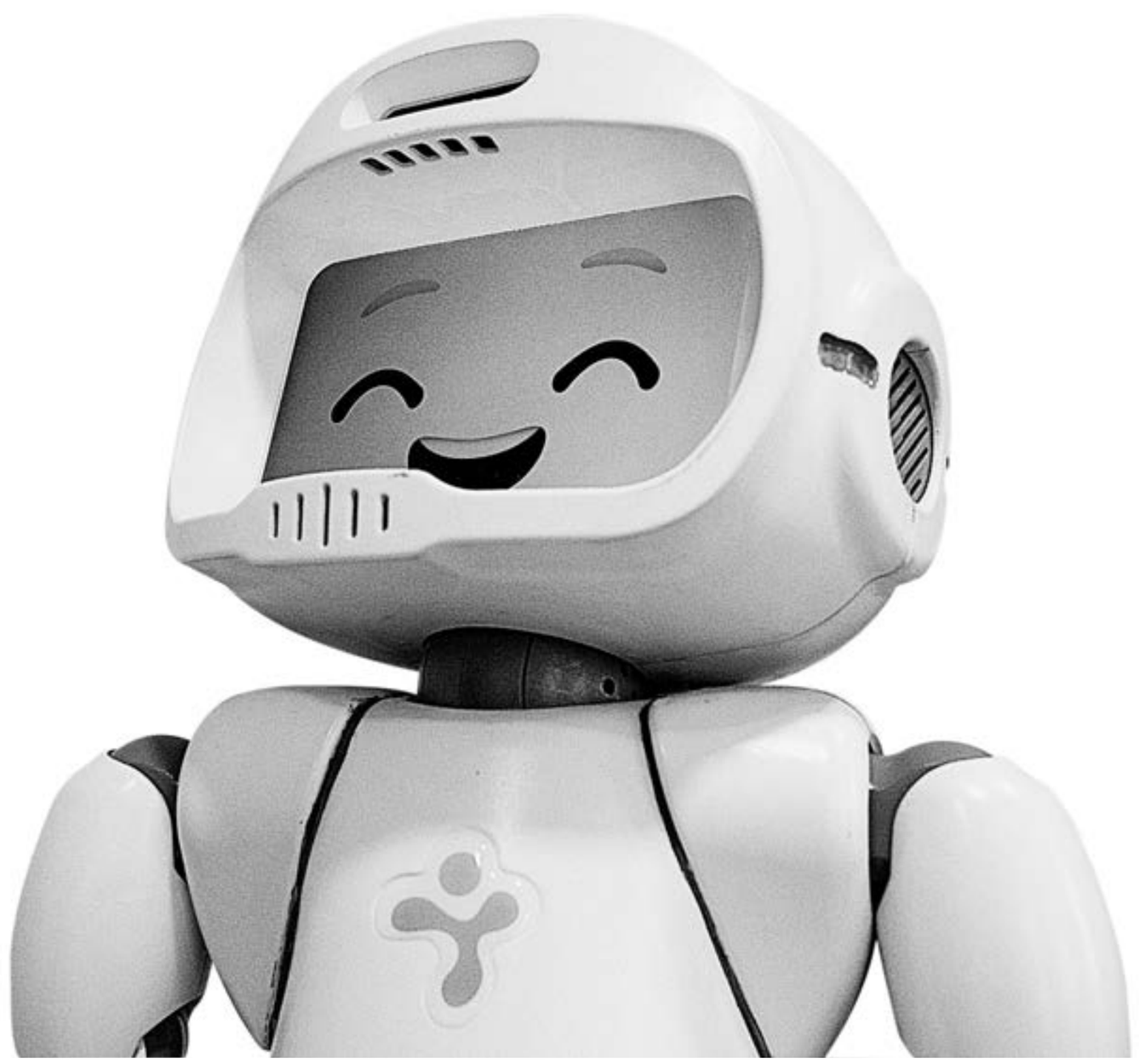
Auf Software und Daten basieren alle der bisher sieben Spin-offs. Eric Tschirhart betont, die Alternative, eine Erfindung entweder zu Geld zu machen oder sie als Lizenz an eine solche Firma vergeben, stelle sich nicht wirklich: „Wir wollen etwas für das Land tun, *Made in Luxembourg* fördern." In den sieben Firmen seien bislang um die 60 Arbeitsplätze geschaffen worden, rund die Hälfte davon sei mit Gebietsansässigen besetzt. „Das ist Impakt!" Jener Impakt, von dem die Regierung sich noch mehr von der Uni wünscht und die Gründung von Spin-offs deshalb als eines der verschiedenen Ziele festhält, die die Uni in Vierjahresverträgen mit dem Staat möglichst erfüllen soll.

Die Chancen auf Wachstum stehen bei Motion-S und LuxAI ziemlich gut, wie die Gründer die Lage schildern. Aida Nazarikhorram kündigt an, „nächstes Jahr wollen wir QT auf den Massenmarkt bringen". Wurde er bisher an Therapeuten autistischer Kinder verkauft, sollen ihn künftig auch Eltern nutzen können. Weitere Anwendungen im Gesundheitsbereich seien ebenfalls denkbar, etwa bei der Behandlung von Schlaganfallpatienten oder in der Altenpflege. Weil Massenmarkt Industriefertigung heißt, werde nächstes Jahr „eine kleine Fabrik" entstehen, in der QT montiert wird. „Wir sind dazu mit mehreren Luxemburger Betrieben im Gespräch, die Entscheidung fällt in den nächsten Monaten." Neue Jobs entstünden bei LuxAI auch, schon jetzt stellt die Firma ein. „Wir haben alles selber entwickelt, die Hardware, die Software und die Verbindung zur Therapie. Man könnte sagen, wir sind drei Firmen in einer."

Auch bei Motion-S soll 2018 „das Jahr der Investitionen" werden, erklärt Guido von Scheffer, CEO und Mitgründer. „Anschließend könnten wir die Start-up-Phase hinter uns lassen." Zähle Motion-S heute neun Mitarbeiter, sollen es Ende 2018 rund 20 sein, und ging es anfangs darum, die App zur Erfassung des Fahrerverhaltens weiterzuentwickeln und zu vermarkten, setzt die Firma nun darauf, aus einem immer größer werdenden „Ökosystem" aus Fahrer- und Telematikdaten zu schöpfen und die Daten für Kunden anzureichern, in den Kontext mit der Umwelt zu stellen und individuell auszuwerten.

Zurzeit hält die Uni Luxemburg 381 Patente. Um Spin-offs entstehen zu lassen und überhaupt geistiges Eigentum zu entwickeln, es zu schützen und zu verwerten, geht sie systematisch vor. Zwei „Scouts" sondieren, woran die einzelnen Forschungsgruppen arbeiten und ob sich das „in Wert setzen" lassen könnte. „Die Scouts fischen nicht nur nach Ideen, sie versuchen zum Beispiel auch, mehrere Ideen zu einer verwertbaren Lösung zu verschmelzen", sagt Sigmar Lampe, der an der Uni zuständig ist für Inwertsetzung und Patentrechtsfragen. So vorzugehen, sei an Unis üblich. Begonnen habe das 1980 in den USA. Damals wurde dort ein Gesetz verabschiedet, das es Universitäten erlaubt, für mit Forschungsgeldern der US-Regierung gewonnene Erkenntnisse selber Patente anzumelden und sie in Wert zu setzen. Die EU zog in den Neunzigerjahren nach. Manche europäische Unis gelten heute als außerordentlich erfolgreich in der Verwertung, zum Beispiel die Katholische Universität Louvain.

Aber „Verwertung" heißt noch nicht Spin-off. Weil zunächst entschieden werden muss, ob eine Idee sich überhaupt in Richtung geistigen Eigentums weiterentwickeln lässt, ist der Weg zu Spin-offs dann noch lang: Es muss sich zeigen, ob eine Lösung voraussichtlich mit Erfolg zu Markte getragen werden kann.



Die Finanzierung der Firma muss gesichert werden und: Ob ein Wissenschaftler der Uni zum Firmengründer werden will, ist ebenfalls eine Frage.

Bei der Prüfung der Verwertbarkeit kann der nationale Forschungsfonds FNR helfen. Über sein Programm *Proof of concept* kann er unter anderem den Bau von Prototypen finanzieren. Der erste QT entstand zum Beispiel so. Ist eine Lösung voraussichtlich marktfähig und soll daraus ein Spin-off werden, unterstützt die Uni die Firmengründung wissenschaftlich, finanziell dagegen allenfalls mittelbar: „Am Gesellschaftskapital von Spin-offs beteiligen wir uns nicht, die Firmen sind unabhängig von uns", sagt Eric Tschirhart. Manchmal werde ein Professor Chief Science Officer der jungen Unternehmen, „aber nur eine Zeitlang". Entgegen kommt die Uni ihnen, wenn es um die Einnahmen aus den Lizenzen geht: „Wir vergeben eine Lizenz natürlich auch, um daran zu verdienen, sind aber gegenüber Spin-offs nicht übermäßig anspruchsvoll." Verlangt werde „kaum mehr als zwei Prozent vom jährlichen Netto-Verkaufserlös". Für die Uni, die *Made in Luxembourg* stärken will, sei das „ein ehrlicher *Return-on-investment*", sagt Tschirhart.

Doch weil die Universität nicht selbst ins Kapital eines Spin-offs einsteigt und das *Proof of concept*-Programm des FNR nur so weit reicht, wie sein Name das verspricht, ist vor allem in der unmittelbaren Startphase eines Spin-off das so genannte *Seed funding* ein Problem. Mitunter sogar ein großes. „Das ist schwierig", sagt German Castignani. Aida Nazarikhorram geht noch weiter: „Das ist in Luxemburg unmöglich." Motion-S hatte insofern Glück, als Castignani seine Idee auf einem ICT Spring vorstellte und bereits dort die Aufmerksamkeit jener Versicherungsgesellschaft auf sich zog, die die erste Partnerin seiner späteren Firma werden sollte und bei der Finanzierung behilflich war. LuxAI dagegen beschaffte sich die allerersten Mittel von Wagniskapitalgebern im Ausland. „Es gibt natürlich auch in Luxemburg Business Angels, die helfen könnten", weiß Aida Nazarikhorram. „Aber für eine Firma wie unsere, die einen Roboter herstellt, der obendrein für Anwendungen im Gesundheitsbereich gedacht ist, fehlt ihnen die Expertise."

Trotz aller Bekenntnisse zur „Wissensökonomie" sind die Probleme, Kredite für Spin-offs und Start-up-Firmen generell zu beschaffen, legendär. Am ehesten klappt das, was am Finnazplatz nicht verwundert, im Bereich Fintech. Dass dadurch der Uni die Erfüllung ihrer Spin-off-Ziele erschwert wird, ist ihr bewusst: „Wir reden hier vom Start einer Firma, wo 20 000 Euro zukunftsentscheidend sein können", sagt Eric Tschirhart. „Steht dann kein Kapitalgeber bereit, bleiben Firmengründern nur die drei großen F: Friends, Family and Fools." Auch der Luxembourg Future Fund springe erst ein, wenn eine Firma eine erste bescheidene Reifestufe erreicht hat.

Um die Lücke zu schließen, sei die Universität mit dem Wirtschaftsministerium, dem FNR und der *Spuerkees* im Gespräch, teilt Eric Tschirhart mit. Wenn nichts mehr dazwischen kommt, soll Anfang kommenden Jahres ein „early stage investment fund" aus der Taufe gehoben werden. Er wäre für Firmen da, die gegründet werden, um Lizenzen zu nutzen, die aus der öffentlichen Forschung stammen.

Ergänzt werden soll dieses Vehikel noch um einen „Vorbeschleuniger": Wie das Arbeitsrecht für junge Forscher im Moment formuliert ist, können sie nur mit einem auf höchstens fünf Jahre befristeten Vertrag beschäftigt werden. Für Doktoranden an der Uni folgt daraus: Entsteht, während sie auf ihren PhD hin arbeiten, eine kommerziell womöglich verwertbare Idee und vergehen bis zur erfolgreichen Verteidigung einer Doktorarbeit in der Regel vier Jahre, bliebe nur noch ein Jahr Zeit, in Richtung „Verwertung" zu arbeiten. Das ist schon deshalb zu wenig, weil die Universität sich „ein Fenster von 30 Monaten" gibt, wie Eric Tschirhart das nennt, „um zu sehen, wie wir eine Lösung schützen und sie anschließend in Wert setzen". Natürlich sei es immer möglich, einen befristeten Forscher-Vertrag in einen unbefristeten zu verwandeln. „Aber in einem solchen Moment rekrutieren wir ja nicht, da geht es im Gegenteil darum, eventuell einen Spin-off zu gründen."

Beziehungsweise darum, dem Wissenschaftler neben der eventuellen Perspektive als Unternehmer eine soziale Absicherung zu geben, damit er den Mut nicht fahren lässt und sich lieber nach einer Akademikerstelle im Ausland umschaut. Abhilfe könnte der „pré-accélérateur" schaffen. Er soll wie der Startkapitalfonds mit Hilfe des nationalen Forschungsfonds zustande kommen und ebenfalls 2018 starten: Eine Zeitlang würde er den Forscher und Unternehmer in spe einstellen und ihm erlauben, seine Idee in Richtung Spin-off weiterzuentwickeln. „Letzten Endes", sagt Eric Tschirhart, „wollen wir die Möglichkeiten zur Spin-off-Gründung maximieren."